

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Droit et Economie Politique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 21 Juin 1910 à 4 h. 1/2

PAR

RENÉ MAUNIER

Docteur ès sciences politiques et économiques
Lauréat de la Faculté

Président : M. FERNAND FAURE, professeur
Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur
TRUCHY, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES - ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Droit et Economie Politique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 21 Juin 1910 à 4 h. 1/2

PAR

RENÉ MAUNIER

Docteur ès sciences politiques et économiques
Lauréat de la Faculté



Président : M. FERNAND FAURE, professeur
Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur
TRUCHY, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES - ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DROIT & ÉCONOMIE POLITIQUE

INTRODUCTION

Poser le problème des rapports entre deux sciences, c'est se demander si les ensembles de faits qu'elles étudient soutiennent entre eux des relations causales, et quelles elles sont. La première démarche à entreprendre est donc de définir les phénomènes qui en font l'objet. Mais comme l'une d'elles, la sociologie, se propose d'instituer une théorie d'ensemble des phénomènes sociaux, il faudra définir et classer ceux-ci, et situer par rapport à eux le phénomène économique. On est ainsi conduit à classer les faits sociaux, et par suite les sciences sociales, afin de

déterminer dans cet ensemble l'objet propre de la science économique.

C'est une tâche à laquelle on s'est essayé très souvent, et depuis très longtemps. La plus ancienne classification, celle de Von Mohl (1), distinguait trois sortes de sciences sociales : la science sociale *générale* ; les sciences sociales *dogmatiques* (science du droit, science des mœurs, politique sociale) : enfin les sciences sociales *historiques* (histoire et statistique) ; l'économie politique n'y est même pas nommée. La classification la plus récente est celle de M Naville (2) : il énumère six sortes de relations sociales, parmi lesquelles les relations économiques, donnant lieu à six sciences sociales distinctes. Mais aucune des classifications qui ont été proposées ne cherche à sérier les faits sociaux d'après les modalités de leurs caractères spécifiques, c'est-à-dire de ceux propres aux faits sociaux et qui les définissent. Il nous va donc falloir procéder à cette recherche : définir d'abord les caractères généraux des faits sociaux, et donner ainsi une définition du *genre* ; puis déterminer ensuite, par une discrimination progressive, comment, par suite des modalités que présentent

1. *Geschichte und Literatur der Staatswissenschaften*, 1855, I, p. 103-104.

2. *Programme sommaire des Sciences sociales*. Genève, 1909, p. 7.

ces caractères généraux, le genre « faits sociaux » se différencie en *espèces* dont la connaissance forme présentement l'objet des diverses sciences sociales. Ces définitions auront naturellement pour objet, non pas d'exprimer l'essence des faits, mais seulement de les classer par des caractères extérieurs et objectifs, aisément reconnaissables et qui permettent de les distinguer à coup sûr et de délimiter utilement les recherches scientifiques.

I

Les faits économiques sont, à coup sûr, des faits sociaux, et cela pour une double cause.

1° *Ils ne nous sont donnés que dans des sociétés.* — Il n'y a jamais eu d'économie de l'individu isolé, parce qu'il n'y a jamais eu d'individu isolé, et qu'un tel être n'est même pas concevable. Mais cette raison n'est pas suffisante ; car tous les faits qui se passent dans des sociétés ne sont pas par cela seul des faits sociaux. Il y a des actes individuels, c'est-à-dire accomplis par et pour l'individu et réglés par lui hors de toute intervention du groupe, quoique dans le groupe : les phénomènes *d'invention* en sont un exemple. Les faits sociaux sont donc seulement des faits s'accom-

plissant dans des sociétés et présentant de plus certains caractères particuliers.

2° Mais les phénomènes économiques présentent justement ces caractères, spécifiques du fait social. Quels sont-ils donc? Ils sont au nombre de deux (1) : est fait social tout fait à la fois *traditionnel* et *obligatoire* pour l'individu.

I. — L'acte social n'est pas un acte original et inédit : c'est un acte *répété*. Alors même qu'il est accompli par un individu, celui-ci l'a trouvé tout fait dans le milieu ; il l'a emprunté à d'autres individus. En le faisant, il se conforme à une règle préétablie, et qui gêne à des degrés divers la liberté de ses mouvements. Ainsi une invention individuelle n'est pas un fait social : elle ne le devient que par la répétition. Par suite, les faits sociaux sont des faits *généraux*, des manières d'être communes à une multiplicité d'individus. S'ils ne sont pas nécessairement accomplis en groupe, ils supposent un groupe. Un contrat, un rite religieux sont donc des faits sociaux en tant qu'ils reproduisent d'autres rites, d'autres contrats, c'est-à-dire en tant qu'ils ne sont qu'un exemplaire d'un type générique, tiré à des exemplaires multiples.

1. Nous adopterons partiellement dans ce qui suit la définition des faits sociaux donnée par M. Durkheim (*Règles de la Méthode sociologique*, ch. I).

Mais tous les faits répétés ne sont pas des faits sociaux. L'instinct, l'habitude, l'hérédité donnent lieu aussi à la répétition d'actes qui, manifestement, ne sont point sociaux. Les faits sociaux ne sont donc qu'une espèce dans le genre des faits répétés : ce sont des faits *répétés d'une certaine manière* ; c'est ce que nous exprimons en disant qu'ils sont *traditionnels*. Ce genre spécial de la répétition présente trois caractères spécifiques :

a) Quant à l'*étendue* de la répétition, le phénomène social se différencie du phénomène d'*habitude*. Celui-ci ne se répète que chez un même individu : le phénomène social se répète et se reproduit *d'individu à individu* (1). Il est donc, par essence même, au contraire, du phénomène d'habitude, commun à une multiplicité d'individus. Autrement dit, la répétition sociale se range dans ce genre spécial de répétition qui s'appelle la *transmission*.

b) Quant au *mode* même de la répétition, le fait social se différencie des faits d'instinct et surtout d'*hérédité*, qui sont comme lui des faits transmis ; mais ils ne le sont pas de la même manière. La contrainte qu'exerce sur l'individu son hérédité

1. C'est ce que Tarde exprimait en disant qu'il est *imité*. Mais cette définition avait le tort de préjuger la *cause* du caractère qu'elle constatait.

est *indirecte* ; elle ne l'atteint et ne commande ses actes qu'à travers son organisation physique (1). La contrainte qu'exercent sur son action les règles sociales est au contraire *directe* ; c'est un « impératif » au sens kantien du mot. La première est une nécessité biologique : la seconde est un commandement de la société. L'individu trouve en naissant ses modèles héréditaires tout constitués et ainsi il est nécessité à s'y adapter spontanément, et mécaniquement : au contraire, les règles juridiques, les coutumes morales, les pratiques religieuses lui sont imposées directement et du dehors par la société ; et une longue éducation est nécessaire pour qu'il apprenne à s'y conformer. Dans une société par exemple où un certain nombre d'objets sont *tabous*, il lui faudra apprendre la liste des tabous. Il n'y a pas de société sans une initiation, un apprentissage de la vie en commun, parce que les pratiques sociales, ne se comprenant que *dans* et *par* (2) la société, expriment directe-

1. C'est pourquoi il est assez impropre de parler, sans préciser autrement, « d'une hérédité morale ». Dans la mesure où le type criminel est héréditaire, il se définit autant par des caractères somatiques que par des caractères mentaux, et les uns sont solidaires des autres.

2. L'hérédité *implique* bien une association au moins temporaire, celle des sexes : mais son fonctionnement ne *dépend* ni directement ni indirectement des formes de cette association. Au contraire, la tradition a ses con-

ment sa nature, et non celle de l'individu ; et c'est pourquoi il n'y parvient pas spontanément.

II. — c) Par là même déjà nous apprenons que la répétition sociale est quelque chose de spécifique dans sa *source*, et non seulement dans son *mode*. La source des faits d'hérédité est doublement physique ; ils procèdent de l'organisation physique des parents, et ils agissent par celle de l'individu lui-même. Au contraire, la répétition sociale résulte, non d'une nécessité physiologique, mais d'une pression directe exercée plus ou moins consciemment par la société. Autrement dit, l'acte héréditaire est *nécessaire* ; le fait social est toujours à quelque degré *obligatoire* : il est imposé à l'individu par une puissance extérieure et supérieure à lui, et qui ne peut être que celle du groupe. — Nous atteignons ainsi son second caractère général, qui le différencie maintenant à *la fois des faits d'habitude et des faits d'hérédité*. Ceux-ci, étant seulement *transmis* d'individu à individu, ne se répètent que *dans le temps* ; les faits sociaux, étant *imposés* par la société simultanément à tous ses membres, se répètent *et dans l'espace et dans le temps*.

ditions et ses causes exclusivement dans l'association humaine et ses modalités varient selon ce qu'est celle-ci. L'éducation dépend des formes de la famille, qui sont indifférentes à l'hérédité.

Il n'est donc pas nécessaire, pour qu'un fait soit social, qu'il soit collectif, c'est-à-dire *accompli* par un groupe ; il suffit qu'accompli par un individu, il soit *réglé* par le groupe. Nous parvenons donc en fin de compte à la définition suivante : *Les faits sociaux sont des faits traditionnels et obligatoires accomplis ou directement réglés par une société.*

II

Nous sommes maintenant en mesure d'introduire dans ce genre de faits des classes, en considérant quelles modalités revêtent leurs caractères. Nous pourrions ainsi les différencier les uns des autres par deux voies :

1° D'après les modalités de leurs caractères *généraux*, c'est-à-dire de ceux qu'ils ont en commun avec les autres ordres de faits, notamment avec les faits psychologiques et même avec les faits biologiques ;

2° D'après les modalités de leurs caractères *spécifiques*, qui les distinguent des autres phénomènes et en font, dans la réalité, un genre à part.

Considérons seulement, dans ce paragraphe, le premier mode de classement. D'après la définition même, nous trouvons deux sortes de faits

sociaux : des *faits de groupement*, ou des *sociétés*, et des faits qui se passent dans ces sociétés. C'est la distinction générale des *organes* et des *fonctions*, des faits de *morphologie* et des faits de *physiologie*. A cet égard, les modalités du fait social sont analogues à celles du fait *biologique*.

Mais si nous prenons seulement les faits de physiologie sociale, nous allons avoir à les diviser comme se divisent les faits *psychologiques*. Ces faits de physiologie sont, soit des *notions* ou représentations, soit des *actes* ou pratiques ; ce sont des *manières de penser* ou des *manières de faire*. — En combinant ces deux modes de division, nous obtenons, de ce premier point de vue, trois espèces de faits sociaux : les *organisations*, les *représentations*, et les *pratiques*, dont chacune pourrait faire l'objet d'une science distincte ; la *morphologie sociale*, ou étude des types de sociétés ; la *psychologie sociale*, ou étude des lois de la pensée collective ; la *physiologie sociale*, ou connaissance des lois de l'action collective.

Il y a ainsi des *organisations économiques*, comme les familles, les métiers, les entreprises ; des *notions économiques*, comme la valeur ; des *pratiques économiques*, comme l'échange ; et chacun de ces genres de faits pourrait faire de même l'objet d'une branche ou d'une division distincte de l'économique.

III

Mais la classification des faits sociaux par leurs *caractères propres* est de beaucoup la plus intéressante pour notre étude, puisque c'est par elle que nous pourrons séparer, de l'ensemble des faits sociaux, le phénomène économique et lui assigner ses caractères distinctifs.

Les phénomènes économiques, disions-nous, présentent les deux caractères généraux du fait social. Le moment est venu de le montrer (1). En premier lieu, ils sont *traditionnels* ; comme l'individu reçoit l'ensemble des phénomènes sociaux par l'éducation, il reçoit par un apprentissage les procédés techniques et les institutions économiques. Sans doute, dans le domaine économique, autant et même plus qu'en aucun autre, l'individu tend à innover ; mais ces innovations mêmes ne sont, on le sait bien, que des intersections de concepts traditionnels, et elles dépendent dans leur naissance même de l'état du milieu social (2). En second lieu,

1. On trouvera sans doute cette démonstration oiseuse ; mais on verra plus loin que certains auteurs ont cru devoir nier que les phénomènes économiques fussent des phénomènes sociaux.

2. Voir ci-après Livre II, ch. VI *in fine*.

les phénomènes économiques sont *obligatoires* ; ce sont des modes de conduite impératifs. L'industriel n'est pas libre d'employer tels procédés techniques qui lui conviennent : il lui faut se tenir au niveau de la technique employée dans l'ensemble des entreprises. Il ne peut davantage vendre au prix qu'il veut : la « loi de l'unité de prix » le contraint de se conformer à un prix commun et général dans le milieu. Ce sont justement ces contraintes qu'exerce le groupe sur la conduite économique de l'individu qu'on appelle d'ordinaire « lois économiques » ; terme assez impropre, puisque ces contraintes constituent la définition même des faits. Mais il y a des cas où la contrainte est plus directe et plus visible parce qu'elle prend la forme juridique. Dans une multitude de sociétés, le droit commande directement la technique de la production, impose les échanges et en réglemente les conditions ; dans toutes les sociétés inférieures, l'échange et le prêt sont normalement imposés par des règles juridiques. Mais que la contrainte soit directe ou indirecte, qu'elle soit munie d'une sanction juridique ou seulement d'une sanction matérielle, il n'importe : elle est toujours présente à quelque degré.

Dès lors le phénomène économique ne saurait être défini par des caractères qu'il aurait en propre, mais seulement par des modalités spéciales de

ces deux caractères qu'il a en commun avec tous les phénomènes sociaux.

I. — Considérons celles du caractère *traditionnel*. Elles nous permettent déjà de saisir, entre les diverses espèces de faits sociaux, des différences de *degré*. Ils sont en effet traditionnels à des degrés divers. Le phénomène religieux et le phénomène juridique, par exemple, le sont au maximum ; le phénomène économique, au contraire, l'est au minimum. Les organisations économiques comme les formes d'entreprise, sont beaucoup plus malléables que les Eglises et plus capables que celles-ci de variation et d'adaptation ; de même, les croyances et les pratiques économiques sont plus libres que les croyances et les pratiques religieuses. Nous obtenons ainsi une première différenciation du phénomène économique vis-à-vis des autres faits sociaux et en particulier du phénomène juridique.

II. — Mais si nous considérons les variations du caractère *obligatoire*, nous serons en présence de différences beaucoup plus spécifiques, et capables de fonder une définition. La contrainte sociale présente en effet des modalités très différentes qui varient sous l'influence de deux espèces de circonstances ; d'après la *source* de la contrainte et d'après son *objet* ou son contenu. C'est par la simple combinaison de ces deux catégories de

modalités que nous obtiendrons une classification des phénomènes sociaux, et par suite une définition du phénomène économique.

IV

La *source* de la contrainte sociale, disions-nous, est un groupe. Mais quel genre de groupe ? Il en est deux possibles, et par suite deux types de contrainte sociale.

I. — Les règles de conduite qui sont les faits sociaux peuvent être d'abord édictées et sanctionnées par des *organes spécialisés*, ayant pour fonction propre d'en assurer l'exécution. Ces groupes spéciaux font partie de ce qu'on appelle l'Etat ; ils le constituent même à eux seuls si celui-ci n'a pas d'autres fonctions. La contrainte qui émane d'eux peut être appelée la *contrainte organisée* ; c'est elle, et elle seule, qui constitue le *phénomène juridique*. « La caractéristique du droit, dit M. Edmond Picard (1), est la contrainte

1. *Le Droit pur*, §§ 18-19, p. 34-35. M. Durkheim (*Division du Travail social*, p. 33) appelle phénomène juridique « une règle de conduite sanctionnée ». Cette définition, on le voit, est beaucoup trop large : elle vaut pour tout phénomène social. Le phénomène juridique est seulement une règle de conduite sanctionnée d'une certaine manière.

sociale organisée », c'est-à-dire édictée et imposée par une autorité publique (1). Ces organes, toujours spécialisés, le sont sans doute plus ou moins : ceux qui édictent le droit peuvent ou non coïncider avec ceux qui le sanctionnent, le législateur se confondre ou non avec le juge. Mais dès qu'il y a quelque part dans l'organisme social une région particulière qui est le siège propre de l'ensemble de ces fonctions, il y a un droit. Peu importe que les règles qu'impose cet organe soient ou ne soient pas écrites ; si la loi écrite est nécessairement par là même, un phénomène juridique, la coutume orale, quoique souvent non édictée par un organe spécial, l'est aussi si elle est sanctionnée par un organe spécial. La caractéristique objective du droit est donc l'existence d'une organisation judiciaire.

II. — La contrainte sociale peut, au contraire, être édictée et sanctionnée par *l'ensemble de la*

1. Il y a bien, dans les sociétés primitives, des « peines », comme la lapidation, qui sont appliquées par le groupe tout entier et non par un organe défini. Mais ce ne sont pas là des peines proprement dites, mais seulement des sanctions morales particulièrement fortes procédant d'un état d'excitation tout particulier de la conscience commune. Il n'y a rien d'étrange à ce qu'une sanction morale soit plus intense qu'une sanction juridique ; le discrédit qui s'attache à une faillite est souvent plus grave et plus prolongé que ses conséquences proprement juridiques.

société. On peut l'appeler, par opposition à la première contrainte, *inorganisée* ou *diffuse*, parce qu'il n'y a alors nulle part dans la société un organe ayant pour fonction propre de l'imposer aux individus. Cette contrainte diffuse peut être elle-même de deux types :

a) Dans le premier, elle résulte d'une pression directe, plus ou moins consciente, exercée sur l'individu par la masse sociale inorganisée. Cette imposition directe, sanctionnée par un blâme de l'opinion du groupe, peut être appelée *contrainte de l'opinion* ; elle constitue proprement le *phénomène moral* : les modes de conduite qu'elle impose sont ce qu'on appelle les mœurs.

b) Dans le second, elle résulte seulement du fait qu'un certain mode de conduite étant général dans la société, l'individu est tenu de s'y conformer s'il veut éviter certaines sanctions purement *matérielles*, qui ne procèdent plus de l'attitude mentale du groupe vis-à-vis de lui et ne lui sont plus appliquées directement par le groupe lui-même. On peut donc appeler ce mode de contrainte la *contrainte diffuse indirecte*. Nous en trouvons justement de nombreux exemples dans la vie économique. Si un industriel est nécessité à suivre les procédés techniques communs et à adopter les prix courants, ce n'est pas que la société lui impose directement cette obligation ; s'il s'y sous-

trait, elle ne le blâme nullement ; mais il encourt alors certaines conséquences matérielles ; s'il produit trop cher ou s'il vend trop cher, il se ruinera ; et cela suffit pour le retenir. On a même montré — et l'intérêt sociologique général de cette vue apparaît ici pleinement — que cela n'est pas seulement vrai dans une certaine organisation économique, dans le régime de concurrence, mais que le monopoleur lui-même n'est nullement à l'abri de cette contrainte en quelque sorte hypocrite et détournée qu'exerce sur sa conduite le milieu social.

Nous avons ainsi déjà une classification des faits sociaux à deux branches : les faits de contrainte organisée, ou *phénomènes juridiques*, et les faits de contrainte diffuse, auxquels nous pourrions donner, par opposition, le nom générique d'*usages* ; et dans ceux-ci, nous avons pu déjà séparer une catégorie spéciale d'usages, ceux qui sont sanctionnés par la contrainte de l'opinion, et qu'on appelle *phénomènes moraux*. Nous sommes donc assuré que les phénomènes économiques se trouvent dans le résidu indifférencié d'usages qui demeure après cette discrimination des usages moraux (1). Le phénomène écono-

1. Bien entendu les phénomènes économiques peuvent être sanctionnés juridiquement ou moralement : mais alors ils *deviennent* des phénomènes juridiques ou moraux.

mique est un cas particulier des usages à sanction diffuse indirecte. Comment l'y situer et l'en différencier ? C'est ici que va intervenir le second critère, tiré de l'*objet* et non plus de la source de la contrainte sociale (1).

V

Parmi les usages et spécialement parmi ceux à sanction diffuse indirecte, il en est qui ont directement pour objet les *personnes*, c'est-à-dire les individus ou les groupes ; il en est qui ont au contraire pour objet direct les *choses*, c'est-à-dire les éléments de la société qui ne sont, ni des hommes, ni des groupes d'hommes. Les phénomènes économiques appartiennent sans nul doute à cette seconde espèce d'usages. Mais ils ne la constituent pas à eux seuls (2).

1. On pourrait dire que la contrainte des phénomènes économiques a pour caractère spécifique d'être *conditionnelle*, puisqu'elle n'est sanctionnée que par des conséquences matérielles qu'on peut éviter ou qui peuvent être indifférentes. Mais toute contrainte sociale et en particulier toute contrainte juridique a ce même caractère. La règle juridique dit : « Fais ou ne fais pas cela, si tu veux éviter la sanction. » L'obligation sociale est donc souvent analogue à ce qu'on appelle en droit une *obligation facultative*, où le débiteur est tenu en première ligne d'une certaine obligation ; et, à défaut de son accomplissement, il peut en exécuter une autre à la place de la première.

2. C'est ce qu'a le tort de croire M. Walras (*Economie politique pure*, leçon II, §§ 18-19) qui distingue les rapports

* * *

Les usages relatifs aux personnes peuvent être rangés en deux classes :

a) Ils peuvent d'abord être *relatifs à autrui*, c'est-à-dire à d'autres personnes que celui qui les accomplit. Ils sont alors de deux espèces, selon la nature de leur sanction.

Les uns sont sanctionnés directement par une contrainte de l'opinion : ce sont les *phénomènes moraux* (1). Ceux-ci diffèrent donc des phénomènes juridiques seulement par la nature de la sanction (2) ; ils ont les mêmes objets : *donner* — c'est-à-dire transférer à une personne une chose

entre personnes et choses qu'il appelle *faits moraux* et les rapports entre personnes et choses qu'il appelle *faits industriels*. Mais cette division simple des faits sociaux en deux classes, assez analogue à celle de Carey (*Principes de Science sociale*, I, face à la p. 14) en faits *économiques* et faits *juridiques*, est loin d'exprimer toutes les modalités possibles du fait social.

1. M. Tonnies (*Die Sitte*, 1908, p. 13) définit de même les mœurs comme « des usages imposés à l'individu par la volonté collective ».

2. M. Westermarck, dans son grand ouvrage sur l'*Evolution des idées morales*, parle cependant d'idées morales relatives aux choses, aux animaux, etc. Mais là où il en existe c'est que choses et animaux sont pensés comme des personnes. La notion de personne varie en extension et en compréhension suivant les sociétés ; un esclave peut être pensé comme une chose.

— *faire ou ne pas faire* quelque chose à une personne. On peut donc définir les phénomènes *moraux des usages directement obligatoires, à sanction diffuse, directement relatifs aux personnes.*

D'autres usages aussi sont relatifs à autrui ; ce sont les *usages linguistiques*. On les définit d'ordinaire comme les « moyens d'exprimer la pensée humaine et de communiquer entre les hommes ». Mais à toutes les notions juridiques, morales, et autres répondent des actes, soit des gestes, soit des paroles, qui les expriment et les extériorisent, et sont cependant des phénomènes de même nature. Les paroles de la *stipulatio* sont un phénomène juridique ; le geste de saluer est un phénomène moral parce qu'il exprime une certaine notion morale, celle du respect de la personne, et qu'il ne fait que traduire au dehors l'attitude mentale qui en découle. La différence qui sépare l'usage linguistique de l'usage moral ne saurait donc être cherchée ni dans son contenu ou dans sa forme, ni dans sa fin, mais dans sa sanction. La sanction de l'usage moral est un blâme de l'opinion : la sanction de l'usage linguistique est de celles que nous avons appelées indirectes : il n'est pas imposé directement par le groupe, mais on est tenu de le suivre si on veut se faire comprendre. De même que, si l'on veut exercer une industrie, il faut employer certains procédés techniques

courants, si l'on veut communiquer avec autrui il faut employer certains gestes ou certains mots traditionnels qui sont d'un usage général dans le milieu. Les usages linguistiques sont donc *des usages oraux ou manuels, à sanction diffuse indirecte, directement relatifs aux personnes.*

b) Les usages relatifs aux personnes peuvent être relatifs *à la fois à l'agent et à autrui* ; celui qui les accomplit se proposant pour objet non seulement d'affecter l'état des autres personnes, mais de modifier son propre état mécanique ou mental. Ce sont les *usages esthétiques*. Ce qui définit essentiellement l'acte esthétique, c'est que le plaisir où il tend immédiatement n'est pas celui de l'auteur de l'acte, mais celui d'un certain groupe social. L'artiste travaille pour lui et pour les autres : il n'y a pas d'artiste sans un public, mais en même temps la satisfaction personnelle de l'agent est essentielle à l'art. Les phénomènes esthétiques sont donc *des usages à sanction diffuse indirecte, relatifs à la fois à l'agent et à autrui.*

Dira-t-on qu'il n'y a pas là le moyen de définir objectivement le phénomène esthétique par rapport au phénomène moral et au phénomène linguistique, ceux-ci étant, comme celui-là, relatifs à la fois à l'agent et à autrui ? — Pour le phénomène moral, dit-on souvent à la suite des philosophes spiritualistes, la joie ou la peine morale

de l'agent n'est-elle pas sa fin véritable ? Mais en réalité, la satisfaction morale de l'auteur n'est qu'un contre-coup indirect, accessoire et nullement nécessaire de l'acte ; je puis n'éprouver aucune satisfaction morale à remplir un devoir que j'accomplis uniquement dans la crainte d'un blâme de l'opinion. Au contraire, il est de l'essence d'un acte esthétique de tendre à ma satisfaction propre en même temps qu'à celle d'autrui ; l'une et l'autre y sont inséparables et réagissent entre elles. Le plaisir que j'ai à porter de beaux vêtements est fait pour partie du plaisir qu'a autrui à les considérer : ma jouissance dépend de sa jouissance et croît avec elle. — Un doute analogue peut être soulevé par le phénomène linguistique. Le langage n'a pas seulement pour fonction d'extérioriser la pensée, il en conditionne l'existence même. Non seulement elle se généralise par lui ; mais elle naît dans une certaine mesure par lui. La pensée est un langage, une « parole intérieure » ; et ainsi les usages linguistiques, loin de ne s'adresser qu'à autrui, sont fondés dans les nécessités de la pensée de l'agent : leur fonction externe ne fait que se surajouter à une fonction interne. — Mais, tout d'abord, ce conditionnement de la pensée par la langue n'est pas absolu : les peuples qui parlent par gestes pensent bien, sans qu'on puisse parler de « gestes intérieurs ». Exactement comme on

peut compter sans nombres (1), on peut penser sans mots, et se représenter des choses ou des ensembles de choses sans les nommer, par de simples images isolées ou collectives. — De plus, ce conditionnement, même absolu, ne ferait pas le langage analogue à l'art. La fin directe, prévue et perçue de celui-ci, est une fin individuelle et collective à la fois. Au contraire, le langage s'adresse seulement à autrui, et la réaction qu'il exerce sur son agent est inaperçue et indésirée : l'acte de parler tout seul soulève le ridicule, ce qui témoigne que la fonction du langage est bien représentée ainsi dans l'opinion commune. Ce qui oppose donc le phénomène esthétique aux autres usages à sanction diffuse c'est bien cette propriété d'être directement relatif à la fois à l'agent et à autrui, à un individu et à un groupe.

* * *

Les *usages relatifs aux choses* sont, comme les précédents, de deux espèces, dont l'une se sépare elle-même en deux branches.

I. — Certains actes n'atteignent les choses qu'*indirectement*, par le moyen de certains êtres, pensés comme étant d'une nature spéciale et cons-

1. V. à ce sujet Lévy-Brühl. *Les Fonctions mentales dans les Sociétés inférieures*, p. 204 et 205.

tituant un milieu à part. Ces êtres sont les êtres religieux ou sacrés, et les actes qui s'y rapportent ainsi que les notions d'où procèdent ces actes, sont les *phénomènes religieux* (1). Ces phénomènes sont bien directement relatifs à des choses, c'est-à-dire à des existences autres que des hommes ; mais ces choses sont des idées ; l'acte religieux n'atteint la réalité profane qu'indirectement et par ricochet, par le moyen de certaines forces spéciales dont il emprunte l'efficacité (2). Sans doute, il tend à des fins pratiques, et prolonge ses effets dans le monde matériel : le rite agraire, la prière de pluie, tendent à des fins économiques ; mais ils sont pensés comme n'y parvenant que par le concours des êtres religieux. Entre eux et le monde physique s'interpose un milieu *sui generis* qui est le monde des dieux et des êtres sacrés ; et c'est seulement en agissant sur celui-ci qu'on peut modifier celui-là. On définira donc les phénomènes religieux *des usages à sanction diffuse, directement relatifs aux choses sacrées ou indirectement relatifs aux choses profanes*.

1. Voir une définition assez différente dans : Durkheim. *De la Définition des Phénomènes religieux* (*Année sociologique*, II, p. 22).

2. Dans l'acte *magique*, ces forces sont pensées comme inhérentes à l'acte lui-même ; dans l'acte *religieux*, comme lui venant de puissances extérieures.

II. — Au contraire, l'efficacité d'un acte technique par exemple est *directe* ; elle atteint son objet sans intermédiaire, et elle ne dépend que de la manière d'être de l'acte lui-même ; celui-ci possède en lui-même son efficacité propre. Les *phénomènes économiques* sont évidemment de cette espèce : ce sont des notions et des actions *directement relatives aux choses*. Il y a donc entre eux et les phénomènes religieux, non pas tant une différence dans l'*effet* de l'acte, qu'une différence dans le *moyen*. Mais pour en donner la définition intégrale, une dernière discrimination est nécessaire, qui les sépare des *phénomènes techniques*, avec lesquels on les a très souvent confondus (1).

Les uns et les autres ont directement pour matière les choses. Mais ils ne portent pas sur les mêmes caractères de celles-ci ; il y a ainsi entre eux une différence relative quant à l'*objet*, laquelle

1. D'ordinaire on définit les phénomènes économiques ceux *ayant pour but* de satisfaire les besoins de l'homme. On trouve cette définition finaliste, avec des variantes, chez la plupart des économistes (par exemple Wagner. *Fondements de l'Economie politique*, § 29, § 145) et aussi chez des sociologues comme Schurtz, qui définit l'économie « l'activité tendant à la conservation de la vie ». (*Urgeschichte der Kultur*, p. 206). Ces définitions confondent le phénomène technique et le phénomène économique, qui ont tous deux cette même fin. Cette confusion est sensible aussi dans la définition de M. Marshall

entraîne des différences quant à l'*effet* de l'acte et quant à ses *moyens* (2).

a) L'acte technique a pour objet direct les choses comme réalités matérielles, et considérées dans leur état physique, c'est-à-dire *les choses en elles-mêmes*. L'acte économique, au contraire, tend directement à créer ou à modifier un certain rapport de convenance entre les choses et l'homme ; il a pour effet de faire des choses ce qu'on appelle des « biens économiques », en leur conférant cette qualité de servir aux fins de l'homme qui est la « valeur ». L'acte économique agit donc sur les choses *en tant qu'elles sont en rapports avec les personnes* ; et il a pour objet direct et unique de créer ou de modifier ces rapports. Dès lors, tandis que l'acte technique suppose des choses matérielles, l'acte économique peut avoir pour objet de créer, d'accroître ou de transmettre des valeurs

(*Principes d'Economie politique*, I, p. 1) : « L'économique... examine la partie de la vie individuelle et sociale qui a plus particulièrement trait à l'acquisition et à l'usage des choses matérielles nécessaires au bien-être. » — On ne peut même pas différencier par là l'économie du droit ou de la religion qui tendent aussi, d'une certaine manière, à la satisfaction des besoins, au bien-être, à la conservation de la vie.

1. Dans ce qui suit, pour faciliter l'analyse, nous raisonnons sur les *actes* : mais tout ce qui sera dit est vrai, en transposant les termes, des *notions* et des *organisations*.

immatérielles. — On sentira mieux encore cette différence dans l'objet si on analyse un phénomène économique typique : l'échange. Celui-ci est la transmission de l'usage d'une chose, d'une personne à une autre, transmission qui peut être réalisée sans aucun changement dans l'état matériel de la chose, sans aucun transport de celle-ci. Ce qui a été modifié, c'est le rapport que soutenait la chose avec les personnes ; elle a cessé d'être sous la dépendance de tel individu ou de tel groupe pour tomber sous celle de tels autres. Un mouvement de richesses dans la société peut ainsi s'effectuer sans qu'ait eu lieu un déplacement spatial des choses.

b) Dès lors, l'*effet* ou la fin de l'acte technique et de l'acte économique ne saurait être identique. L'acte technique a un effet *mécanique*, puisqu'il consiste en un changement d'état de la chose elle-même ; l'acte économique, ayant pour objet de rapport de la chose avec les personnes, et non la chose en elle-même, a un effet *mental* ; il crée ou modifie de certains rapports de convenance entre la chose et les personnes, ou, pour parler le langage courant, il crée ou transmet des valeurs. Sans doute, ces changements d'ordre mental en supposent normalement d'autres, qui sont d'ordre matériel et qui affectent l'état physique des choses ; mais ils ne les supposent pas nécessaire-

ment parce que cette convenance de la chose à la personne peut se réaliser, dans une certaine mesure au moins, soit par un changement dans l'état ménanique de la chose, soit par un changement dans l'état mental de la personne. L'adaptation réciproque de deux termes peut se faire par un mouvement de chacun d'eux vers l'autre.

c) L'effet étant autre, les *moyens* aussi sont autres pour l'acte technique et pour l'acte économique. Il n'y a qu'un moyen d'affecter l'état mécanique d'une chose : c'est d'y appliquer une force. Au contraire, le rapport des choses avec les personnes dépend évidemment de la façon dont celles-ci se représentent ces choses. Que, pour des raisons religieuses, tel objet soit *tabou* pour tel groupe social et sa consommation interdite ; il cesse par là même d'être un bien économique et d'avoir aucune valeur, dans la même mesure où il se trouve en quelque sorte isolé des personnes et sans rapport avec elles. Inversement, il suffit que l'opinion publique prête à tel objet des propriétés imaginaires, pour que sa valeur s'en accroisse. Ainsi, il suffit d'un simple changement dans le contenu de la conscience collective pour que la somme des richesses sociales s'accroisse ou se réduise, sans qu'ait eu lieu aucun changement dans l'état physique des choses. Par un simple renversement des croyances communes, des individus deviennent

riches, et d'autres pauvres; des mouvements de richesses ont lieu sans que se produise aucun mouvement de choses dans l'espace. Le rôle joué par la « réclame » dans les transmissions de richesses permet de saisir sur le vif cette différence fondamentale entre la technique et l'économie; et de même le seul fait que des individus ou des groupes puissent posséder des richesses qu'ils n'ont pas produites.

Comment donc ces deux ordres de faits ont-ils pu être confondus (1)? C'est d'abord en raison de l'identité apparente de leurs objets; c'est aussi parce que l'acte technique, en changeant l'état physique des choses, a normalement pour effet *indirect* d'en modifier le caractère économique, d'en accroître « la valeur ». Mais il n'a pas toujours cet effet, par cela seul qu'il n'agit que sur l'un des deux termes — chose et personne — dont le phénomène économique est le *rapport*; et l'opinion publique peut faire qu'une masse de choses produites dans les meilleures conditions techniques possibles cesse de constituer une masse de biens économiques; il suffit d'une brusque con-

1. Une bonne partie de la théorie de la production est de la technologie pure; par exemple, l'étude de l'influence de la division du travail sur la quantité des produits, celle des machines, etc.

traction du besoin pour que ces changements techniques aient perdu toute efficacité économique.

Nous pouvons donc enfin, résumant cette série de discriminations successives, définir les phénomènes économiques. Ce sont *des organisations, des croyances ou des pratiques traditionnelles, à sanction diffuse indirecte, et immédiatement relatives aux choses considérées dans leur rapport avec les personnes.*

Nous résumerons tout ceci dans le tableau suivant qui condense la classification des faits sociaux qui vient d'être présentée, et permet d'y situer avec précision le phénomène économique :

Phénomènes sociaux.	Organisations. Représentations pratiques traditionnelles et obligatoires	à sanction diffuse (usages)	directement relatifs aux personnes	à autrui	à sanction organisée (coutumes ou phénomènes juridiques)	Droit.
					directement obligatoires (phénomènes moraux).	Mœurs.
					indirectement obligatoires (phénomènes linguistiques).	Langue.
					à l'agent et à autrui (phénomènes esthétiques).	Art.
					aux choses sacrées (phénomènes religieux)	Religion
			directement relatifs aux choses	aux choses pro- fanés	dans leur état mécanique (phénomènes techniques).	Technique.
					dans leur rapport avec les personnes (phénomènes économiques)	Économie.

V

Une conséquence résulte de tout ceci, qui n'est pas sans importance pour le problème des rapports du droit, de la sociologie et de l'économie. C'est que *le phénomène juridique est le type même des phénomènes sociaux*. C'est en lui qu'apparaissent le mieux développés les *caractères spécifiques* du fait social : le caractère traditionnel et le caractère obligatoire. — C'est sur lui aussi que se peuvent le mieux analyser les *éléments* de tout fait social ; le sujet, l'objet et la sanction. On sait l'influence qu'ont, sur l'être même du droit, sur son efficacité et sa réalité, les modalités de ces trois éléments. Le droit varie selon le *sujet* puisqu'il dépend de la capacité juridique des personnes. Il varie selon l'*objet* : la réglementation de la propriété est tout autre selon que l'objet du droit est matériel ou immatériel, mobilier ou immobilier, corps certain ou genre, etc. Le droit varie enfin selon la *sanction* : sanction civile ou pénale, restitutive ou répressive. — Il en est de même, nous l'avons vu, pour tous les phénomènes sociaux : les différences qui les séparent en catégories ne sont que des modalités du sujet, de l'objet et de la sanction. Les faits sociaux ne diffèrent pas entre eux par

l'hétérogénéité de leurs caractères et de leurs éléments, mais seulement par les modalités que présentent des éléments communs à tous.

Non seulement nous saisissons avec une netteté particulière dans le phénomène juridique les éléments généraux du fait social : mais nous y voyons aussi quelle est la *hiérarchie* de ces éléments. Le plus caractéristique de ces éléments est à coup sûr, la sanction ; les modalités de celle-ci créent entre les droits des différences beaucoup plus profondes que celles du sujet et de l'objet. De même pour les phénomènes sociaux. Et ainsi l'obligation ou la contrainte est bien le caractère crucial du fait collectif ; et comme on classe les droits surtout d'après les sanctions (droit civil, droit pénal), on devra aussi, comme nous l'avons fait, classer les faits sociaux d'après les modalités de la contrainte sociale.

Il suit de là que les rapports du droit et de l'économie ne sauraient vraiment être étudiés à part de ceux de l'économie avec l'ensemble des phénomènes sociaux ; car dès maintenant on prévoit que les caractères essentiels de ces rapports leur sont communs à tous, et qu'une comparaison générale de ces rapports est nécessaire pour les dégager. C'est ce que nous ferons en conclusion, après avoir exposé isolément, dans le corps du volume, les rapports actuellement

connus de l'économie avec les autres genres de faits sociaux. Auparavant, nous voulons dire comment ces rapports ont été conçus historiquement dans la science économique et dans la sociologie.

LIVRE PREMIER

CONCEPTIONS HISTORIQUES DU RAPPORT ENTRE L'ÉCONOMIQUE, LE DROIT ET LES AUTRES SCIENCES SOCIALES

Les conceptions que nous trouvons, dans la littérature de l'économique et de la sociologie, des rapports entre ces deux sciences, sont multiples. On peut néanmoins les classer sous deux grandes catégories : celles qui tendent à *confondre* l'économie politique et la sociologie, et celles qui tendent à les *séparer* ; chacun de ces deux points de vue pouvant lui-même s'entendre de plusieurs façons.

CHAPITRE PREMIER

CONFUSION DE LA SOCIOLOGIE ET DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

On a très fréquemment confondu l'économique et la sociologie, comme ayant un objet identique. Mais cette confusion s'est faite suivant deux modes très différents. Dans le premier, on *résorbe la sociologie dans l'économie politique*, et on nie ainsi l'existence de la première au profit de la seconde. Le deuxième mode réalise au contraire *l'absorption de l'économique par la science sociale*, la négation de l'économie politique comme science distincte.

* * *

L'absorption de la sociologie par l'économique offre elle-même deux degrés différents.

I. — On a dit d'abord que *les phénomènes sociaux sont tous, dans leur essence, des phénomènes économiques*; n'y ayant dans la société que des

phénomènes économiques, l'économie politique *est* la science sociale. C'était la proposition de J.-B. Say, qui déclarait que « l'objet de l'économie politique tient à tout dans la société », parce que les propriétés immatérielles « forment une partie intégrante des richesses sociales » ; aussi, « l'économie politique, qui semblait n'avoir pour objet que les biens matériels, s'est trouvée embrasser *le système social tout entier* » (1). On le voit, le fondement de cette attitude n'est pas autre chose que la théorie des richesses immatérielles (2). C'est ce qui permet à Say de définir l'économique « l'étude de la nature et des fonctions des différentes parties du corps social » (3). Carey considérait aussi l'économie politique comme la science sociale ou au moins comme sa branche essentielle (4) ; et de nos jours MM. Sigdwick (5) et Sidney Sherwood (6) ont soutenu des thèses identiques.

1. *Cours complet d'Economie politique pratique*, 1829, I, p. 6-7.

2. La remarque en a déjà été faite par M. Cauwès (*Cours*, IV, 587).

3. *Cours complet*, I, p. 2 : cf. VI, 237, où il l'appelle *physiologie sociale*.

4. V. *Principes de la science sociale*, I, p. 64 ; III, p. 411-412.

5. *Scope and Method of Economic Science*, 1885.

6. *The Philosophical basis of Economics* (*Annals of the American Academy*, etc., X, n° 2, sept. 1897, p. 232 sqq.) ; il essaie d'y montrer que la sociologie n'est « qu'une branche de l'économique », car elle est la science de

Pour M. Carver enfin « la sociologie n'est que l'économie politique élargie » ; et les économistes doivent revenir à la conception très extensive de la science qu'on trouve chez Adam Smith. S'ils l'avaient fait, la sociologie serait sans raison d'être (1).

II. — Plus connue est la conception qui veut que les phénomènes économiques, *tout en restant plus ou moins distincts des autres phénomènes sociaux, déterminent ceux-ci de façon prépondérante ou même exclusive*. C'est ce qu'on a appelé le *matérialisme historique* ou le *déterminisme économique* (2). Cette conception présente elle-même des modalités diverses :

a) Suivant le *degré* de cette détermination. Certains l'ont présentée comme *exclusive* de l'action

l'organisation sociale, laquelle n'est qu'un processus de sélection économique, et d'ailleurs qu'un moyen pour le développement de l'individu.

1. *American Journal of Sociology*, XIII, p. 394.

2. Voir en général : Barth. *Die Philosophie der Geschichte*, 1897, p. 285-364. — *Annales Inst. int. de Sociol.*, VIII, 1892; les ouvrages de MM. Labriola, Croce, Stammer Seligman, Asturato, sur le matérialisme historique; le ch. V de la *Sociologie économique* de M. De Greef; le t. II des *Systèmes socialistes* de V. Pareto; enfin les articles de Dalla Volta (*Revue d'Econ. pol.*, février 1904) et de Rignano (*Le Matér. hist.*, in *R. di Scienza*, vol. IV, anno II, 1908, n° 7). — V. pour la critique : Sagnac. *De l'Importance relative des faits écon. dans l'Evol. hist.* (même *Revue*, 1909, n° 2).

de toutes autres causes. C'est là le déterminisme économique pur, celui de Karl Marx(1), celui aussi vers lequel semble pencher M. Loria (2). Plus fréquemment on s'est contenté de voir dans l'économie la cause *essentielle* et *dominante* des faits sociaux, sans exclure les actions et réactions qui lient ces derniers entre eux. C'est ce qu'on postule implicitement quand on classe les types de société, comme ont fait Hildebrand, Morgan, Bücher, Grosse, Hahn et d'autres encore, en se fondant sur les formes de la vie économique ; soit, comme Hildebrand, Morgan et Grosse, sur la nature de la production (chasse, élevage, agriculture, etc.) ; soit comme Bücher, sur le mode de la circulation. Des économistes, comme David A. Wells (3), des sociologues, comme Bordier (4), aiment à insister sur l'influence de la richesse sur l'organisme social ; des historiens même, comme

1. C'est pourquoi on a considéré Marx, à tort selon nous, comme un précurseur de la sociologie objective moderne : W. Sombart. *Karl Marx und die soziale Wissenschaft* (*Braun's Archiv.*, XXVI, 1908, p. 429-450). — Bouglé. *Marxisme et Sociologie* (*Revue de Métaph. et de Morale*, nov. 1908).

2. *Les Bases écon. de la Constit. sociale*, 1902.

3. *Influence of production and distrib. of wealth on social development*, 1875 (reproduit dans *Practical economics*, p. 235-259).

4. *La Vie des Sociétés*, ch. XIV et XV.

M. Guiraud (1), estiment que « les questions économiques avaient, dans les sociétés antiques comme dans la nôtre, une influence prépondérante ». On peut aller plus ou moins loin dans la voie des concessions faites à l'action des causes extra-économiques ; néanmoins, dans toutes ces conceptions, l'action des causes économiques prédomine très nettement ; et par suite la science économique devient, dans la même mesure, la source où puiser les explications sociologiques.

b) Le *mode* même de cette détermination des sociétés par leur économie est variable suivant les auteurs. Chez d'aucuns, la détermination est *directe* ; le facteur économique agit directement et sur l'organisation juridique et politique et sur les idées elles-mêmes. C'est ainsi que MM. Gropali (2) et Bergson (3) nous disent que les théories scientifiques n'expriment que l'état de l'économie : « Nous sommes géomètres, nous dit M. Bergson, parce qu'artisans » ; et M. Sorel voit dans le darwinisme la conception propre d'un âge bourgeois et capitaliste. Pour d'autres, l'économie n'agit sur la société qu'*indirectement*, à travers d'autres

1. *De l'Importance des Questions écon. dans l'Antiquité* (*Etudes écon. sur l'Antiquité*, 1906, p. 1-29).

2. *La genesi sociale del fenomeno Scientifico*, 1899.

3. *L'Évolution créatrice*, p. 150 sqq. ; cf. les articles de M. Sorel sur ce livre (*Mouvement socialiste* de 1907).

espèces de phénomènes : par exemple en conditionnant la densité de la population, où nombre d'auteurs, depuis les mercantilistes et Herrenschwand jusqu'à MM. Bordier, Kautsky, Durkheim, Kovalewsky et Loria voient le moteur de toute l'évolution sociale. — Selon d'autres, la détermination est indirecte dans un sens tout opposé : les phénomènes économiques ne sont pas des causes originales : ils ne sont que les *intermédiaires* par où agissent d'autres ordres de causes qui sont, soit la *technique* (Karl Marx), soit le *milieu physique*. Les Physiocrates, Ricardo, Malthus, déduisaient toute l'évolution sociale des lois physiques de la reproduction ou de la loi des rendements décroissants ; et de nos jours, l'école de M. Demolins s'en tient à des positions semblables.

* * *

La confusion de nos deux disciplines s'est réalisée aussi, disions-nous, par l'absorption de l'économique dans une science sociale unifiée, ayant un objet indifférencié et le plus souvent non défini. Cette absorption a été d'abord *inconsciente* et *implicite*. Sous cette forme, on la trouve chez presque tous les anciens économistes, qui menaient de front l'étude de tous les problèmes sociaux, et qui ne différenciaient ni les sciences sociales entre elles, ni la science sociale d'avec l'art social. Cette

confusion est fondamentale chez les mercantilistes, chez un Petty par exemple : elle est plus frappante encore chez les caméralistes, comme suffisent à le montrer les sommaires des grands ouvrages de Justi et de Sonnenfels. Les physiocrates traitaient aussi « de l'ordre social » — selon le titre significatif du livre de Le Trosne — considéré globalement et dans sa complexité, et on sait le rôle qu'a joué, chez eux comme chez Turgot, la notion des classes sociales ; on a même vu en eux les véritables fondateurs de la sociologie (1). C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'on trouve chez ces trois groupes d'économistes les germes de telles ou telles conceptions de la sociologie contemporaine, comme la doctrine organiciste (2). Les adversaires des physiocrates ne diffèrent pas d'eux à ce point de vue : il est significatif qu'un Cantillon débute, dans son *Essai sur le Commerce*, par de longs développements sur la formation des villes, et plus encore qu'un Forbonnais inaugure ses *Principes et Observations économiques* par une définition de la société. L'économie politique de Smith n'était de même qu'une partie de tout

1. C'est la thèse de M. H. Denis et de M. Gide (Gide et Rist. *Hist. des Doct.*, p. 2-3.) Nous ne la croyons pas fondée : v. d'ailleurs ce que dit M. Gide lui-même, p. 9 et p. 16 note, et notre article cité ci-dessous.

2. V. notre article *la Sociologie française contemporaine* (*Rivista di Scienza*, XIV, 2, 1909).

un cours de philosophie morale (1) dont on sait aujourd'hui que la *Richesse des Nations* n'a été, sur bien des points, qu'une réédition.

Mais, presque en même temps, on tentait d'absorber *explicitement* l'économie politique dans une science sociale unique, en niant la possibilité d'étudier à part les uns des autres les divers genres de faits sociaux. C'est Comte qui a exprimé le plus nettement cette attitude (2) : il y a été suivi par Cliffe-Leslie, Ingram (3), par Harrisson (4), par Cognetti de Martiis (5), enfin par M. Vierkandt (6). Nous ne reproduirons pas ici les critiques de Comte qui sont trop connues ; la position que nous avons prise dans l'introduction, tout en n'étant pas sans analogie avec la sienne, se fonde sur des principes tout différents.

1. *Jurisprudence, or notes from the lectures on justice, police, revenue and arms, delivered in the University of Glasgow by Adam Smith, professor of moral philosophy* (cours de 1763, édité en 1896 par M. Cannan).

2. On la trouve déjà chez les Saint-Simoniens, notamment chez Enfantin (Gide et Rist. *Histoire des Doctrines économiques*, p. 232 note).

3. Article *Political Economy*, dans *Encyclopædia Britannica*.

4. Professeur Cairnes ou M. Comte and *Political Economy* (*Fortnightly Review*, juillet 1870). Réponse aux critiques énoncées par Cairnes dans ses *Essays in political economy*.

5. *L'Economia come scienza autonoma*. Turin, 1886.

6. *Die Soziologie als empirisch betriebene Einzelwissenschaft* (*Mon. für Soziologie*, février 1909, p. 98-99).

CHAPITRE II

SÉPARATION DE CES DEUX SCIENCES

Chez les auteurs mêmes qui considèrent l'économique et la sociologie comme deux sciences *distinctes*, ayant chacune son objet propre, le rapport entre elles est conçu de façons diverses. Ou bien on leur assigne des *objets de nature différente*, d'où il résulte logiquement une absence relative de rapports entre elles ; ou bien on leur donne pour objet les *mêmes* phénomènes, ou des phénomènes *analogues*, chaque science ayant seulement pour fonction d'étudier, sur ces phénomènes, un ordre spécial de causes et d'effets.

* * *

Selon la première conception, le phénomène économique, serait, en tout ou en partie, *non social*, antérieur à la société et par suite indépendant d'elle. L'économique aurait ainsi une place tout à fait à part dans l'ensemble des sciences

morales : elle différerait profondément de la science du droit ; car il n'y a de droit que là où des hommes sont groupés en société. Il y a deux façons d'opérer cette séparation.

I. — Le phénomène économique, a-t-on dit, est beaucoup plus un phénomène *physique* qu'un phénomène social. Il l'est d'abord *en lui-même* et dans ses caractères propres, puisqu'il est constitué par la *richesse*, c'est-à-dire par des choses matérielles. « L'objet de l'économie politique, disait Cairnes (1), est à la fois physique et moral : car elle considère la richesse, c'est-à-dire des objets matériels, mais sous le rapport de leur aptitude à posséder une valeur, c'est-à-dire une qualité qui leur est attribuée par l'âme. » L'économique, *science de la richesse*, aurait ainsi un objet tout à fait *sui generis* (2) : elle étudierait, comme disait Walras (3), des rapports de personnes à choses, et non des rapports de personnes à personnes. Mais le phénomène économique se rattacherait surtout à la nature physique *par ses causes*. Pour les

1. *Caractère et Méthode logique de l'Econ. pol.*, p. 46 ; cf. p. 19-27.

2. V. Rossi. *Cours d'Economie politique*, I, p. 30.

3. *Economie politique pure*, deuxième leçon, § 18, cf. § 21. Comme il a été dit dans l'Introduction, cette distinction de M. Walras n'est admissible qu'à la condition d'ajouter que ces deux espèces de rapports se supposent et dépendent l'une de l'autre.

Physiocrates l'ordre naturel dépendait surtout des lois physiques ; pour Ricardo toute l'évolution économique procédait des lois de la fertilité de la terre. Toute la théorie monétaire classique est déduite des propriétés physiques des métaux précieux ; c'est d'elles que dérivent les fonctions de la monnaie, et c'est la quantité de ces métaux qui en commande la valeur. Ce *métallisme*, comme l'a appelé Knapp, exprime une conception générale de l'économie dont les applications particulières sont innombrables. Recherche-t-on les causes qui ont donné naissance à la division du travail ? on les trouve depuis Adam Smith dans la diversité des aptitudes physiques des individus. De même l'origine de l'échange est attribuée traditionnellement à la diversité des productions des divers territoires, etc.

Mais cette conception ne saurait nous arrêter, non plus que la conception mitigée de Stuart Mill, qui voyait dans les faits de *production* seuls des phénomènes physiques, la *distribution* des biens étant un phénomène social (1). La plupart de ses applications ont été controuvées ; et si l'on voulait la critiquer en elle-même, il serait facile de faire voir que les institutions dont elle prétend rendre compte ne sont concevables que dans des

1. *Principles of political Economy*, livre II, ch. I, § 1.

sociétés. Pour ne prendre que la monnaie, n'est-elle pas évidemment, *par essence même*, une chose sociale, puisque sa propriété caractéristique est d'être « un bien désiré par tous », une richesse ayant une « acceptabilité » générale quelle que soit la matière dont elle est faite, et la cause pour laquelle elle est désirée (1) ? Qu'une partie au moins de ces *causes* de la monnaie soit sociale, que sa valeur procède pour partie du prestige social qu'elle confère et du prestige que l'Etat lui confère, qui en peut douter ? Et qu'enfin la monnaie soit par ses *effets* même un fait social, c'est ce qui est plus évident encore (2). La même chose est vraie de toutes les notions de l'économie classique ; on a eu le tort d'oublier la démonstration qui en avait été faite pour la notion de capital par un des plus anciens précurseurs de la science économique moderne, John Raë (3), et ce n'est que récemment

1. V. Walker. *Money, Trade and Industry*, p. 6.

2. V. sur les effets de la monnaie sur l'organisation et sur la vie mentale des groupes sociaux : Simmel. *Philosophie des Geldes*, 2^e éd., 1907. — Tarde. *Psychologie économique*, I, ch. VI. — F. Flora. *La Moneta e la vita sociale (Riv. italiana di Sociologia)*, mai-juin 1907, p. 416 sqq.).

3. Son livre a été réimprimé récemment sous ce titre : *Sociological theory of Capital*. On y trouvera d'excellentes remarques sur les conditions sociales et juridiques de l'accumulation des capitaux ; il attribue notamment à chaque groupe social un véritable *penchant collectif* à l'accumulation.

que la notion de capital social s'est imposée même aux économistes de l'école autrichienne (1).

II. — C'est précisément chez ceux-ci que nous trouverons, exprimée le plus nettement, une conception toute différente, mais qui aboutit tout aussi bien à une séparation radicale de l'économique et de la sociologie. Le phénomène économique, dit-on, est une manifestation *de l'individu*, concevable en dehors de toute vie sociale : il se rattache moins aux propriétés du milieu externe qu'aux caractères généraux de l'esprit individuel. L'économie politique n'est plus une branche de la physique, mais une branche de la psychologie ; les réalités dont elle a à connaître sont d'ordre essentiellement « subjectif » ; en particulier, la notion de valeur d'usage, sur quoi repose toute l'économie, a sa source dans les désirs et les calculs de l'individu ; la valeur d'échange n'en est qu'un dérivé secondaire. Dans cette conception comme dans l'autre, rien de commun entre l'économie et le droit. « L'étude des institutions juridiques, écrit M. Landry (2), relève du seul sociologue ; car il n'y a de droit que là où il y a une multiplicité d'hommes entretenant ensemble des relations régulières. Mais

1. Elle joue un grand rôle surtout chez Böhm-Bawerk, V. sur cette notion Wagner. *Fondements de l'Econ. pol.*, t. I, 467 sqq.

2. *Manuel d'Economie*, p. 23.

pour ce qui est de l'activité économique de l'homme, si elle se déploie en fait dans la société, nous ne devons pas oublier qu'il peut y avoir une économie de l'individu isolé, que des vérités économiques peuvent être énoncées où l'idée de rapports sociaux ne sera nullement impliquée ». M. Vilfredo Pareto s'exprime de façon semblable (1) ; l'économie traite d'un *homo œconomicus* abstrait et isolé, dont les caractères psychiques généraux, indépendants de toute organisation sociale, sont l'explication dernière de tous les phénomènes économiques.

Nous ne croyons pas cette conception plus défendable que la précédente ; car, comme celle-ci, elle nie l'évidence : à savoir que les phénomènes de valeur, comme tous autres phénomènes économiques, sont des phénomènes sociaux, qui dépendent toujours à quelque degré des caractères des sociétés où ils s'accomplissent. Les savants mêmes de l'école autrichienne se sont vus forcés de reconnaître à la fin cette vérité ; et MM. Wieser et Clark ont reconnu, contre Jevons et Walras, qu'il y a une *valeur sociale*, qui dépend d'autre chose que des besoins de chaque individu pris isolément, et qui tombe sous l'influence de l'organisation sociale. On reconnaît aujourd'hui que la valeur se fixe autrement dans une société commu-

1. *Comment se pose le Problème de l'Economie pure*, 1898, p. 8.

niste et dans une société « individualiste » (1). Nous dirons, nous, que la valeur est *doublement sociale*. Elle l'est *en elle-même* ; c'est-à-dire qu'au-dessus des désirs spéciaux à chaque individu il y a les croyances et les désirs *du groupe*, une valeur collective directement réglée par le groupe, soit de façon diffuse par la simple pression de l'opinion, soit même par voie d'autorité (taxes des prix, des salaires, etc.). C'est ce qu'impliquent d'ailleurs des concepts comme celui de rente du consommateur, qu'on ne saurait définir autrement que « la différence entre la valeur sociale et la valeur individuelle » (2). Mais la valeur, même la valeur individuelle, est quelque chose de social dans ses *conditions* et dans ses *causes*. Elle suppose un marché, c'est-à-dire une société, et on verra que ses lois varient selon ce qu'est la structure de cette société, et aussi selon son régime, selon qu'y règnent pour prendre les expressions de Stuart Mill, la coutume ou la concurrence : il y a, ainsi que le disait Tarde, des « prix de coutume » et des « prix de mode », qui ont des effets tout dif-

1. V. en général Schumpeter. *On the concept of social value* (*Quarterly Journal of Economics*, février 1909, p. 213-232).

2. C'est pour ne s'être pas placés à ce point de vue que des auteurs comme Nicholson (*Principles of political economy*, 1893, p. 57 et suiv.) nient la réalité et l'intérêt de la notion de rente du consommateur.

férents sur l'ensemble de l'économie (1). La demande d'un groupe ne suit pas les mêmes règles que la demande d'un individu (2) ; et celle-ci même dépend de l'état du groupe. Galiani avait déjà remarqué que nombre d'objets ne sont désirés par chaque individu que parce qu'ils le sont par les autres, et dans la mesure où ils le sont, leur possession conférant un prestige social proportionnel (3). Bien plus encore : dans nombre de cas le groupe décrète directement que telle chose aura pour l'individu même telle valeur. Que, dans une société primitive, l'animal-totem soit *tabou* pour les membres du groupe : et aussitôt il cesse d'avoir aucune valeur. Sans tirer parti de cas aussi nets, M. Seligman reconnaît que « c'est la société envisagée comme un tout qui donne de la valeur aux biens ; le désir de l'individu n'influe sur elle qu'en influençant la somme des désirs collectifs » (4). C'est pourquoi une chose qui n'a pas d'utilité pour

1. *Lois de l'Imitation*, p. 366-367.

2. V. les remarques de Marshall. *Principes d'Economie politique*, I, 310, sur la différence entre le « tableau de demande » d'un groupe et celui d'un individu. Cf. Carlile. *Evolution of modern money*, p. 253, qui montre que la loi de l'utilité décroissante n'est pas vraie de la demande d'un groupe.

3. V. des remarques analogues dans Marshall. *Principes*, livre III, ch. 2, §§ 2-4.

4. *Social elements in the theory of value* (*Quarterly Journal of Economics*, XV, 1901).

un individu peut avoir une valeur pour lui si elle répond à un besoin collectif. Faut-il dire enfin comment ces besoins collectifs dépendent des caractères du milieu social (1), de la dispersion de la population ou de sa concentration dans des villes 2), de la hiérarchie des classes sociales (3), etc. ? M. de Böhm-Bawerk lui-même nous répond que la valeur subjective d'un même objet varie selon qu'on est pauvre ou riche ; c'est reconnaître que la hiérarchie des valeurs subjectives est directement commandée par la structure de la société.

*
* * *

On ne saurait donc aboutir par cette voie à mettre le phénomène économique à part de tous les autres phénomènes sociaux et en particulier des phénomènes juridiques. La science économique ne saurait être distinguée par la *nature* de son objet des autres sciences sociales. Mais elle pourrait l'être par la façon de traiter cet objet commun. Il pourrait être légitime d'en considérer à part certains caractères, sans se préoccuper des rapports

1. V. en général sur l'influence du milieu social sur les besoins : Marshall, I, livre I, p. 181.

2. Cf. à ce sujet : Sombart. *Moderne Kapitalismus*, t. II, livre II.

3. Gurewitsch. *Die Entwicklung der menschlichen Bedürfnisse und die Gliederung der Gesellschaft*, 1901.

qu'ils peuvent soutenir avec les autres caractères des mêmes faits. On ne verrait dans le social que l'économique ; on se bornerait à *la recherche des causes et des effets économiques des phénomènes économiques*, laissant à d'autres sciences sociales la détermination des causes et des effets d'ordre extra-économique. C'est ce que veut M. Kar Menger (1). Sans nier l'influence de ce genre de facteurs, il croit que la science économique, n'étant point une science *concrète*, mais une science *théorique*, a pour devoir d'abstraire complètement le côté économique des faits sociaux, sans avoir à s'embarrasser d'une théorie générale de ces faits. De cette conception il résulterait encore une multiplicité de sciences sociales ayant chacune sa nature propre et sans rapports entre elles. Au-dessus d'elles, il pourrait y avoir une sociologie générale également tout à fait distincte d'elles et sans rapports avec elles ; science d'un ordre plus abstrait encore, analogue à la biologie générale. Mais cette analogie même qu'invoque M. Menger dénonce son erreur : car quel zoologiste ou botaniste prétendrait sérieusement faire abstraction complète des lois de la biologie générale ?

1. *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*, 1883, p. 62, 64 et suiv.

III

Reste alors une dernière position, qui est celle qu'on prendra dans ce livre.

La réalité sociale est *une, homogène et indivise*. Elle ne saurait donc faire l'objet de sciences multiples, distinctes par leur nature : tout au plus peut-on, pour de simples raisons de commodité, se borner à n'en étudier qu'un seul aspect, à cause de l'extrême complexité de cette réalité. Mais, à notre sens, il y a un moyen bien préférable de parer aux difficultés que crée pour la recherche cette complexité. C'est d'étudier tout l'ensemble des faits sociaux, considérés dans leurs rapports réciproques, mais *dans un certain type de société seulement*, ou même, si l'on est en présence de sociétés élevées, dans une seule société aussi restreinte qu'on voudra : nation, province, ville, etc., de façon à limiter étroitement le domaine de faits saisi par la recherche. Cette espèce d'extension du procédé monographique est le seul mode d'abstraction qui soit compatible avec une méthode expérimentale. En effet, *la première règle de la méthode objective est de traiter les faits comme ils sont donnés à l'observation. Or les phénomènes sociaux nous sont donnés indifférenciés et diffus* ; nulle part on n'a pu observer de phénomènes économiques qui ne fussent enveloppés étroitement

dans d'autres genres de faits sociaux ; et existeraient-ils à l'état distinct, qu'ils restent donnés comme dépendant des caractères des milieux sociaux où ils passent. Un marché, *c'est* à la fois un fait de morphologie sociale, un fait économique, un fait moral et juridique, un fait esthétique et religieux : la société s'y *concentre* à la fois pour *échanger* suivant des règles instituées par la *morale* et par le *droit*, et aussi pour *jouer*, pour *fêter*, pour *prier* et tous ces faits sont la raison d'être les uns des autres, et réagissent les uns sur les autres. Il n'y a aucun motif légitime qui permette de détacher un de ces faits du complexus dont il fait partie ; car ce serait *traiter comme distinct ce qui est indistinct*, c'est-à-dire *ôter arbitrairement aux faits observés un caractère qui est pourtant apparu à l'observation*. On ne saurait donc défendre la séparation des sciences sociales en disant qu'il faut abstraire. La question est justement de savoir *comment* il faut abstraire : et dès qu'on entend ne plus traiter les faits à coups d'imaginaires, et qu'on prétend leur appliquer le raisonnement expérimental, on est nécessité à changer de plan d'abstraction ; au lieu d'abstraire par *espèces* de faits, à abstraire par *ensembles* de faits. C'est par application de ce principe que nous avons étudié la vie économique, *dans les sociétés inférieures*, les plus simples de toutes, dans sa

connexion avec tout l'ensemble des faits sociaux, en particulier avec les faits religieux qui dominent dans ces sociétés. *Ainsi c'est une raison de méthode qui fonde l'existence de la sociologie comme science unifiée* ; dès qu'on pratique une méthode inductive et expérimentale, il n'y a plus *des sciences sociales* ayant leurs objets distincts : il y a *une science sociale*, qu'on peut si l'on veut séparer en branches ayant chacune pour objet un certain caractère du fait social, mais qu'il est préférable à notre sens, sous la condition de certaines précautions méthodologiques, de ne pas scinder.

Cette conception, proprement sociologique, est loin d'être nouvelle. Beaucoup d'économistes ont plus ou moins vu l'impossibilité de *comprendre* l'économie si on la sépare du corps et du système auquel elle tient. Un sociologue oublié, Goguet, écrivait déjà : « Chez tous les peuples, l'état des arts et des sciences a toujours été intimement lié avec la constitution et l'état actuel du gouvernement. Ces objets ont pour le moins autant de rapport avec les mœurs et les usages. Les arts particulièrement portent l'empreinte du caractère des nations qui les ont cultivés (1). Et J.-B. Say consacre, en manière de conclusion, tout un long

1. *Origine des Loix, des Arts et des Sciences*, etc., 1778, t. I, p. VI-VII.

chapitre à « faire sentir les rapports, la cohérence de toutes les parties du système social » (1) ; il étudie ailleurs en détail « l'influence des institutions sur l'économie des sociétés » (2) ; « l'influence de la vie sociale sur la production des richesses, et de la production sur la société » (3). Sismondi (4) dit aussi que l'économie politique étant une science morale « où tout se lie », « on ne peut isoler un principe et ne voir que lui. Roscher n'avait donc rien inventé lorsqu'il écrivait : « Comme chaque existence, la vie nationale forme un ensemble dont les divers phénomènes se relient intimement les uns aux autres. Pour en comprendre scientifiquement un seul, il faut les connaître tous » (5). Toute l'économie politique allemande, depuis Rau, Hermann et List jusqu'à Schæffle, Schmoller et Wagner (6), a vécu sur cette conception. Mais celle-ci a pénétré même dans l'école anglaise avec Cliffe Leslie (7), et Cairnes lui-même va jusqu'à recon-

1. *Cours complet d'Economie politique pratique*, VI, p. 283-350.

2. *Ibid*, t. III, p. 149 à la fin et t. IV, p. 154.

3. *Ibid*, t. III, p. 149-173.

4. Cité par Gide et Rist. *Histoire des Doctrines*, p. 202-203.

5. *Principes d'Economie politique*, I, p. 30.

6. Voir Wagner. *Fondements de l'Economie politique*, I, p. 374 et suiv., et la bibliographie générale à la fin du présent volume.

7. *On the philosophical method of political economy*. (*Essays*, p. 279).

naître la nécessité pour l'économiste de considérer toutes les causes agissant sur la richesse (1). Jevons admet aussi « qu'il doit se créer une science du développement des formes et des relations économiques », une « sociologie économique » (2). On ne s'étonnera pas dès lors de trouver affirmée par un historien comme Ashley, la nécessité pour l'historien économiste de considérer toute l'organisation sociale et juridique (3). Les sociologues contemporains sont naturellement unanimes dans le même sens (4).

On le voit, la conception du phénomène économique que nous avons appelée *sociologique* est loin d'être le fait des seuls sociologues : elle s'est, au contraire, graduellement généralisée dans la science économique. Limitée d'abord à l'école historique, elle a pénétré jusque chez l'école classique

1. *Caractère et Méthode logique de l'Economie politique*, p. 58-60.

2. *Théorie de l'Economie politique*, p. 12.

3. *On the study of economic history* (dans *Surveys historic and economic*, 1900, p. 16 : remarque avec raison que des listes de prix détachés de leurs milieux, comme celles de Rogen, ne nous apprennent que bien peu de chose).

4. Cf. entre autres : Lester F. Ward. *Psychological basis of social economics*. (*Annals Amer. Academy*, 3, janvier 1893, p. 464-482, insiste notamment sur les conditions sociales de la concurrence). Fauconnet et Mauss, *vo Sociologie* (*Grande Encyclopédie*, t. XXX, p. 166-167, 175-176).

et déductive. Néanmoins on s'est plutôt borné à affirmer la nécessité d'une sociologie économique qu'à travailler à la constituer. C'est ce qu'on verra dans la seconde partie de ce livre.

LIVRE II

LES CONCEPTIONS ACTUELLES

CHAPITRE PREMIER

RAPPORTS DE L'ÉCONOMIQUE AVEC LA MORPHOLOGIE SOCIALE

Aussitôt qu'on a admis que le phénomène économique n'est pas séparable des ensembles sociaux où il se développe, on est nécessité à reconnaître qu'il dépend de ce qu'ils sont, et que chaque type de société se reflète dans les caractères de sa vie économique ; mais qu'inversement aussi la structure de chaque société dépend de son économie. La morphologie sociale étant la branche de la sociologie qui définit et qui classe les types de société, et détermine l'échelle des structures sociales, est ainsi en rapport étroit et premier avec l'économique. C'est dire que celle-ci ne saurait, comme le veut M. Carver (1), se limiter à la con-

1. *Distribution of Wealth*, 1904, préface, p. XIV.

naissance des faits contemporains, mais qu'elle a pour objet de constituer la série généalogique des types d'économie, en partant des plus simples et en les reliant tous aux types de société dont ils ne sont que le décalque. Nous avons vu Stanley Jevons lui-même admettre la nécessité de la constitution d'une « morphologie économique ». Nous voudrions chercher dans quelle mesure cette connaissance existe présentement, en montrant successivement que l'économie sociale dépend de conditions morphologiques, et que les types sociaux à leur tour sont sous l'influence des conditions économiques.

I

Depuis longtemps on a reconnu que les caractères de la structure sociale agissent directement à la fois sur les caractères généraux de la vie économique, et sur les institutions économiques particulières.

I. — Le premier de ces caractères morphologiques, et le plus apparent, est la *dimension* de la société — ou ce qu'on peut appeler sa *morphologie externe* — définie par son extension géographique.

Ce caractère affecte d'abord les traits généraux du *système économique* : ce système économique

que M. Bücher appelle « l'économie d'échange direct » n'est évidemment possible que dans une petite société ; dès que la société s'agrandit, elle parvient à un mode nouveau de circulation, l'« échange indirect » apparaît.

L'*organisation de la production* subit aussi l'influence directe de la dimension de la société. Elle agit sur l'état de la *division du travail* ; celle-ci dépend en général, comme l'avait dit Adam Smith, de « l'étendue du marché » ; or, dans toutes les sociétés le marché essentiel des industries est le marché intérieur. La *division géographique* du travail est conditionnée et déterminée à la fois par la formation des grandes économies nationales, et, par elles, des grandes sociétés modernes ; comme nous l'avons montré (1) c'est lorsqu'une industrie cesse de produire pour le marché local et embrasse une demande nationale, qu'elle est nécessitée à se localiser. On sait aussi que la diversité des industries tend à se développer dans une société en raison même de la grandeur de celle-ci (2). Quant à la *division du travail professionnelle*,

1. V. notre *Distribution géogr. des Industries*, p. 20-24.

2. Ratzel. *Politische Geographie*, p. 106 et suiv. — M. Durkheim a démontré que d'une façon plus générale la division du travail social dépend de ce qu'il appelle le « volume » de la société (*Division du Travail social*, liv. II, ch. II).

Xénophon avait déjà observé qu'elle est plus développée dans les grandes villes que dans les petites (1); et Petty aussi reliait à la grandeur de la ville de Londres le développement des spécialisations qu'il y constatait (2). Enfin la *décomposition du travail* ne se développe que dans la fabrique, laquelle subit des influences analogues.

En effet, la *forme de l'industrie* est conditionnée plus directement encore par l'étendue de la société. Le passage du métier à la « grande industrie » a pour cause déterminante le passage d'une demande locale à une demande nationale. Tant que la société est formée d'une multiplicité de groupes locaux fermés les uns aux autres, le métier est la seule forme d'industrie concevable : le règne de la coutume locale rend impossible la production en grand ; celle-ci implique la substitution, à un débouché *ultérieur*, d'un débouché *extérieur* (3). On peut même dire que l'état de concentration d'une industrie peut être défini autant par l'étendue de sa fonction ou de son marché que par la dimension de ses organes. De même, le passage d'une forme de la concentration à l'autre, de l'industrie à domicile à la

1. *Cyropédie*, VII, 2, 5.

2. *Economic Works of sir W. Petty*, I, p. 473.

3. Cf. Tarde. *Lois de l'Imitation*, p. 361-363.

fabrique, dépend aussi en partie de l'extension toujours croissante du groupe des consommateurs.

Enfin le *régime juridique* de la production n'est pas davantage indépendant de la morphologie externe de la société. Le régime corporatif, avec son système de règles fixes et immuables, devient impossible dès que les conditions de l'industrie deviennent variables ; et l'extension du marché suffit à produire ce résultat (1). De même le régime plus moderne des sociétés industrielles varie sous l'influence du même fait : c'est à la suite du développement des marchés, et des risques qui en résultent, que se fait le passage de la *commende*, où c'est le capitaliste qui dirige, à la *societas*, où l'entrepreneur passe au premier plan (2). De nos jours, les sociétés par actions, cette forme de l'assurance contre le risque des entreprises, se sont développées à proportion de ce risque même, c'est-à-dire indirectement en raison de l'extension des débouchés qui en est la source.

De même que la production, l'*échange* et la *distribution* portent la marque des cadres sociaux où ils s'accomplissent. Selon que le « marché », c'est-à-dire la société des acheteurs et des ven-

1. V. notre *Origine des Villes*, p. 224-225.

2. V. Ashley. *Histoire et Doctrines écon. de l'Angleterre*, II, 480-481.

deurs, est vaste ou étroit, le mécanisme des prix présente des caractères tout différents. Comme l'avait vu Thünen (1), la valeur dans l'Etat isolé est autre chose que la valeur dans une société ouverte au dehors. Le rythme des prix est beaucoup plus précipité, et présente des oscillations plus amples dans un marché local et restreint que dans un marché vaste ; outre que dans celui-ci joue la loi des grands nombres, l'influence des émotions, des suggestions, des imaginations sur les prix est d'autant plus grande que le groupe marchand est plus concentré. Dans une bourse même, où cette concentration est au maximum et où le marché constitue une véritable foule, c'est une émotion permanente, une impulsivité, une « exagération des mouvements des prix » ; des mouvements d'ensemble se produisent, quoique la situation économique de chaque valeur soit indépendante de celle des autres ; une dépêche suffit à retourner le marché (2). Les prix d'un grand marché au contraire sont plus rationnels, plus mécaniques, partant plus prévisibles.

Un régime spécial de l'échange appelle un régime spécial de la distribution. La part du pro-

1. *Der isolirte Staat*, 1826. — Cf. Komorzynski. *Der Wert in der isolirten Staat*, 1889.

2. V. pour le détail : Hartenberg. *Les Emotions de Bourse* (*Revue philosophique*, 1904).

fit dans l'ensemble des revenus est d'autant plus grande que le risque est plus développé ; or le risque dépend évidemment, entre autres conditions, du volume du marché. L'inégalité des richesses tend ainsi à se proportionner elle aussi à la dimension de la société et du marché, qui commande le développement des formes d'industrie « capitalistes ».

II. — Plus étroite peut-être est la dépendance de l'économie vis-à-vis de la *morphologie interne* de la société. Il y a trois caractères de celle-ci qui agissent sur la vie économique d'une façon particulièrement efficace.

a) C'est d'abord la *densité* générale de la société, à laquelle, dès les débuts de la science économique, on a tendu à reconnaître une influence prépondérante. William Temple disait déjà que la richesse est en proportion de la densité de la population (1) ; on trouve nombre de vues analogues chez Montesquieu, chez Smith lui-même (2), chez Quesnay (3), chez Herrenschwand (4), etc. De

1. *Observations upon the provinces of the Netherlands* 1672. (Œuvres, 1693, p. 93).

2. *Richesse des Nations*, t. I, p. 88.

3. Article *Hommes* (*Rev. d'Hist. des Doct. écon.*, 1908, p. 6). — Cf. Marquis de Mirabeau. *L'Ami des Hommes*, 3^e éd., t. I, p. 18. « La population est le premier des biens de la société. »

4. *De l'Économie politique et morale de l'Espèce*

nos jours, des économistes comme M. Loria, des socialistes comme M. Kautsky (1), des sociologues comme MM. Kovalewsky et Durkheim, considèrent l'augmentation de la densité de la population comme le déterminant et le moteur de toute l'évolution économique et sociale. La densité sociale est d'ailleurs un facteur de l'étendue du marché, qu'elle peut dans une certaine mesure suppléer ; et ainsi toutes les influences qui ont été attribuées à ce dernier phénomène sont aussi celles de la densité de la population.

Celle-ci détermine ainsi ce qu'est l'organisation de la production. La division du travail économique et social progresse, on le sait bien, avec la densité sociale (2) ; c'est aussi la densité croissante de la population, comme l'a montré M. Kovalewsky, qui opère le passage du régime communisme au régime individualiste de la production. Elle n'affecte pas moins le système de l'échange ; la concentration périodique du commerce dans les marchés, et les effets qui s'ensuivent quant à la formation des prix, est une nécessité partout où la population est disséminée. De la densité de la population dépend aussi la vitesse de la circula-

humaine, 1796. C'est cet auteur qui insiste le plus sur les effets sociaux de la densité de la population.

1. *Der Einfluss der Volksvermehrung auf der Fortschritt der Gesellschaft*, 1880.

2. Durkheim. *Division du Travail social*, livre II.

tion de la monnaie. Enfin est-il besoin de marquer son action sur la distribution, en notant son influence sur les progrès de la rente des terres et par là sur la puissance respective des diverses classes sociales ?

b) La distribution interne des éléments sociaux, la répartition de la population en villages et en villes appelle autant l'attention de l'économiste que celle du démographe. Le développement des villes, en rapprochant les hommes et uniformisant les besoins, conditionne la production en grand. D'une façon plus générale les villes appellent les industries : c'est dans les villes qu'elles tendent à se fixer parce qu'elles y trouvent et leur marché immédiat, et les conditions de production les plus favorables. Roscher, et à sa suite M. Marshall ont noté comment la concentration de l'industrie dans les villes accélère les progrès techniques, suscite les inventions et développe ainsi sa productivité. En particulier, les industries de luxe sont liées aux villes plus que toutes autres ; car c'est par la vie en commun dans les villes que le luxe se développe et que se forment les habiletés techniques que nécessite sa satisfaction.

Les villes ne se contentent pas d'appeler les industries : elles les organisent mieux qu'ailleurs. Nous avons noté déjà, avec Xénophon et avec Petty, comment le développement des spécialisa-

tions professionnelles est corrélatif au développement des centres urbains ; mais elles réagissent aussi, comme Smith (1) l'avait vu, sur l'organisation de la production agricole. C'est par elles que s'introduit la culture intensive ; c'est dans leur voisinage que se développent les petites propriétés et les petites exploitations. — Elles marquent aussi les points où les centres d'échange sont nécessités à se fixer (2), où la vie commerciale atteint son maximum d'intensité. Elles ne sont même pas indifférentes au système de la distribution : la concentration des populations urbaines fait croître les rentes, mais elle tend aussi à la hausse des salaires en favorisant l'organisation des ouvriers, en élevant le niveau de la vie et par suite le coût de la vie. C'est avec elles enfin, comme le notait Steuart (3), que peut seulement se développer un système achevé d'impôts ; car c'est seulement avec elles que se substitue, à la production pour le besoin, la production pour la vente, et que se constituent par là des revenus susceptibles d'être frappés.

1. Livre III, chap. IV.

2. V. notre *Origine des Villes*, Livre I, section II.

3. *Recherche des principes de l'Economie politique*, I, p. 89-90 : « tant que la terre remet directement les fruits entre les mains de celui qui les consomme, il n'y a nulle aliénation, nulle occasion d'employer l'argent, par conséquent, nulle possibilité d'établir un impôt considérable. »

c) Un troisième aspect de la morphologie interne de la société qu'il importe de considérer, c'est le *système des classes sociales*. Il y a trois caractères de ce phénomène qui agissent notablement sur la vie économique.— C'est d'abord *l'intensité* des classes sociales, c'est-à-dire leur degré de séparation. Dans un régime de castes, chaque classe a ses mœurs et ses usages, donc ses besoins : d'où un morcellement de la demande qui limite étroitement le progrès de la production et rend impossible la constitution de la grande industrie. C'est aussi la *multiplicité* plus ou moins grande des classes sociales ; plus les classes sont nombreuses, plus elles tendent à se mêler, ce qui aboutit à des conséquences inverses de celles qui résultent de leur séparation ; plus aussi les mœurs et les besoins sont divers, ce qui favorise la complexité et la diversité industrielles.— C'est enfin la *hiérarchie* des classes ou leur degré d'inégalité ; plus est grande l'inégalité sociale, plus les besoins sont mobiles, et par suite plus les crises sont à craindre : car la mode est d'autant plus changeante que les classes supérieures, sans cesse imitées par les autres, sentent mieux le besoin de s'en distinguer et pour cela varient leurs usages sans cesse (1).

1. V. à ce sujet : Simmel. *Psychologie der Mode*.

II

Mais si les formes sociales agissent profondément sur l'économie, elles ne laissent pas aussi d'en subir l'influence.

Tout d'abord, la *quantité de la production* influe évidemment sur la densité de la population ; c'est un rapport que nous avons vu développer par de nombreux économistes. Mais la *nature* de la production contribue aussi à déterminer l'organisation sociale : la vie pastorale, la vie agricole, la vie industrielle ont sur celle-ci des effets caractéristiques. Roscher observait que la vie nomade des pasteurs tend à un morcellement de la société en grandes familles compactes, peu liées ensemble et indépendantes du pouvoir politique (1), et l'école de Le Play s'est attachée à illustrer des répercussions du même genre (2). Enfin l'*organisation* de la production agit à des degrés divers, sur tous les caractères de la structure sociale. L'état de la *division du travail* influe sur la complexité de cette structure ; la spécialisation multiplie les groupes dont l'individu fait partie et par là même lui assure une relative indépendance vis-à-vis des contraintes collectives. Elle conditionne aussi la

1. *Economie politique rurale*, p. 42-48.

2. Voir en particulier sur les conséquences du nomadisme : De Préville. *Les Sociétés africaines*, p. 32-35.

distribution géographique des éléments sociaux ; c'est lorsque se constituent les professions industrielles que se forme le type moderne des villes (1) ; la ville est essentiellement l'agglomération des artisans. Mais c'est surtout le système des classes sociales qui a été considéré comme étant un simple contrecoup de la division du travail. Turgot dérive de celle-ci toute la formation des classes sociales (2) ; et Le Trosne, allant plus loin encore, écrit : « Le concours des travaux dont la nécessité est démontrée par l'ordre physique établit entre les hommes la société naturelle » (3). Reprise par Proudhon, Marx (4) et Engels, par MM. Schmoller (5), Loria (6) et Bauer (7) cette conception des classes sociales comme naissant directement des professions économiques a même été appliquée par M. Nesfield aux castes de l'Inde, et il semble bien qu'elle tende à dominer chez les auteurs contemporains. — La

1. Voir notre *Origine des Villes*, p. 168.

2. *Réflexions sur la formation des Richesses* (éd. Guillaumin, I, p. 8-14, 39-42).

3. *De l'Ordre social*, 1776, p. 86-87.

4. Voir les citations qu'il fait de Proudhon dans *Misère de la Philosophie*, p. 187.

5. *Principes d'Economie politique*, t. II, § 134. V. les critiques de M. Bücher. *Organisation du travail et formation des classes sociales* (dans *Etudes d'Histoire et d'Economie politique*).

6. *Les Bases économiques de la Constitution sociale : La Morphologie sociale*, etc.

7. *Les Classes sociales*, 1903.

forme de l'industrie même réagit sur la distribution des éléments sociaux : l'industrie à domicile nuit au développement des villes ; la fabrique, qui en dérive pour partie, le précipite à son tour. L' « exode rural » contemporain serait même essentiellement, selon M. Vandervelde (1) l'effet de l'apparition dans l'agriculture du mode de production capitaliste.

L'action du *mode de la distribution*, quoique moins efficace, ne saurait être davantage exclue. Une hausse excessive des rentes rurales tend à chasser la population vers les villes ; au contraire la hausse des rentes urbaines tend à vider de population le centre des groupements urbains. L'inégalité économique tend à maintenir la séparation des classes et à substituer, à la division de la société en groupes locaux, une division par professions et par états.

Les exemples que nous venons d'extraire de la littérature économique suffisent à démontrer la conscience, chez les économistes, du conditionnement réciproque de la morphologie sociale et de l'économie l'une par l'autre. Il s'ensuit qu'il n'est pas possible de séparer la science économique de la théorie des types sociaux, ni la seconde de la

1. *L'Exode rural et le Retour aux Champs*, 2^e éd., 1910.

première, puisque des caractères essentiels de chacun de leurs objets dépendent des caractères de l'autre. Nous gagnons ainsi déjà une confirmation partielle du point de vue général que nous avons posé plus haut.

CHAPITRE II

RAPPORTS AVEC LE DROIT ET LA SCIENCE DES MŒURS (1)

Puisqu'on a reconnu que le phénomène juridique et le phénomène économique sont de même nature, on a été amené à chercher comment ils réagissent l'un sur l'autre. Comme d'autre part le phénomène juridique et le phénomène moral ne diffèrent, avons-nous vu, que par la sanction, on

1. BIBLIOGRAPHIE (Cf. aussi la bibliogr. générale à la fin du volume et le livre de Stammler cité plus loin.)

a) *Rapports avec le droit.* — Friedländer. *Ueber die rechte Begründung der Staatswirtschaft, über ihr Verhältniss zu der Staatswissenschaften und zur Jurisprudenz*, etc. Dorpat, 1829. — Dankwardt. *Nationalökonomie und Jurisprudenz*. Rostock, 1857. — Arnold. *Recht und Wirtschaft nach geschichtlicher Ansicht*. Bâle, 1864. — T. N. Benard. *De l'Influence des Lois sur la Répart. des Richesses*, 1873. — Schmoller. *Economie, Coutume et Droit* (dans *Polit. soc. et Econ. pol.*, 1901). Béchaux. *Le Droit et les Faits écon.*, 1885. — Cossa. *Hist. des Doctrines écon.*, p. 31-42. — Henry C. Adams. *Economics and Jurisprudence* (*Amer. Econ. Assoc.*,

peut légitimement joindre au problème des rapports de l'économie et du droit, celui des rapports de l'économie et des mœurs. Il nous faut maintenant donner une vue sommaire de ce qui a été dit sur ces questions. Il ne s'agira point ici bien entendu, des rapports de l'économie avec l'art du droit ni avec l'art moral, mais uniquement de ses rapports avec la science du droit et des mœurs,

Econ. Studies, II, n° 1, 1896). — *Journal des Econ.*, août 1897, p. 242-253 (exposé de M. Lyon-Caen). — Cimbali. *La Nuova fase del diritto civile nei rapporti economici e sociale*, 3^e éd. Turin, 1895. — Graziani. *Il fondamento economico del diritto* (*Annuario dell' U. di Siena*, 1893-1894). — Hildebrand. *Recht und Sitte auf den primitiven wirtschaftlichen Kulturstufen*, 2^e éd., Iéna, 1907. — Loria. *Le basi economiche del diritto* (*G. degli Economisti*, 1893). — Loria. *Pensieri di un Economista intorno alla storia del diritto* (dans *Verso la Giustizia sociale*, p. 478-484). — Lehr. *Grundbegriffe der Volkswirtschaft*, 1893, p. 35-66. — Liégeois. *Rapports de l'Econ. pol. avec le Droit public administratif* (*Revue pratique de Droit français*, XX, p. 5, sqq.). — Courcelle-Seneuil. *L'Econ. pol. et le Droit* (*France Judiciaire*, IV, 1^{re} partie, p. 25 sqq.). — Minghetti. *Des Rapports de l'Econ. publique avec la Morale et le Droit*. — Gomès. *Essai sur l'Econ. pol. dans ses Rapports avec la Morale et le Droit*. — Jourdan. *Revue d'Econ. pol.*, 1887, p. 523 sqq. — Villey, *ibid.*, p. 124, sqq., 1902, p. 1, sqq.). — Schmidt (*ibid.*, 1900, p. 333 sqq.). — Pernice. *Ueber wirtschaftliche Voraussetzungen römischen Rechtsätze* (*Z. der Savigny. S.*, XIX, R. A., p. 82-139). — Oertmann. *Die Nationalökonomie des Corpus juris civilis*, 1892. — Croce. *Le Droit comme Economie pure* (*Mouv. Socialiste*, mai 1909, p. 334-352).

b) *Rapports avec les mœurs*. — Th. Chalmers. *On*

quoique le problème ait été posé souvent bien plutôt de la première façon que de la seconde.

On peut dire que les économistes, dès l'origine, ont senti le lien étroit qui rattache leur science à la discipline juridique. Les Physiocrates définissaient leur ordre naturel en termes juridiques et lui assignaient des conditions juridiques, comme on

political economy in connexion with the moral state and prospects of society (2^e éd., Glasgow, 1832, nouv. éd., 1857). — Schüz. *Das sittliche Moment in der Volkswirtschaft* (*Z. f. die ges. Staatswiss.*, I, 1844). — Vorländer. *Ueber das sittliche Prinzip der V.* (même Revue, vol. XIII). — Baudrillart. *Des Rapports de l'E. p. et de la Morale*, 1890. — Walras. *L'E. p. et la Justice*, 1860. — Schaeffle. *Ueber die ethische Seite der Lehre vom Werthe*, 1862. — Jevons. *Théorie de l'Economie politique*, 1871; trad. fr., p. 79-84. — J. Frœbel. *Die Wirtschaft des Menschen auf dem Standpunkte der Einheit idealer und realer Interessen*, 3 vol. 1876. — Schmoller. *La Justice dans l'Economie* (dans *Pol. soc. et Ec. pol.*, 1901). — Ratzinger. *Die Volkswirtschaft in ihrem sittlichen Grundlagen*, 1881 (2^e éd., 1895). — Jodl. *Volkswirtschaftslehre und Ethik*, 1885. — Steinthal. *Allg. Ethik*, 1885, p. 25-26, 206-222. — Menger. *Methode der Socialwissenschaften*, Anhang, IX, p. 288-291. — De Molinari. *La Morale économique*. — Y. Guyot. *La Morale de la Concurrence*. — Patten. *The economic causes of moral progress* (*Annals Am. Acad.*, III, n^o 2, 1892, p. 129-149). — Keynes. *Scope and method of pol. ec.*, 2^e éd., 1897, ch. II, p. 31-66. — Block. *Progrès de la Sc. écon.*, 2^e éd., p. 63-81. — Schmidt. *Rev. d'Ec. pol.*, 1900, p. 333, sq. — G. Cohn. *Ethik und Reaktion in der Volkswirtschaft*. (*Jahrbuch de Schmoller*, 1900, 3, p. 1-49). — Brentano. *L'éthique et l'Econ. pol.* (*Rev. Econ. pol.*, 1902,

le voit surtout dans l'écrit de Quesnay sur le *Droit naturel*. Le plus souvent même l'économique n'était qu'une branche de droit : le cours d'Adam Smith était un cours de jurisprudence, et portait ce titre. Même les classiques n'ont pu méconnaître l'influence des règles juridiques sur le développement de l'économie ; on peut même dire qu'ils leur attribuaient, en mauvaise part il est vrai, une influence excessive, et qu'ils croyaient trop à l'efficacité d'un régime de liberté, c'est-à-dire, d'un régime où les phénomènes économiques seraient réglés non par le droit, mais seulement par les mœurs.

Demandons-nous donc où en est présentement la sociologie économique en ce qui concerne cette question ; d'abord quant à l'influence des phénomènes juridiques sur la vie économique, puis quant à la détermination des règles juridiques par les nécessités économiques.

p. 1 sqq.). — Sorley. *Ethical aspects of Economics* (*Intern. Journal of Ethics*, XVII, nos 1 à 4, 1906-1907) Kautsky. *Ethik und materialistische Geschichtsauffassung*, 1906. — T. N. Carver. *The economic basis of the problem of evil* (*Harvard Theolog. Review*, janvier 1908).

I

« Tout acte économique, a dit Roscher (1), pré-suppose, qu'on le sache ou qu'on l'ignore, des formes légales ». Stammler (2) remarque de même que la règle juridique est la *forme* de la vie sociale, dont le phénomène économique est en quelque sorte la *matière* ; ils sont donc rigoureusement inconcevables l'un sans l'autre (3). Il n'y a pas de sociétés sans une règle externe de vie commune, ayant pour objet de déterminer l'action en commun des hommes dans le but de satisfaire leurs besoins. Tout fait économique et toute théorie économique impliquent ainsi le fonctionnement d'une règle extérieure. La théorie de la valeur implique la propriété individuelle et aussi la possibilité d'un échange garanti selon certaines règles, c'est à-dire l'existence d'un droit commercial. De même la théorie du capital est liée de tellement près au système juridique, qu'il y a, selon Rodbertus et Wagner, un *capital juridique* distinct du *capital économique* ; le premier, ou

1. *Principes d'Economie politique*, I, p. 31.

2. *Wirtschaft und Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung*, 1896. — V. sur lui O. Spann. *Z. f. die ges. Staatsw.*, 1902, p. 699 sqq.

3. V. dans le même sens Colson. *Cours d'Economie politique*, I, p. 17, 23-24.

capital privé, étant cette partie du patrimoine de l'individu qui, en raison de notre organisation juridique, lui rapporte un revenu ; le second, ou capital social, étant la provision de biens pouvant servir de moyens à la production de biens ultérieurs. « La notion du capital dépend donc de l'organisation juridique » (1) ; selon l'exemple donné par Rodbertus, l'institution de l'esclavage a pour effet d'incorporer dans le capital les travailleurs eux-mêmes, et détermine par là directement l'extension du concept de capital, qui varie ainsi selon les types d'organisation sociale.

Bien plus, Stammler veut même qu'on *confonde* littéralement le phénomène économique et le phénomène juridique ; le premier n'étant qu'une série, qu'un ensemble de faits juridiques semblables. Le fermage, phénomène économique, est l'accomplissement d'un ensemble de louages : le chômage consiste dans l'omission d'un ensemble de contrats de travail. Il n'y aurait donc, entre le juridique et l'économique, que la différence du concret à l'abstrait, c'est-à-dire qu'ils seraient indistincts dans leur nature. Sans suivre cet auteur jusque-là, il faut reconnaître qu'il y a souvent une confusion réelle entre les deux genres de faits : non-seulement les faits économiques peuvent

1. Wagner. *Fondements de l'Econ. pol.*, § 132.

être et sont sanctionnés juridiquement ; mais, à l'inverse, des droits peuvent devenir de véritables biens économiques ; le fait qu'un simple droit peut s'échanger contre de l'argent suffit à le démontrer (1).

Mais descendons de ces généralités, et cherchons à nous représenter avec plus de précision les influences multiples que l'économie reçoit du système juridique.

I. — Le *système économique*, considéré dans ses caractères généraux est, sous ses divers types, conditionné par le droit. Le système de l'économie familiale, ou économie domestique fermée, ne peut se maintenir qu'avec un droit de la famille communiste ou patriarcale, qui la rende cohésive et en fasse une unité compacte. Le passage de l'économie domestique et domaniale à l'économie urbaine implique la substitution, à un droit *personnel* et militaire, d'un droit *réel*, territorial et commercial ; dès qu'elle apparaît, la ville est une entité juridique *sui generis*. On peut dire même que la définition du système de l'économie urbaine comprend, à titre de caractère intrinsèque, un caractère juridique : la *spécialité* de la condition juridique de la ville par rapport à celle du plat

1. V. cependant contre cette thèse : Böhm-Bawerk. *Rechte und Rechtsverhältnisse vom Standpunkte der volkswirtschaftlichen Güterlehre*, 1881.

pays, qui y attirait artisans et serfs, et l'obligation juridique de limiter au territoire urbain l'exercice des métiers professionnels. C'est ce caractère juridique qui expliquera plus tard en partie l'exode des industries hors des villes, attirées par la condition juridique plus libérale à elles faite par les seigneurs ruraux, et par les privilèges qu'ils leur accordaient. Et ainsi l'évolution de l'économie urbaine dépend, à son début comme à sa fin, de conditions juridiques. Un autre caractère essentiel de ce système économique, l'échange direct entre le producteur et le consommateur, est normalement sanctionné par le droit. Ce régime de l'économie urbaine est même particulièrement démonstratif à cet égard : presque tous ses caractères particuliers : division des métiers, concentration locale des industries et du commerce, etc., sont définis et sanctionnés par le droit (1). Quant au système de l'économie nationale, il implique évidemment le renversement des barrières juridiques locales, la superposition, à la multiplicité des droits urbains, d'un droit général et commun, en même temps que l'agrégation politique des groupes territoriaux en de grands Etats centralisés.

II. — Le système juridique détermine de façons multiples l'organisation de la production. Il agit

1. V. notre *Origine des villes*, livre I, section II, et livre II.

sur elle indirectement, en réglant la *consommation*, dans la multitude des sociétés où la consommation des groupes totémiques ou des castes (1) est définie et réglée juridiquement. Mais le droit et les mœurs agissent aussi directement sur l'organisme de la production. Ils conditionnent d'abord l'espèce ou la nature de la production. Beaucoup de groupes sociaux ont dû s'interdire, en raison de règles morales ou juridiques, de *tabous* sanctionnés par le droit, telles ou telles activités industrielles et orienter ainsi leur production en un certain sens ; ainsi les tribus de Madagascar auxquelles, sous des peines diverses, l'élevage ou la poterie sont interdits. Mais même dans les sociétés élevées la direction de la production dépend, comme l'a montré Cantillon, des mœurs et des usages de certaines classes sociales (2).

L'état de la *division du travail* subit l'influence nette des diverses branches du droit. Dans les sociétés inférieures, le *droit pénal* intervient pour la rendre obligatoire et la sanctionner ; et c'est de lui qu'elle emprunte les caractères propres qu'elle présente dans ces sociétés ; les membres des

1. Voir un tableau des idées morales sur l'industrie dans Westermarck. *Origin and development of the moral ideas*, II, 274 et suiv.

2. V. Aussi Marquis de Mirabeau, l'*Ami des hommes* 1^{re} partie, ch. VII : « L'usage qu'on fait des terres dépend des mœurs et usages. »

clans, des métiers ou des castes qui usurpent les fonctions économiques, attribuées à d'autres clans ou à d'autres métiers sont souvent punis de peines qui vont jusqu'à la mort : ainsi à Madagascar, en Inde, dans l'ancienne Egypte, à Athènes, etc. (1). Elle dépend aussi, dans des sociétés déjà plus élevées, du *droit civil*, en particulier du droit de la famille. Une organisation patriarcale est favorable à l'hérédité des professions ; la famille maternelle au contraire suscite l'indépendance des jeunes, et conduit par là à une certaine complication et à une certaine mobilité des professions. Sous ses formes plus élevées enfin, elle est affectée par le *droit commercial et industriel*. La division du travail ne peut se développer sans qu'un droit commercial vienne garantir le fonctionnement régulier des échanges, la paix du marché et de la ville ; comme l'a dit M. Huvelin (2), « le droit commercial permet de réaliser la division du travail malgré l'obstacle des hommes ». Le droit corporatif, en travaillant à maintenir la rigidité et l'intensité de la spécialisation des métiers, en suscitant, entre les corporations spécialisées,

1. V. Thonissen. *Droit criminel des peuples anciens*, I, 48, 56, 140, 150, 164, et *Droit pénal de la République athénienne*, p. 187.

2. *L'histoire du droit commercial* (Rev. de Synthèse historique, VII, 80).

des luttes incessantes, faisait obstacle à la diversification des professions et par là au progrès de la production.

On pressent déjà par là que la *forme de l'industrie* tombe aussi sous la dépendance du droit et des mœurs. Le mode d'industrie appelé par M. Bücher « travail loué » est défini par lui précisément comme une institution juridique et en termes juridiques : il s'identifie avec une certaine forme du contrat de louage. Le « métier » est caractérisé par le rapport direct entre le producteur et le consommateur ; or, nous avons vu que, dans le système de l'économie urbaine, ce rapport direct est normalement obligatoire et muni de sanctions juridiques. Mais c'est naturellement surtout l'ensemble du droit corporatif qui imprime sa marque sur les divers caractères de cette forme d'industrie, en en réglementant directement à la fois le fonctionnement technique et économique. La réglementation de la vente a pour effet une concentration locale de l'industrie et du commerce au marché ou autour du marché (1). Les règles relatives à la limitation de la concurrence et de l'accaparement — coutume du lotissement — etc., tendent à limiter la concentration des exploitations, et à empêcher ainsi le passage à une forme

1. *Origine des Villes*, p. 217-218.

d'industrie plus haute. De la même façon, la forme de l'industrie agricole est influencée par le mode de tenure, qui agit notamment sur la dimension des exploitations, laquelle dépend aussi du régime successoral. Quels que soient les doutes possibles sur la nature et le degré de cette dernière influence, on n'en peut contester la réalité. Quoiqu'on sache aujourd'hui que la législation de la Révolution et du Code civil n'a point créé le morcellement, il est sûr qu'elle a contribué à l'accélérer. Les lois sur les communaux, sur le groupement des parcelles, sur le crédit agricole, agissent de même en des sens divers sur l'état de concentration des propriétés et des exploitations.

On pourrait croire que les formes d'industrie plus élevées sont plus indépendantes vis-à-vis des règles de droit. Il n'en est rien. Quant à l'industrie à domicile, si elle trouve sa cause essentielle dans une transformation du milieu économique, du moins les formes qu'elle prend dépendent-elles du système juridique. Le caractère d'industrie rurale qu'elle a presque toujours à son origine lui est donné en partie par la nécessité pour elle d'échapper au régime juridique des villes et d'aller chercher en dehors de celles-ci un droit mieux en harmonie avec ses besoins. On ne saurait nier non plus l'action exercée par la police industrielle du colbertisme et du despotisme éclairé sur le déve-

loppement originaire de la fabrique ; et sans aller jusqu'à dire avec certains que « la protection est la mère des trusts », il faut reconnaître que la législation douanière et aussi celle des tarifs de transports ont travaillé utilement à développer la forme la plus moderne de la concentration industrielle.

Sur tous ces points, l'influence du droit est si évidente que ce sont les économistes eux-mêmes qui l'ont affirmée et mise en lumière. La même chose est vraie des répercussions qu'il a sur l'organisation du commerce. Montesquieu observait déjà (1) que le commerce a des objets et des effets différents selon les constitutions des gouvernements ; ce sera un commerce d'objets de luxe ou un commerce d'objets de nécessité, d'où résultera une certaine orientation de toute l'activité économique. La législation du commerce des grains a fait l'objet dès le xviii^e siècle, de discussions où les auteurs étaient d'accord pour lui assigner une influence sur l'intensité du commerce et sur son organisation : la contestation portait seulement sur la nature de cette influence, et sur son caractère favorable ou défavorable à la prospérité économique. Necker, qui l'a étudiée dans le détail, écri-

1. *Esprit des Lois*, XX, 4.

vait (1) : « Si les lois sur le commerce des grains peuvent assurer ou troubler leur repos (de la classe la plus nombreuse des citoyens), en est-il qu'on doive approfondir avec plus de soin ? Est-il d'objet plus digne d'attention » ? Sur ce point encore, on peut plutôt dire que beaucoup d'économistes ont exagéré en sens divers l'influence des lois sur la production des richesses. La controverse protectionniste et libre-échangiste est-elle autre chose qu'une controverse juridique ?

III. — La même remarque est vraie de leur influence par la *distribution* (2). Socialistes et non-socialistes se sont accordés pour l'affirmer, dans le sens de leurs préférences respectives. Il est certain néanmoins que les lois de la *valeur* dépendent du régime de la propriété, et qu'elles sont autres dans un régime « individualiste » et dans un régime collectiviste (3). Les prix ont été même, dans de nombreuses sociétés, réglés d'autorité par le droit; la taxe des prix et surtout la taxe des salaires n'ont pas encore disparu de nos sociétés.

Par là même déjà le droit agit sur la quotité relative des différents *revenus*. Mais il les atteint

1. *Sur la législation et le commerce des grains*, 1775, p. 3. — Voir en général sur les conséquences de la législation douanière, Smith, livre IV, ch. II.

2. Voir le livre de Benard cité plus haut.

3. Voir Bourguin, *La valeur dans le système collectiviste* (*Revue politique et parlementaire*, avril-juin 1901).

aussi directement. Que le *salaire* soit affecté, comme le reconnaissait Smith (1), par les réglementations corporatives et, de nos jours, par des dispositions multiples de la législation ouvrière, c'est ce qu'affirment les adversaires de ces lois eux-mêmes. De même le *profit* n'est pas sans être atteint par les mesures douanières, par les impôts sur les matières premières et sur les produits achevés, etc., et même si par incidence le profit en reste inaffecté, d'autres revenus en seront diminués. Qu'enfin la *rente* du sol puisse être réduite ou éliminée par une législation sur les rentes urbaines ou par des lois de nationalisation de la propriété du sol, c'est ce qui s'impose d'évidence.

On le voit, nous trouvons, dans cette partie de notre étude, la confirmation particulièrement nette qu'il y a chez tous les économistes, une sociologie plus ou moins inconsciente. Même chez ceux qui prétendent, comme les classiques, à l'isolement absolu de leur discipline, nous n'avons pas eu la moindre peine à trouver l'affirmation la plus nette de certains rapports de causalité entre le phénomène juridique et le phénomène économique, la conscience que les caractères du système économique sont tout autres selon ce qu'est le système juridique.

1. L. I, chap. X, § 2.

II

Les mêmes observations valent en ce qui concerne les influences, nombreuses et complexes aussi, qu'exerce la vie économique sur le système juridique. On n'a pu manquer d'en apercevoir les plus apparentes ; et même *le principe essentiel de l'économie politique classique n'est pas autre chose que l'affirmation d'un rapport de ce genre*. En effet, dire qu'un régime de liberté réalise l'état économique *optima* ou, comme les anciens classiques, que les lois positives sont inefficaces si elles ne correspondent pas à la réalité économique ou à « l'ordre naturel », c'est affirmer dans les deux cas un certain conditionnement des institutions juridiques par l'ensemble des phénomènes économiques, la nécessité d'un certain rapport de convenance réciproque entre le droit et l'économie d'une société. Mais nous ne saurions plus nous contenter d'une vue générale aussi vague, et qui appartient d'ailleurs à l'histoire : il nous faut décrire avec quelque détail les dépendances qui lient les diverses branches du droit à l'état de l'économie : nous serons beaucoup moins aidé ici par la littérature économique que par la littérature proprement sociologique : ce qui ne manque pas d'être surprenant, puisque c'est surtout au contraire dans la littérature économique que nous

avons trouvé l'affirmation de la dépendance de l'économie vis-à-vis du droit !

I. — L'*origine* même des lois se lie à des conditions d'ordre économique. « Les premières lois civiles, écrivait déjà Goguet (1), émanent, soit directement, soit indirectement de l'agriculture. Qu'on parcoure les annales de tous les peuples policés, on y verra les lois civiles prendre naissance en même temps que l'agriculture. » Il n'est pas possible que s'instituent des règles fixes de vie sociale tant que une s'est pas produite une relative fixité et aussi une certaine concentration de la population, œuvres du passage de l'économie pastorale à l'économie agricole.

II. — Les *caractères généraux* du système juridique d'une société portent la marque de sa vie économique. C'est d'abord la *quantité* même des lois qui dépend de la *nature* de l'activité économique. Un peuple commerçant, observait Montesquieu (2) a besoin de plus de lois qu'un peuple simplement cultivateur ; celui-ci, d'un plus grand nombre que celui qui vit de ses troupeaux, et ce dernier enfin de plus de lois que le peuple qui ne vivra que de sa chasse. Le *formalisme* a une origine

1. *Origine des Loix, des Arts et des Sciences*, 1778, I, 71-72. V. déjà Dupont de Nemours, *Physiocratie*, I, 1767, p. XL-XLI.

2. *Esprit des lois*, liv. XVIII.

religieuse ; mais il est conditionné par une faible *intensité* de la vie économique : dès que les actes d'échange deviennent fréquents, le formalisme dans les contrats est nécessité à s'atténuer, puis à disparaître. Du même facteur dépend la *proportion des diverses branches du droit* dans l'organisme juridique général. La partie du droit qui est plus directement liée à la vie économique, à savoir le droit civil et commercial, est peu développée là où l'activité économique l'est peu : car les réglementations se développent naturellement comme les activités qu'elles règlent. C'est alors le droit pénal qui tient la première place. A côté de l'intensité de la vie économique, son *organisation* aussi affecte les traits généraux du droit : la division du travail développe la spécialité des lois, et fait reculer de plus en plus la notion d'un droit commun au profit des droits d'exception. Elle agit ainsi sur les *notions juridiques* elles-mêmes ; mais elle modifie pareillement les notions morales ; c'est elle qui fait s'effacer de plus en plus, l'idéal individualiste de l'homme complet, autonome, se suffisant à lui-même, au profit d'un idéal où chaque individu, incomplet par lui-même, n'est qu'un organe dans un tout dont il est inséparable. Comme la division du travail élimine de plus en plus le droit commun à l'avantage des droits professionnels, elle fait reculer la morale générale

devant la multiplicité des morales professionnelles.

Mais ce conditionnement des lois par l'économie varie en degré selon les diverses branches du droit.

III. — Dès l'origine on n'a pu manquer de postuler la nécessité pour le *droit industriel* de s'adapter aux conditions de la vie économique, puisqu'il a pour objet direct de les régler. S'il agit sur elles, elles réagissent sur lui ; il ne les atteint que dans la mesure où elles se laissent atteindre. C'est ainsi qu'on ne peut appliquer indifféremment un *régime juridique* quelconque à une *forme d'industrie* donnée. Le régime corporatif ne saurait convenir qu'au « métier », quoique dans certains cas comme à Florence, on voie la grande industrie revêtir à ses débuts la forme corporative ; mais là même les conditions de la grande industrie rendent très vite impossibles les réglementations corporatives (1). De la même façon, un certain état de la distribution commande un certain régime juridique de la distribution, quoique l'efficacité modificatrice qu'exercent les lois sur les faits de la distribution paraisse plus grande que celle qu'elles ont sur l'organisation de la production.

IV. — Mais le *droit pénal* ne saurait davantage être expliqué à part des conditions économiques. Il en dépend en effet à un double titre. Elles

1. V. notre *Origine des Villes*, p. 224-225.

influent d'abord sur la détermination des *délits* : le vol suppose et une certaine richesse sociale et une certaine inégalité dans la distribution de cette richesse, et un certain mode de propriété. Elles influent surtout sur les *peines*. Le droit pénal en général est, nous l'avons vu, d'autant plus développé que la vie économique l'est moins : ce qu'on a appelé le *droit restitutif*, par opposition au *droit répressif*, ne s'étend que dans la mesure où progresse la division du travail (1). Non seulement le droit pénal se développe en raison inverse de l'intensité de la vie économique : mais primitivement même, ainsi que nous l'avons dit, les phénomènes économiques sont sanctionnés pénalement. On est frappé de la richesse des peines de ce genre dans le Code de Hammourabi : peines contre l'acheteur, l'architecte, le batelier, le berger, le commissionnaire, le fabricant de barques, le fermier, peines pour négligence dans l'irrigation, etc. Dans le Code de Manou, le livre IV et le livre IX presque entiers traitent des règles de la conduite économique et de leurs sanctions. Et même dans les sociétés les plus élevées une notable part du droit pénal est formée encore par des peines analogues.

V. — L'influence des conditions économiques

1. Durkheim. *Division du Travail social*, livre I.

sur le *droit civil* a été mieux étudiée. Les règles relatives à l'*état des personnes* en dépendent : les variations de la *capacité de droit* expriment, comme on a cherché à le montrer tout récemment (1), la différence des rôles économiques des diverses catégories d'incapables dans la famille et dans la société. Mais c'est sur l'*organisation de la famille* que les tenants du matérialisme historique ont le plus insisté pour mettre en lumière la subordination du droit à l'économie (2).

Celle-ci agit d'abord sur le *mode de formation* de la famille, c'est-à-dire sur le mariage. Ce qui fait que, dans toutes les sociétés connues, l'union sexuelle n'est pas abandonnée à l'arbitraire des individus et est revêtue, à des degrés divers, de formes légales, c'est, nous dit Starcke (3), qu'elle est fondée moins sur le rapprochement physique des sexes, qui est souvent permis sans limite et sans règle, que sur leur association économique fondée sur la division du travail intersexuelle. Ce qui pousse un homme à « s'approprier » une

1. Ehrlich. *Die Rechtsfähigkeit*, 1909.

2. V. outre les travaux cités ci-après : Groppali. *L'Evoluzione delle teorie sulla famiglia e il materialismo storico* (*Saggi di Sociologia*, 1899). — Clerici. *Considerazioni economiche sull' origine della famiglia*, 1896. — Lafargue. *Le Matriarcat* (*Nouv. Revue*, 1886). — Engels. *L'Origine de la Famille, de la Propriété et de l'Etat*, 1885.

3. Starcke. *La Famille primitive*, p. 250-254.

femme, c'est qu'il a besoin d'elle aux champs et à la maison ; et inversement il lui assure une partie de sa subsistance. Ces premières unions étaient monogames puisque, en raison de la limitation des ressources, on n'avait pas de motif économique de désirer plusieurs femmes. M. Hildebrand (1) pense de même que le mariage par achat, impliquant que la femme est devenue une richesse, n'est possible que lorsque celle-ci joue un certain rôle économique, notamment dans les sociétés à activité pastorale. La polyandrie ne serait qu'une conséquence de ce caractère économique du mariage ; des hommes trop pauvres pour s'acheter chacun une femme devant s'associer pour en acquérir une en commun.

L'*organisation* même de la famille ainsi constituée doit dépendre dès lors d'influences semblables. C'est ce que M. Grosse, dans un livre célèbre (2), a voulu montrer. Selon lui, c'est la *nature* de l'activité économique qui commande la forme de la famille, dont le caractère dominant serait la position respective du mari et de la femme. Chez les chasseurs inférieurs, où c'est l'homme qui remplit le rôle économique essentiel,

1. *Recht und Sitte auf den primitiveren wirtschaftlichen Kulturstufen*, 1896 (2^e édit., 1896).

2. *Die Formen der Familie und die Formen der Wirtschaft*, 1895.

la femme se bornant à la cueillette des racines, l'homme domine complètement la femme. Cette domination est déjà moindre chez les chasseurs supérieurs, où la femme joue un certain rôle à la maison. Chez les peuples pasteurs se développe aussi un patriarcat extrême ; car l'élevage, sorti de la chasse, y est l'œuvre de l'homme ; le bétail y est sa propriété exclusive ; et de plus la guerre prend, dans ces sociétés, un très grand développement. Mais l'agriculture apporte la revanche de la femme ; car c'est à elle d'ordinaire qu'échoit cette tâche ; c'est chez les peuples agriculteurs que se développe une famille maternelle et même matriarcale. Ainsi, c'est l'état de la division du travail entre les sexes qui détermine la forme de la famille. M. Cunow (1) soutient des thèses un peu différentes ; il croit que, l'importance de la femme augmentant en raison de la part qu'elle prend au travail économique, c'est dans les sociétés les plus inférieures que sa situation vis-à-vis de l'homme tend à être la meilleure. C'est pourquoi l'agriculture, en portant au maximum la valeur productive de la femme, installe la famille maternelle. Les produits de l'agriculture étant plus certains et plus stables que ceux de la chasse, la femme passe

1. *Les bases économiques du matriarcat* (*Devenir Social*, 1898).

ainsi au premier plan, elle devient pour sa famille un bien appréciable et l'homme est même souvent obligé de venir habiter avec elle dans sa famille d'origine. Pour M. Mazzarella (1), enfin, le « matriarcat dépend de conditions économiques plus complexes : ressources économiques relativement illimitées, et nécessité de mettre en œuvre une grande somme de travail pour les utiliser et les conserver, en raison notamment de l'imperfection de la technique ; d'où résulte encore l'extrême importance sociale du travail féminin.

D'autres caractères de l'organisation familiale ont été rattachés aux conditions économiques ; c'est notamment la position relative des groupes d'âge. On a observé que la rareté des subsistances tend à développer le meurtre des vieux parents. Mais c'est surtout l'école de Le Play qui a insisté sur cet aspect des choses (2). On y distingue deux types de famille : la formation communautaire et la formation particulariste. La première de ces formations comprend trois degrés. Le type stable, où le communisme familial est à son maximum, se développerait dans les steppes, les déserts et les oasis avec la vie pastorale. Le type instable est corrélatif

1. *Les Types sociaux et le Droit*, 1908, p. 282-283.

2. V. Demolins. *La Classification sociale*, 1905.

au développement de la chasse (1) et de la pêche, industries dont le résultat est aléatoire et qui, par suite, donnent aux jeunes gens plus d'importance. Enfin le type ébranlé apparaît lorsque l'agriculture devient le mode d'activité prédominant. La formation particulariste, qui comprend aussi trois sous-groupes, se constitue d'abord sur les rivages maritimes, là où la grande pêche nécessite la vie isolée et rend impossible la communauté familiale ; puis elle se développe dans les riches plaines où l'individu peut facilement se suffire à lui-même. Ainsi, à chaque genre de « travail » correspond un type familial et, par contre-coup, un type social. Toutes ces théories sont d'ailleurs très loin d'être à l'abri de toute critique.

A côté du droit domestique, les *droits réels* constituent la partie importante du droit civil. Comme ceux-ci ont directement pour objet les biens économiques, ils ne sauraient manquer de dépendre étroitement de l'état de l'économie. Une certaine densité et une certaine concentration de la population est nécessaire pour qu'apparaissent des institutions comme la mitoyenneté, — qui n'existait pas dans l'ancienne Rome où les maisons étaient isolées — et les servitudes, qui impliquent

1. Cf. sur ces influences de la chasse : De Préville. *Les Sociétés africaines*, 1894, p. 177-184.

le voisinage. Inversement, la dissémination de la population accélère le développement de la propriété individuelle. Le régime de la propriété dépend aussi de l'organisation de la production, et en particulier des systèmes de culture : la propriété commune est liée à la culture en commun : possession collective et travail collectif vont de pair (1). C'est avec la division du travail que se développe la propriété individuelle ; la spécialisation impliquant l'usage exclusif de certaines choses par certains individus différencie de la propriété commune les propriétés spéciales (2).

VI. — Reste enfin le *droit public* (3). La nature de la production influe sur ses caractères généraux : l'agriculture, comme l'observait déjà Roscher, est moins favorable que l'industrie à une organisation politique libérale : « La condition de la première, rigoureusement dépendante de la nature, habitue à une obéissance aveugle dans les relations humaines aussi » (4). L'état de la

1. V. sur ce lien Kovalewsky. *Tableau des Origines de la Famille et de la Propriété*, 1879.

2. Westermarck. *Origin and development of the moral ideas*, II, 41.

3. V. en général Mellusi. *La funzione economica nella vita politica*, 1895.

4. *Economie politique rurale*, p. 61-63. — V. déjà sur ces conséquences politiques de l'industrie : Dunoyer. *L'industrie et la Morale dans leurs Rapports avec la Liberté*,

division du travail commande la composition de l'organisme politique : selon M. Bentley, les groupes et partis politiques ne seraient que l'expression de « groupes sous-jacents » qui sont des groupements professionnels et économiques : la vie politique se réduirait à une lutte d'intérêts économiques entre groupes sociaux (1). Lorsque s'annonce une révolution, nous dit M. Bauer (2), le parti révolutionnaire n'est qu'un groupe de professions qui sont en état de crise : un trouble apporté dans une fonction sociale, voilà la cause motrice du mouvement révolutionnaire. Les soubresauts de l'évolution politique ne feraient ainsi que marquer les temps particulièrement forts du rythme de la vie économique.

VII. — Que dire enfin des répercussions qu'exerce la vie économique sur les *mœurs* ? Elle influence à la fois les *notions* et les *pratiques* morales. Les sentiments d'altruisme sont d'autant plus développés, que l'agrégat social est plus cohérent et plus concentré ; la vie de cueillette et de chasse favorise l'isolement des familles et

1825. — Michel Chevalier. *Cours d'Economie politique*, I, p. 13 sqq. — Cf. pour le commerce : Thaller. *De la Place du Commerce dans l'Histoire générale*, 1892, p. 45-48.

1. *The process of government*, 1908, 2^e partie, ch. VII, XIV, XVI.

2. *Essai sur les Révolutions*, 1908, p. 69 sqq.

l'individualisme (1). Nous avons noté déjà aussi comment, à la suite des progrès de la division du travail, s'efface l'individualisme moral (2) et se développent les morales professionnelles ; c'est encore la division du travail qui fait se développer les idées égalitaires ; la différence croissante des individus qui en résulte fait que nous exigeons moins d'eux pour leur reconnaître des droits égaux aux nôtres (3). Allant plus loin encore, M. Lafargue a cherché dans l'état économique l'origine d'idées morales aussi fondamentales que l'idée de justice et l'idée de bien (4). Les pratiques morales se laissent, plus aisément que les notions morales, rattacher à l'état de l'économie. Sans dire avec certains que l'anthropophagie a pour cause la rareté des subsistances, on ne peut nier que les mœurs domestiques ne soient influencées par la nature de l'activité économique ; c'est un lieu commun de dire qu'elles sont autres selon que la vie est agricole ou industrielle (5). Plus particu-

1. Westermarck. *Origin and development of the moral ideas*, II, 198-199.

2. Durkheim. *Division du Travail social*, p. 138.

3. Bouglé. *Les Idées égalitaires*, p. 138.

4. *Recherches sur l'Origine de l'Idée de Justice et de l'Idée du Bien*, 1900

5. V. en général : K. L. Butterfield. *Rural life and the family*. — Henderson. *Industry and city life and the family* (*Amer. Journal of sociology*, XIV, p. 721 sqq. et 668 sqq.)

lièrement, on sait que, les mœurs démographiques, notamment le taux des mariages et des naissances, dépendent de la situation économique (1); on peut même juger excessive la part faite aux conditions économiques dans les mouvements de la population par les économistes de l'école de Malthus. On sait aussi qu'il y a des taux professionnels de la natalité (2), de la nuptialité, du suicide (3), enfin une criminalité professionnelle (4). L'idée que le crime dépend, plus ou moins directement et à des degrés divers de conditions économiques, est des plus répandue dans la criminologie contemporaine (5) ; mais elle est aussi, il est vrai, des plus critiquées (6).

1. Juglar. *Des Rapports entre les Mariages et les Naissances d'un Pays et sa Situation économique* (*Journal Soc. de Stat. de Paris*, mai 1900).

2. G. von Mayr. *Bevolkerungsstatistik*, p. 403.

3. Durkheim. *Le Suicide*, p. 286.

4. Tarde. *La Criminalité professionnelle* (dans *Etudes de Psych. soc.*, 1898).

5. V. Carroll D. Wright. *Relation of Economic conditions to the causes of crime* (*Annals Amer. Acad.*, III, mai 1893, n° 6, p. 764-784). — Van Kan. *Les Causes écon. de la Criminalité*, 1904. — Bongers. *Criminalité et Conditions économiques*, 1905. — V. notamment sur le rapport entre la criminalité et les prix : Ferri. *Sociologie criminelle*, 1905, p. 231, et la bibliographie.

6. V. par exemple : Tarde. *La Criminalité et les Phénomènes économiques* (*Archives d'Anthrop. crim.*, XVI, 1901).

*
* •

On a pu voir, au cours de ce chapitre, que les rapports entre l'économie et le droit ont été, dans la science, des plus anciennement et des mieux aperçus. C'est dans cette voie peut-être que s'est le mieux constituée jusqu'ici une sociologie économique, tendant à compléter en l'élargissant l'économie politique, spéciale. Dans l'enseignement même, l'économique a été, dès l'origine, traitée comme une branche de la science juridique. Il y avait là sans doute une erreur ; mais cette erreur a contribué aux progrès de la science sociale, en forçant l'attention à se porter sur des liens qui sans elle eussent pu passer inaperçus. C'est à cela que nous devons de trouver une sociologie juridique, consciente ou non, même chez les économistes classiques.

CHAPITRE III

RAPPORTS AVEC LA LINGUISTIQUE (1)

Une langue est une chose sociale, qui n'obéit pas seulement aux lois d'une logique interne, mais qui soutient des rapports avec les milieux externes, physiques et sociaux, où elle se développe. Chaque société a sa langue dont les caractères expriment ses caractères propres. On est donc fondé à croire que les langues ne sont pas sans lien avec les phénomènes économiques, qu'elles agissent sur eux, et qu'ils réagissent sur elles ; et par suite qu'il y aurait quelque intérêt pour l'économiste à chercher ces connexions. Adam Smith a écrit un *Essai sur la Formation du Langage*, où il applique au

1. Nous traitons les rapports de l'économie avec la linguistique immédiatement après ceux de l'économie avec le droit. La raison en est que, comme on l'a déjà vu par nos définitions préalables, le droit et la linguistique sont des phénomènes très voisins dans le tableau des faits sociaux. Voir d'ailleurs sur les analogies d'évolution entre la langue et le droit : Tarde. *Transformations du droit*, conclusion.

problème de l'origine des langues la même méthode exactement qu'il a appliquée par exemple au problème de l'origine de la monnaie. Pour lui, le langage, comme la monnaie, est une création artificielle des hommes, une *invention* née des inconvénients sentis de l'absence d'un moyen de communication mentale entre eux. Il y aurait eu un état primitif de mutisme : des individus plus ingénieux que les autres en ayant perçu les dangers, on ne serait entendu pour communiquer à l'aide de signes artificiels. Ce n'est donc pas seulement la société, comme le voulait Rousseau, qui résulte d'une espèce de contrat réel ou supposé : ce sont aussi les institutions sociales particulières comme la langue ou la monnaie. Au contrat social, Smith superpose le contrat monétaire et le contrat linguistique : il y a ainsi, dans sa sociologie, une véritable unité : le rationalisme utilitaire qui en domine les notions générales sert aussi à en fonder les diverses parties.

Il y aurait ainsi une analogie frappante de principe entre la langue et l'économie : l'une et l'autre seraient fondées sur la notion d'utilité, ou, comme dira plus tard un linguiste, Whitney, sur le « principe d'aise ou d'économie », c'est-à-dire sur ce que nous appellerions le principe du moindre effort. M. Whitney croit même que c'est là « la loi la plus fondamentale du langage » qui ne rend pas

seulement compte de son origine, mais explique aussi toute son évolution (1). Les modifications successives que subit une langue, les changements de sens des mots, leurs abréviations, sont des perfectionnements commandés par le « principe d'économie ». Nous n'avons pas à nous prononcer sur cette conception générale, tendant à l'affirmation d'une identité de nature ou d'essence entre la langue et l'économie : nous voulons nous borner à rassembler les rapports de causalité qu'on peut dès maintenant reconnaître entre ces deux ordres de faits.

I

Le phénomène économique, avons-nous dit, est essentiellement et directement un rapport de personne à chose. Néanmoins il suppose des rapports de personne à personne. La *production* les suppose *normalement*, car, dans toutes les sociétés, elle se fait normalement en commun. L'*échange* les suppose *nécessairement*. Il est donc naturel que la langue, instrument de ces rapports entre personnes, influe aussi sur les rapports de personne à chose.

Elle agit en premier lieu sur les *caractères généraux du système économique*. Dans une société où règne une multiplicité de dialectes locaux, les

1. *Life and growth of Language*, 1875, p. 50.

organismes économiques seront empêchés de se fondre, et de s'agréger en un système plus vaste : et ainsi l'économie domestique fermée ou l'économie de village sera le mode normal. On conçoit tout ce que la multiplicité des langues peut apporter d'obstacles au développement de la vie commerciale : les caravanes de marchands grecs étaient toujours accompagnées d'une multiplicité d'interprètes (1) sans lesquels elles n'eussent pu étendre leur influence et leurs affaires et préparer comme elles le firent une unité économique partielle du monde antique. La langue conditionne aussi l'*organisation de la production*. La diversité des langues fait obstacle au développement des grandes organisations de travail en commun sur lesquelles ont reposé les civilisations de l'Orient classique : la tradition mythologique nous en offre un exemple bien connu dans la légende de la tour de Babel. Là où le langage oral existe seul et prédomine sur le langage écrit, la division du travail tend à se figer, et le progrès de la production est étroitement limité : car, comme Comte l'avait observé (2) l'apprentissage au sein de la famille s'impose, et par suite l'hérédité des professions, tant que ne sont pas constituées des techniques organisées et

1. Max Müller. *Lectures on the Science of language*, 3^e édit., 1862, p. 85.

2. *Cours de Philosophie positive*, V, 183.

écrites, enseignées dans des écoles, ouvertes au moins à certaines classes sociales.

Enfin, la langue conditionne-t-elle les phénomènes d'échange ? Il semble qu'un échange ne soit même pas possible sans un langage, puisqu'il implique, non seulement la rencontre des personnes, mais le débat entre elles. Il n'en est rien cependant, et les faits nous montrent une espèce de commerce qui se passe de langue ; c'est le fameux *commerce silencieux* signalé déjà par Roscher, et qu'on a observé surtout en Afrique (1). Des peuples ennemis, parlant des langues différentes, trouvent par là le moyen de commercer entre eux. Ceux qui veulent vendre mettent leur marchandise en un lieu spécifié, puis se retirent, les échangeistes ne devant même pas se voir. Les acheteurs arrivent alors, mettent auprès de l'objet le prix en nature ou en monnaie qu'ils en veulent donner, et se retirent à leur tour. Les vendeurs revenant, prennent le prix s'ils acceptent, sinon le laissent ; les acheteurs, dans ce cas, y ajoutent jusqu'à consentement, ou le retirent s'ils entendent s'y tenir. Voilà donc un commerce qui s'accomplit sans l'intervention d'aucune espèce de langage proprement dit, manuel ou verbal ; alors que la

1. Voir P.-J. Hamilton Grierson. *The silent trade*, 1902.

logique pure ferait supposer l'impossibilité d'un tel phénomène. C'est un exemple assez curieux du danger des raisonnements *a priori*.

Néanmoins, l'échange se fait normalement à l'aide du langage, et alors le mode de celui-ci n'est pas sans influencer sur les conditions mêmes de l'échange. On a pu noter (1) comment, dans les marchés locaux, la conversation personnelle exerce, sous forme de marchandages entre vendeur et acheteur, une influence directe et profonde sur le prix, influence qui va en s'affaiblissant avec l'échange par correspondance écrite ou avec le « prix fixe », écrit lui aussi, de nos grands magasins. La loi de l'unité du prix d'une marchandise sur un même marché ne fonctionne le plus souvent que par la conversation des acheteurs entre eux ; là où, pour des causes diverses, celle-ci ne se produit pas, la multiplicité des prix reparait. Par tout cela déjà les influences linguistiques agissent sur la distribution ; mais elles atteignent aussi directement et de la même façon les prix de location des capitaux, des travaux et surtout des terres, où la discussion personnelle a conservé plus qu'ailleurs tout son rôle.

1. Tarde. *Psychologie économique*, II, 33-34.

II

La détermination du langage par les conditions économiques apparaît plus profonde et aussi plus complexe, plus variable dans son degré et dans son mode suivant les types de société : elle semble être particulièrement forte dans les sociétés inférieures, en raison des caractères particuliers qu'y revêt le langage. Dans ces sociétés, il est essentiellement descriptif et concret. « La première langue, disait déjà le président de Brosses, a été une peinture imitative des objets nommés » (1) ; elle reste ainsi indistincte des arts graphiques et plastiques comme des arts musicaux. Dès lors sa composition et sa structure même doivent exprimer ce que sont les choses dont vit la société et qui lui tiennent de plus près, et par là dépendre indirectement de la nature de la vie économique. Une autre raison s'ajoute à celle-là et agit dans le même sens : c'est que dans les sociétés inférieures le langage, comme aussi d'ailleurs la musique, n'a pas seulement pour fonction la communication des hommes entre eux, mais aussi l'action magique sur les choses ; la « puissance magique des mots », dans ces sociétés, leur est essentielle. Or, le principe de la magie est l'imitation des mouvements et des effets qu'on

1. *Traité de la formation mécanique des Langues*, 1765, I, p. XIII.

veut produire : par là le caractère descriptif et imitatif des langues primitives se trouve renforcé et par suite aussi est intensifiée l'action qu'exercent sur elles les conditions économiques.

Mais ce n'est pas la seule voie par où celles-ci ont pu déterminer la formation des premières onomatopées qui précèdent le langage articulé. Lazare Geiger et surtout Noiré (1) ont montré que les « racines » sont moins encore l'imitation des objets ou des mouvements du monde extérieur que tirées des cris qui accompagnent normalement les travaux primitifs exécutés en commun, et qui, par une association naturelle, ont servi à les désigner. On comprend mieux par là et la confusion première du langage et de la musique (2) et surtout le passage de ce langage descriptif et chanté à un langage articulé : ce serait, selon Vierkandt, le rythme nécessaire des travaux qui aurait produit la répétition régulière de ces cris, puis leur articulation en des mots (3). Le langage proprement dit, comme les cris d'où il est sorti, devrait donc son *origine* même à des conditions économiques.

1. *Ursprung der Sprache*. Mayence, 1877.

2. Cependant l'action magique du langage a pu conduire aussi à l'imitation des bruits du monde extérieur : imiter le bruit de la pluie, c'est faire tomber la pluie.

3. Vierkandt. *Die Entstehungsgründe neuer Sitten*. br. 1897.

On conçoit dès lors que celles-ci aient laissé leur marque sur les différents *caractères* que présentent les langues primitives.

I. — Tout d'abord le *domaine* d'une langue, c'est-à-dire l'étendue territoriale du groupe social qui la parle, dépend de ce qu'est le système économique. Là où la société est divisée en villages fermés au dehors et presque sans rapports économiques entre eux, chaque village tend à se faire un parler spécial et original : c'est ainsi que chez les Hurons par exemple, presque chaque village avait son langage propre (1). Le domaine des langues dépend aussi de la nature de l'activité économique : Roscher notait que chez les peuples chasseurs, qui sont nécessités à vivre par petits groupes isolés et disséminés en raison de la rareté de la subsistance, la multiplicité et la diversité des langues est la règle (2).

II. — Le *contenu* même des langages dépend aussi de l'état économique des sociétés qui les parlent.

Les *éléments* du langage sont, soit des gestes, soit des dessins ou idéogrammes, soit enfin des mots, parlés ou écrits. Le langage par *gestes* est le plus descriptif de tous : on désigne naturel-

1. Max Müller. *Lectures on the Science of Language*, p. 53.

2. *Economie politique rurale*, § 9, p. 22-25.

lement les animaux en reproduisant leurs mouvements caractéristiques, ou encore en imitant les mouvements faits pour les capturer. Ce langage sera ainsi influencé par la nature des animaux chassés. Chez les peuples chasseurs en effet, il est nécessité à prendre un extrême développement, car le résultat de la chasse dépend de la possibilité d'approcher en silence du gibier ; l'activité militaire produit sur la composition du langage le même effet. De là le grand développement du langage par gestes chez les Indiens de l'Amérique. Mallery écrit à ce sujet (1) : « Dans les vastes plaines sans bornes ou dans la solitude des forêts vierges, le moindre bruit peut être entendu de très loin ; celui de la voix humaine, en raison de sa rareté, attire spécialement l'attention. C'est donc une nécessité pour les chasseurs et les guerriers de parler entre eux exclusivement par signes ». — De même les marchands, pour cacher aux étrangers ou aux spectateurs leurs affaires, s'entendent à l'aide de gestes, coups d'œil ou poignées de main « sous le manteau » (2). Quant aux *idéogrammes*, ils reproduisent les gestes auxquels ils succèdent : ce sont des gestes des-

1. *Sign Language among the North American Indians* (First report of the Bureau of American Ethnology, 1879-1880, p. 312).

2. Schurtz. *Urgeschichte der Kultur*, p. 471.

sinés et écrits (1) ; dès lors comme les gestes eux-mêmes, ils reproduisent les attitudes familières des animaux, ou les mouvements usités pour fabriquer un objet ou pour s'en servir. De là la richesse des renseignements que nous donnent, sur la technique de certains peuples, leurs peintures hiéroglyphiques.

Reste enfin le *langage verbal* ou écrit. Celui-ci dépend, dans plusieurs de ses caractères, du mode de l'activité économique (2).

a) Les langages primitifs sont, pour les raisons que nous avons dites, essentiellement *concrets* ; ils nomment en décrivant ; ils s'attachent au détail plus qu'au caractère dominateur (3). Ce caractère dépend en partie de la faible dimension du milieu social, commandée elle-même par l'état de l'économie : dans un petit milieu, l'état d'esprit est essentiellement concret (4) ; on y manque d'idées abstraites et par suite de mots pour les

1. Mallery, *ibid.*, p. 355 sqq.

2. V. déjà d'intéressantes remarques là-dessus dans Condillac. *Essai sur l'Origine des Connaissances humaines*, 1787 (II, I, chap. XV, *Du Génie des Langues*, p. 314-315) où il attribue à l'importance de l'activité agricole chez les Romains la noblesse et l'espèce de religiosité attachées aux termes d'agriculture.

3. V. sur ce caractère des langues primitives. Lévy-Brühl. *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, p. 159 sqq.

4. V. Durkheim. *Division du Travail social*, p. 272 sqq.

désigner. Lorsque des sociétés diverses se fondent plus ou moins entre elles par la vie nomade, la guerre ou le commerce, il se forme, à la suite de cette communication, un langage commun qui, en tant que tel, est nécessairement plus abstrait et plus pauvre que les idiomes spéciaux auxquels il se superpose : c'est ainsi qu'en Afrique il y a souvent une langue spéciale du marché. Ce sont les marchands qui colportent et répandent, avec les produits, les religions et les langues. Ainsi l'évolution des langues concrètes aux langues abstraites exprime en partie celle des activités économiques. Mais de ce caractère concret primitif, il résulte que la nature de ces activités économiques et l'état de la technique influencent très directement la composition des premiers langages. On ne dit pas : J'ai pris ou tué tel animal, mais je l'ai tué de telle façon : il y a un verbe spécial pour chaque modalité technique de la prise de l'animal : l'idée abstraite de prendre ou de tuer est inexprimée parce qu'inexistante (1). M. Mallery, montre bien qu'il y a là encore une influence ou une survivance du langage par gestes (2) ; c'est dans ce dernier qu'il faut trouver l'origine du caractère « démonstratif » et « pitto-

1. Powell. *On the Evolution of Language* (First Rep. Bur. Ethnology, p. 16).

2. *Sign Language*, etc. (*ibid*, p. 351-352).

resque » des premières langues parlées : celles-ci ont subi par là encore l'action indirecte de certaines conditions économiques. De cette action double qu'exerce l'économie sur la langue primitive, et du caractère descriptif de celle-ci, il résulte qu'on peut connaître assez bien la première à travers la seconde. Max Müller (1) note par exemple la richesse du langage des nomades, la multiplicité des mots qui servent à désigner les armes, les choses relatives aux troupeaux ; la vie développe en eux l'acuité des sens, et ainsi leur langue offre un tableau fidèle et précis de toute leur vie matérielle. C'est là la base des grandes recherches linguistiques de Schrader sur l'économie des Aryens (2). La richesse de la langue d'Homère fait de l'*Iliade*, comme dit Morgan (3), « une exposition remarquablement complète des arts et du mode de vie des anciens Grecs ». On a pu de même utiliser comme source les proverbes, pour déterminer les stades économiques par où a passé la Grèce antique et les formes de production qui s'y sont développées (4).

1. *Science of Language*, p. 63.

2. *Linguistisch-historische Forschungen zur Handelsgeschichte*, I, 1886.

3. *Ancient Society*, p. 32 : cf. le tableau qu'il tire de cette analyse, p. 32-35.

4. Solari. *La Vita economica nei proverbi greci (Rivista italiana di sociologia)*, 1898, p. 187 sqq et 303 sqq).

b) Les langues primitives, qui sont toujours concrètes, sont souvent aussi *spéciales* ; c'est-à-dire que dans la société chaque groupe tend à se faire sa langue propre (1). Cela est vrai, dans les sociétés inférieures, des groupes professionnels : en Afrique les forgerons parlent souvent une langue particulière. La différence des techniques suffit, encore aujourd'hui, à différencier nettement entre eux les langages professionnels. Bien plus : selon M. Frazer (2) les *genres* masculin et féminin n'auraient été à leur origine qu'une survivance de l'obligation qui existe pour chaque sexe, dans les sociétés primitives, de parler une langue spéciale ; or cette obligation est-elle même liée étroitement à la division du travail économique entre les sexes : les hommes et les femmes, ne pouvant toucher les mêmes objets, ne sauraient non plus les nommer, ou du moins les nommer de la même façon : car le nom et la chose nommée sont, dans ces sociétés, considérés comme identiques. Par là seulement on se peut expliquer qu'on ait longtemps attribué un sexe aux idées, et aux objets sans sexe : ce n'est que dans des types linguis-

1. Cf. Van Gennep. *Essai d'une Théorie des Langues spéciales* (*Revue des Etudes ethnogr. et sociol.*, juin-juillet 1908).

2. *Suggestion as to the origin of gender in language* (*Fortnightly Review*, 1900, p. 79 et suiv.)

tiques plus élevés qu'un genre neutre se forme pour désigner ces objets.

III. — Les *éléments* du langage, ainsi déterminés, se combinent et s'organisent d'une certaine façon : toute langue a sa syntaxe. Les caractères mêmes de cette *organisation* se laissent rattacher à des conditions d'ordre économique. Le plus simple et le plus important est le *rythme* du langage. Primitivement le langage est indistinct de la poésie et de la musique : il est rythmique et mélodique (1). Or ce rythme, comme l'a montré M. Bücher (2), ne résulte pas d'une nécessité interne de la pensée ; il n'y a aucun besoin logique qui commande la répartition des mots en groupes ; la répétition et l'ordre régulier des syllabes et des mots ont donc eu une source externe. Cette source, ce sont les mouvements corporels rythmés, qui primitivement sont accompagnés de cris et de chants et leur ont donné ainsi la forme rythmique. Le rythme du langage ne procède pas des besoins de la pensée, mais des nécessités de l'action. Mais ce ne sont pas tous les mouvements corporels rythmiques qui ont pu produire ce résul-

1. Darwin et Zaborowski (*L'Origine du Langage*, p. 114 et suiv.) ont même prétendu que l'on serait passé du cri au langage articulé par le chant, moyen de sélection sexuelle et d'imitation des bruits naturels.

2. *Arbeit und Rhythmus*, 4^e édit., p. 356 et suiv.

tat, mais seulement ceux dont le rythme est *régulier* et *nécessaire*, c'est-à-dire les *travaux* ; dans les jeux de mouvement, comme les danses, le rythme est libre et fixé arbitrairement par l'homme ; dans le travail au contraire, le rythme est une nécessité technique, objective. Ainsi le rythme poétique n'est pas né, comme le rythme de la danse, du plaisir que produit le rythme : il s'est imposé à l'homme comme le moyen de régler ses travaux. Il faut ajouter, selon nous, que le langage, par son action magique, est censé augmenter l'efficacité du travail ; or, la puissance magique des mots s'amplifie, à ce qu'on croit, par la répétition. Nous retrouverons ces influences à propos de la poésie et de la musique, mais comme la langue primitive est une poésie et une musique, elle les subit au même degré.

*
* *

Le langage apparaît ainsi dans l'ensemble comme beaucoup plus déterminé par l'économie qu'il ne la détermine. Les liens entre ces deux genres de faits sont réciproques comme ceux entre le droit et l'économie : mais cette réciprocité semble être ici plus imparfaite. La raison en est, pensons-nous, assez simple. Le droit n'a pas, comme on l'a prétendu, un caractère purement *formel* ; c'est-à-dire

qu'il n'a pas seulement pour objet de définir et de régler des activités dont le contenu même serait indépendant de lui, et sur lesquelles il serait « sans aucune puissance créatrice propre » (1) ; par cela seul qu'il les rend obligatoires et qu'il les sanctionne, il limite le développement des activités différentes ; il gêne la variation sociale ; il oriente en un sens défini la conduite collective et la maintient telle. Au contraire, le langage est quelque chose de presque uniquement formel : sa fonction n'est pas de *régler* les notions et les actes, mais de les *exprimer*. Le droit a pour rôle de commander à l'action : la langue veut seulement traduire, formuler, représenter. Sans doute, le mode même de cette formulation, parce qu'il est social, est obligatoire pour l'individu ; mais elle reste une formulation, un symbole sans originalité, qui ne fait que reproduire passivement son objet, et qui, loin d'en déterminer la nature, lui doit la sienne.

1. C'est la thèse de M. Tanon. *L'Evolution du Droit et la Conscience sociale*, p. 149.

CHAPITRE IV

RAPPORTS AVEC L'ESTHÉTIQUE (1)

S'il y a deux genres de faits qui doivent, *a priori*, apparaître à l'esprit comme étant sans rapports entre eux, ce sont bien les faits économiques et les faits esthétiques. Selon la notion courante, les uns se rattachent à l'ordre de l'*utile*, les autres constituent la sphère de l'*idéal*. Quoi de plus différent, et partant de plus séparé ? L'art, disait Tarde (2), est essentiellement un fait d'invention ; le travail n'est qu'une des formes de l'imitation ;

1. *Bibliographie* (outre les travaux spéciaux cités au cours de ce chapitre). De Laborde. *De l'Union des Arts et de l'Industrie*. — F. Neumann. *Die Kunst in der Wirtschaft*, 1873. — Semper. *Wissenschaft, Industrie und Kunst*. — Kindermann. *Volkswirtschaft und Kunst*, 1903. — Yrjõe Hirn. *Ursprung der Kunst* (ch. XVII, *Kunst und Arbeit*). — Loria. *L'Arte e l'Industria* (*Verso la Giustizia Sociale*, p. 263-277). — Mazzola. *Il momento economico nell' arte* (*G. degli Economisti*, août 1900). — Waentig. *Wirtschaft und Kunst*. Iéna, 1909 (3^e partie, *Théorie générale*, p. 298-410).

2. *Les deux Sens de la Valeur* (*Rev. d'Ec. pol.*, 1888).

le paysan, le tisserand ne font que reproduire des inventions antérieures. Le travail serait donc le contraire même de l'art. Simmel exprime, sous une forme différente, une pensée semblable : le caractère de l'objet d'art est d'être unique ; le sort du produit du travail est d'être multiple et répété. Le premier répond à un besoin individuel ; le second sert un besoin collectif.

Mais ces oppositions ne sont qu'apparence. D'une part, l'invention et le travail sont inséparables ; de l'autre, le *style* qui caractérise l'art ne se produit et ne se développe que par la répétition des objets ; et nous avons dit que le phénomène esthétique ne saurait, pas plus qu'un autre fait social, être défini par le caractère individuel de sa fin (1). Tarde lui-même observait que les valeurs esthétiques, objet de la science de l'art, ne sont pas tellement différentes des valeurs économiques qu'elles ne suivent des lois communes ; la théorie des beautés » coïncide, sur bien des points, avec la « théorie des utilités » (2). On a même cherché à montrer dans le détail cette identité, en consti-

1. *Psychologie économique*, I, 63 sqq.

2 C'est ce que reconnaissent aujourd'hui les archéologues eux-mêmes : l'art a un caractère essentiellement social. V. Pottier. *Les Origines populaires de l'Art* (C. R. Acad. des Inscr., 1907, p. 762) : « Sous toutes ses formes l'art nous apparaît comme un phénomène social. »

tuant une théorie du mouvement et de « l'équilibre esthétique » analogue à celle de l'équilibre économique (1).

Mais les progrès mêmes de l'esthétique contemporaine viennent à la rescousse pour infirmer cette séparation. Que l'art ait primitivement une fin utilitaire et économique — que le dessin par exemple ait pour objet, de par sa puissance magique, la multiplication du gibier — c'est ce qui n'est plus à démontrer aujourd'hui (2) Et que d'autre part le travail, même le plus monotone, puisse donner lieu à des joies esthétiques, c'est ce qui s'impose d'évidence. Ce ne sont donc pas, encore une fois, les *fins* des phénomènes qui peuvent servir à les définir, à les différencier, à les séparer. Fréquemment l'acte esthétique et l'acte économique tendent aux mêmes fins ; mais comme il a été dit, le premier, au contraire du second, n'est pas nécessairement relatif à des choses. Quand il y est relatif, il tend à se confondre avec le phénomène de production. Le phénomène esthétique est donc plus voisin encore du phénomène économique que n'était le phénomène linguistique ; comme le phénomène juridique, il *peut* porter indirectement sur des choses à fin de les utiliser :

1. Winiarsky. *Essai sur la Mécanique sociale : l'Equilibre esthétique* (*Revue philos.*, juin 1899).

2. V. Pottier, *op. cit.*, p. 757-758.

le phénomène linguistique, au contraire, a pour objet exclusif des personnes. Dès lors, on peut prévoir que les liens entre l'art et l'économie seront aussi étroits que ceux entre l'économie et le droit, et présenteront la même réciprocité. C'est ce qui résulte, en effet, de l'ensemble des travaux contemporains.

I

Le conditionnement de l'économie par le phénomène esthétique est à la fois direct et indirect.

I. — L'art agit *directement* sur le *système de la production* par deux voies. Il influe d'abord sur l'efficacité du *travail*. L'efficacité mécanique de celui-ci, et par suite son efficacité économique, son pouvoir de création ou de transformation de valeur, dépend de son caractère rythmique : ainsi que nous l'avons observé déjà, le rythme est nécessaire au travail en commun ; comme le dit Bücher, « le travail porte sa loi rythmique en lui-même ». On peut ainsi classer les travaux d'après les modes de leur rythme, et notamment selon que les travailleurs suivent un même rythme ou un rythme alterné (1). — L'art est aussi, à l'origine

1. V. à ce sujet : Bücher. *Etudes d'Histoire et d'Econ. pol.*, p. 233 sqq., 241 sqq.

surtout, un facteur actif de *capitalisation* ; c'est surtout par le moyen de l'ornement que s'est faite d'abord l'épargne (1). Enfin le *système de l'échange* se laisse rattacher, quant à son instrument, la monnaie, à des influences analogues. Schurtz distingue quatre sortes de monnaies primitives (2) : la monnaie-parure, la monnaie-habillement, la monnaie-aliment, la monnaie-utilité. La première est de beaucoup plus répandue. L'ornement, en effet, était par sa nature prédestiné à devenir monnaie : l'ornement personnel surtout, par le prestige social qu'il confère, par la puissance magique qu'on lui prête, prend naturellement cette désirabilité générale et infinie qui caractérise la monnaie (3).

II. — La dépendance de l'économie vis-à-vis de l'art est surtout *indirecte*. Elle se réalise aussi par deux voies, à travers deux intermédiaires. Le phénomène esthétique n'est d'abord pas sans influence sur la *technique* de la production ; et en agissant ainsi sur ses *moyens* il contribue à en déterminer l'efficacité. Tout ce qui rend le travail plus attrayant tend à en accroître la valeur écono-

1. V. là-dessus Carlile. *Evolution of modern Money*, p. 241-242.

2. Schurtz. *Grundriss einer Entstehungsgeschichte des Geldes*, 1898.

3. Carlile, *op. cit.* (ch. intitulé *Ornament and Money*).

mique : construire de belles usines et de belles machines, nous dit Sorel, c'est multiplier par là même la productivité des hommes. Mais surtout le phénomène esthétique commande la production en agissant directement sur la *demande*. Influant ici sur les *fins* mêmes de la production, il met sa marque sur son organisation et son fonctionnement.

En effet, ce qu'on appelle couramment le « luxe » est parallèle au développement général de la vie esthétique, et notamment à celui des arts décoratifs et plastiques. Or, il y a longtemps que les économistes ont assigné à ce phénomène des effets caractéristiques sur l'état de la production. Il en détermine d'abord la *quantité* ou l'intensité. Pour Quesnay, le luxe, c'est-à-dire l'abondance des consommations, présente deux formes : le *luxe de subsistance*, consistant dans une forte consommation des denrées ; le *luxe de décoration*, qui consiste dans la consommation des vêtements, des ameublements, etc. Le premier assure la vente des denrées à un bon prix, et par suite l'incorporation à la terre de nouvelles avances. Le second, au contraire, favorise peu la reproduction du revenu. Aussi Quesnay, dans la vingt-deuxième *Maxime du Gouvernement économique* (1) s'exprime ainsi :

1. Dans Dupont de Nemours, *Physiocratie*, 1767, I, p. 116-117.

« Qu'on ne provoque point le luxe de décoration au préjudice des dépenses d'exploitation et d'amélioration d'agriculture, et des dépenses en consommation de subsistance, qui entretiennent le bon prix et le débit des denrées du cru, et la reproduction des revenus de la nation. » Ainsi des effets spécifiques sont attribués, quant à la production générale, à la proportion qu'y tiennent les industries d'art. De même, nous avons vu Cantillon, et à sa suite le marquis de Mirabeau, affirmer l'influence des goûts esthétiques des propriétaires sur la *direction* de la production générale et, par cette orientation, sur sa *quantité*. Mais son *organisation* même n'est pas indépendante de l'état de culture esthétique qu'a atteint la société. On sait bien que la petite industrie se maintient essentiellement dans les industries de luxe, dont les produits ne supportent pas la fabrication par grandes masses : et encore que les cartels n'ont pu parvenir à s'y développer. L'adaptation même de la production à la demande se ferait mieux, à en croire Max Schippel, dans les industries de luxe où les besoins, plus variables, peuvent se développer et se restreindre aisément et s'adapter mieux aux changements du volume de la production (1). Il résulte

1. V. Roberto Michels. *Divagazioni economiche sulla funzione del lusso* (*Riforma sociale*, 1907).

enfin de tout ceci que le régime de la *distribution* des biens et des revenus dépend des mêmes facteurs ; ceux-ci, en déterminant la production à s'orienter dans un certain sens, fixent ainsi la part du revenu qui va aux diverses classes sociales.

II

Dans ce qui précède, nous n'avons guère pu noter que des influences très générales exercées par le développement général de la vie esthétique sur les caractères de la vie économique. En venant maintenant aux répercussions de la seconde sur la première, mieux étudiées, nous allons nous trouver en face de liens plus précis, plus spéciaux ; à côté d'influences générales nous verrons les divers arts dépendre, chacun à sa façon, de l'état de l'économie.

Comme pour la langue, c'est surtout dans les sociétés inférieures qu'on a pu saisir cette dépendance. « Chez les peuples primitifs, écrit Grosse (1), une forme donnée de l'art correspond partout à une forme donnée de la production. » Sans adopter cette thèse un peu simpliste et absolue, il faut constater que de nombreuses influences de ce

1. *Les Débuts de l'Art*, p. 29.

genre ont été mises en lumière par la science contemporaine.

I. — La *poésie* doit, en partie au moins, son origine même à des facteurs économiques. Selon M. Bücher (1) cet art passe, au cours de son évolution, par deux stades. L'efficacité du travail en commun dépendant étroitement de son rythme, les cris qui l'accompagnent ont dû être soumis à un certain ordre de succession, organisés en des répétitions régulières servant à assurer la répétition régulière et simultanée des gestes. La première poésie — et aussi la première musique qui en est indistincte — a consisté en ces répétitions de cris dénués de sens. C'est sur le modèle de ces rythmes que se seraient constitués les rythmes poétiques proprement dits, ayant pour matière des paroles articulées, de même que le langage s'est développé à partir des onomatopées et des cris transposant les bruits naturels ou scandant les gestes de travail. Sorti de nécessités d'ordre technique et économique, le rythme ne serait devenu que plus tard son propre but : le plaisir du rythme se serait seulement surajouté à la nécessité du rythme.

II — La première poésie est une musique : c'est un rythme mélodique : mais la *musique* vocale primitive est de même une mélodie rythmique, qui

1. *Arbeit und Rhythmus*, 4^e éd., p. 359-360.

ne se différencie en rien de la poésie. Elle a donc dû remplir une fonction identique et sortir de nécessités économiques semblables (1). M. Grosse cependant veut la mettre à part ; il en fait « un art isolé des autres arts », en ce que « tous les autres servent dans une certaine mesure les buts de la vie : elle, par contre, ne sert que les buts de l'art ». Ce serait ainsi « l'art le plus pur, l'art par excellence » (2), l'art par suite le plus indépendant de l'économie (3). Rien n'est moins vrai à l'origine, comme l'a encore montré M. Bücher (4). Comme tous les arts primitifs, la musique tend à des fins utilitaires ; elle sert à rythmer le travail ; et aussi, ajouterons-nous, de par le pouvoir magique des sons, à agir directement sur les choses. La théorie de M. Bücher, en effet, n'explique qu'une des causes et une des fonctions économiques de la musique primitive ; à l'efficacité *objective* qu'elle a sur l'organisation des travaux, se surajoute l'efficacité *subjective* que lui prête la conscience collective. La vie économique primitive est faite de pratiques magiques ; et c'est là qu'il faut chercher surtout la double origine du rythme

1. V. en général : De Kellès-Krauz. *Influence du Facteur économique sur la Musique* (*Annal. Inst. int. Sociol.*, IX, 1903, p. 305-321).

2. *Les Débuts de l'Art*, p. 228.

3. M. de Krauz (*op. cit.*, p. 321) adopte cette vue.

4. *Arbeit und Rhythmus*, p. 388.

musical (1). Tout d'abord, la magie étant fondée sur le principe d'imitation, on reproduit les mouvements physiques dont on désire la réalisation. Simuler la tombée de la pluie, c'est appeler la pluie. Or, les mouvements, et en particulier les bruits de la nature se répètent ; le rite de pluie reproduisant le bruit de l'eau qui tombe sera ainsi nécessairement un chant rythmé. De plus l'efficacité magique de la parole s'accroît par la répétition, qui la rend plus impérative : et ainsi une nouvelle nécessité de rythmer les prières et les chants vient s'ajouter à la première. Le grave tort de la théorie de M. Bücher est de méconnaître le rôle des notions magico-religieuses dans la vie économique primitive. Ainsi sa théorie est incomplète même au simple point de vue économique.

Mais parce qu'elle se place exclusivement à ce point de vue, elle est aussi trop étroite. Le rythme n'est pas seulement une nécessité du travail en commun : toute action collective — marche guerrière, danse, prière, etc. — a besoin d'être rythmée pour être efficace, et tend en effet spontanément à prendre la forme rythmique. C'est dans cette nécessité plus générale qu'on cherche maintenant l'origine de la poésie et de la

1. V. à ce sujet : Combarieu. *La Musique et la Magie*, 1909.

musique (1) ; c'est parce que ces arts étaient les instruments de la discipline et de la cohésion sociales (2) qu'ils ont dû et pu prendre, dès les sociétés plus inférieures, un très grand développement. Ainsi ce ne sont pas seulement, comme le veut M. Bücher, des nécessités techniques qui ont commandé l'évolution des arts musicaux ; d'autres causes, au moins aussi importantes, sont entrées en œuvre pour accélérer l'effet des premières.

III. — L'action des conditions économiques sur les *arts plastiques et ornementaires* apparaît plus exclusive (3).

a) Le *mode* de l'activité économique influe et sur leur *développement*, et sur leurs *caractères intrinsèques*. Les arts plastiques sont toujours extrêmement développés chez les peuples chasseurs : car la chasse leur donne à la fois à un haut degré la faculté de voir, d'observer et de retenir les formes naturelles, et aussi développe chez eux les appareils moteurs et sensibles qui entrent en activité pendant le travail artistique ; en un mot,

1. V. Gummere. *The beginnings of Poetry*, 1900.

2. Robinson. *Music as a social Discipline* (*Sociol. Review* de Londres, juillet 1909).

3. V. en général : F. Feuerherd. *Die Entstehung der Stile aus der politischen Ökonomie*. I. *Die bildende Kunst der Griechen und Römer*, 1902.

« l'habileté des yeux et des mains » (1). De même la parure est toujours fort développée dans les sociétés guerrières où, par l'effroi qu'elle cause à l'ennemi, elle est « une arme indispensable de la lutte pour la vie » (2). De plus, ces arts prennent, suivant l'activité économique des peuples, des caractères divers. Selon M. Hørnes (3), l'art des peuples chasseurs serait réaliste et naturaliste ; celui des peuples agriculteurs au contraire, et surtout celui des peuples industriels serait schématique, abstrait, idéaliste.

b) L'organisation de l'économie agit aussi sur le développement des arts ornementaux. Lorsqu'apparaissent, au sein de la propriété commune, les propriétés spéciales des groupes secondaires et des individus, les « marques de propriété » deviennent l'un des objets importants de l'art ornemental ; ces marques symboliques se rencontrent surtout chez les peuples chasseurs où, l'animal tombant souvent loin du lieu où on l'a frappé, la marque de l'arme est le seul moyen pour le chasseur de s'approprier son butin (4). On voit ici l'organisation de la propriété converger

1. Grosse. *Les Débuts de l'Art*, p. 149-151.

2. Grosse, *ibid*, p. 81-83.

3. *Urgeschichte der bildenden Kunst in Europa*, 1898.

4. Voir des reproductions de ces marques de propriété dans Ratzel. *Völkerkunde*, I, p. (28), 235, et dans Grosse, *op. cit.*, p. 105.

avec un certain mode de l'activité économique pour intensifier le développement des arts graphiques.

IV. — A côté des influences directes, qui viennent d'être énumérées, doivent être placées les influences indirectes de l'économie sur la vie esthétique. Ces influences s'exercent par l'intermédiaire de la *technique* des arts. Tout d'abord, l'art, comme la production économique, a besoin d'*outils* ; et il les emprunte souvent, avec ou sans changement, aux outils de cette dernière. C'est ainsi que l'arc musical, qui fut le premier instrument à cordes, est sorti de l'arc de chasse (1). Mais la technique industrielle fournit souvent à l'art ses *procédés* eux-mêmes. Il y en a un exemple fort connu. Les premiers ornements géométriques des poteries n'ont été que l'imitation des marques laissées sur les vases par les paniers de vannerte qui servent primitivement de moules (2). Le rythme et la répétition dans le dessin seraient ainsi sortis des nécessités techniques de l'art du vannier : l'imitation habituelle des motifs ainsi donnés est au moins aussi importante à considérer que le plaisir esthétique né de la répétition régulière

1. Balfour. *Natural history of the musical bow*, 1899.

2. V. la belle démonstration qui en a été faite par Holmes. *Prehistoric textile fabrics of the United States, derived from impressions on pottery* (Third report of the Bureau of American Ethnology, 1881-1882).

des motifs géométriques. Ainsi, dans ses moyens comme dans ses effets, l'art n'est jamais, au moins à l'origine, sa propre raison d'être : il dépend étroitement de l'état des milieux externes, en particulier de la technologie et de l'économie, desquelles, pas plus qu'aucun autre phénomène social, il ne saurait être abstrait.

CHAPITRE V

RAPPORTS AVEC LA SCIENCE DES RELIGIONS (1)

La classification préliminaire des phénomènes sociaux que nous avons esquissée, nous a appris que le phénomène religieux et le phénomène économique présentent des caractères presque identiques, et sont immédiatement voisins dans le tableau des faits sociaux. Ils ont l'un et l'autre le même objet : agir sur les choses pour les adapter aux fins de l'homme. Ils ne diffèrent que dans les moyens par où ils atteignent cette fin. L'acte éco-

1. *Bibliographie* : Knies. *Die politische Oekonomie vom Standpunkte der geschichtlichen Methode*, 1855, p. 93-105. — A.-E. Cherbuliez. *L'Economie politique dans ses rapports avec la religion et le droit* (*Journal des Econ.*, t. XXXII, mai-juin 1852, p. 1-16). — Ambroise Clément. *La Religion dans l'Economie sociale* (*ibid.*, t. CXLI, novembre 1879, p. 169-197. Sans intérêt, ne traite pas la question). — Desgrand. *De l'Influence des Religions sur le Dével. écon. des Peuples*, 1884. — Schmoller. *Principes d'Economie politique*, I, 113-118, 167-184. —

nomique porte directement sur les choses profanes : l'acte religieux ne les atteint que par l'intermédiaire des puissances sacrées. Il y a en somme, entre l'économique et le religieux, une différence analogue à celle qui sépare l'économique du juridique. Le phénomène économique a *directement* pour objet les choses : le phénomène juridique et le phénomène religieux ne les atteignent qu'indirectement, soit par l'intermédiaire des personnes, soit par celui des êtres religieux.

Dès lors, il n'y a pas plus de raison de séparer la science économique de la science des religions qu'il n'y en a de la séparer de la science juridique. Cependant, alors que les rapports du droit et de l'économie n'ont cessé d'être aperçus et développés dans la science économique, ceux de l'économie et de la religion ont été à peine entrevus. La raison en est que, tandis que l'importance du droit est allée sans cesse croissant au cours de l'évolu-

Morris. *The Economic study of religion* (*Journal of the Amer. oriental Society*, XXIV, 1903). — Nous mentionnons pour mémoire les livres d'économie politique fondés sur des principes théologiques, qui se posent d'autres questions que nous : par exemple James Taylor. *Political Economy illustrated by sacred history*, 1852, les ouvrages de Le Play, et les traités de Corbani, du P. Matteo Liberatore, de Ott, du P. Ch. Antoine, etc. — Les *Harmonies* de Bastiat contiennent un morceau inachevé sur les « rapports de l'économie politique avec la morale, la politique, la législation, la religion ».

tion sociale, la religion y a joué un rôle de plus en plus effacé. C'est surtout de l'étude des sociétés inférieures où l'indistinction des divers phénomènes sociaux est la plus forte, qu'eussent pu ressortir ses liens avec l'économie ; or cette étude est toute récente, et encore toute fragmentaire. C'est pourquoi il nous faudra, en ce chapitre, utiliser plus que nous ne voudrions les recherches personnelles que nous avons pu faire sur cette question.

I

Dans tous les types de société, à des degrés divers, l'état de l'économie est affecté par les caractères du système religieux.

1. — Ceux-ci déteignent tout d'abord sur les caractères d'ensemble du *système économique*. Le système de l'économie domestique fermée n'est possible qu'avec une certaine cohésion de l'organisme familial, laquelle s'efface en même temps que l'autorité religieuse du chef de famille. A l'autre bout de l'échelle des types d'économie, Knies (1) a noté l'influence de la constitution des religions nationales sur la formation des grands Etats et par là des grandes économies nationales.

1. *Politische Ökonomie*, p. 94 sq.

M. Max Weber (1) illustre cette idée que la réforme protestante aurait été et serait encore un facteur actif du développement du système capitaliste, en introduisant dans la conscience publique certaines conceptions du métier et de la richesse qui sont justement celles caractéristiques des entrepreneurs modernes. De là viendrait la supériorité des nations protestantes dans la conduite des affaires. Quoi qu'il en soit de cette thèse, il est sûr que la religion catholique, par sa doctrine du commerce et par la législation sur l'intérêt qui en procédait, n'a pas été sans gêner efficacement le développement du capitalisme (2).

II. — L'*organisme de la production* est affecté par le système religieux de trois façons.

a) Celui-ci influe d'abord sur la production en agissant sur la *consommation*. Dans de nombreuses sociétés, celle-ci est fixée autoritairement par des règles religieuses: et on a pu même dire que « l'usage n'est qu'un rejeton du rituel » (3). En Inde, des règles religieuses fixent la matière, le poids, la qualité et la forme des objets ; elles influent ainsi sur la *nature* de la production, et

1. *Die protestantische Ethik und der Geist der Kapitalismus* (Braun's Archiv., XX, 1 et XXI, 1). — V. les critiques de K. Fischer (*ibid.*, 1907).

2. V. sur ce point : Ashley., *Hist. écon. de l'Angleterre*, t. II, ch. V.

3. Tarde. *Lois de l'Imitation*, p. 349.

l'orientent dans un certain sens. Mais elles en commandent aussi par là la *quantité*. Les soucis de pureté de caste aboutissent à une formidable consommation de vaisselle et surexcitent ainsi la production : mais inversement le rejet de certaines nourritures, déclarées *tabou*, limite les moyens de subsistance, surtout de nature animale, et contribue au développement des famines, d'autant plus que les croyances religieuses relatives aux ancêtres y maintiennent une très forte natalité (1). — Enfin la religion, toujours en réglant la consommation, commande indirectement l'*organisation* de la production. Les tabous de caste, en créant une multiplicité de demandes spéciales à chaque caste, limitent étroitement l'étendue du marché, et par suite les possibilités de division du travail ; ils font aussi par là même du « métier » la seule forme d'industrie possible.

b) La religion commande encore la production par une autre voie : non plus en réglant la fin, mais en déterminant les moyens, c'est-à-dire la *technique*. Nombre des règles de celle-ci ne sont que des conséquences de règles religieuses ; soit que la religion réglemente directement la technique industrielle, comme à Athènes où les préceptes de celle-ci étaient sanctionnés par les

1. V. pour tous ces points : Bouglé, *Essais sur le Régime des Castes* (3^e partie, ch. III et IV, *la Vie économique*).

peines de l'impiété (1) ; soit même qu'un rite religieux, d'abord sans effet utile, ait donné l'idée d'un geste technique efficace : c'est ainsi que Noiré (2) rattachait aux danses solaires l'invention du mouvement circulaire et la production du feu par deux morceaux de bois. Des inventions d'une importance capitale pour le progrès de la production ne seraient ainsi que le prolongement et l'adaptation à des fins utiles de gestes religieux traditionnels.

c) La religion agit enfin *directement* et sur l'*orientation*, et sur l'*organisation* même de la production.

Tout d'abord, c'est par elle qu'ont dû apparaître la domestication des animaux et la domestication des plantes, et par elle ainsi que s'est fait le passage de la chasse à l'économie pastorale et à l'économie agricole ; aussi on a pu dire que « le totémisme a été le moteur premier de tout progrès matériel ». Quant à la domestication des animaux (3) l'explication traditionnelle selon laquelle

1. Thonissen. *Droit criminel des Peuples anciens*. I, 140, 150.

2. *Das Werkzeug*, 1880.

3. V. sur les origines religieuses de la domestication et de l'élevage : Hahn. *Die Hausthiere*, p. 89 sqq. — B. Jevons. *Introduction to the History of Religion*, p. 113-119, et déjà une indication dans Frazer. *Totémisme*, p. 135.

les hommes, s'étant aperçus du goût agréable de certains animaux, les auraient conservés pour les élever est inadmissible : loin que l'épargne soit à l'origine une tendance spontanée de l'homme, il a fallu que des règles religieuses vinssent le lui imposer. L'interdiction de la consommation des espèces animales servant de totems et d'ancêtres aux différents clans avait pour effet indirect et non prévu la conservation de ces espèces ; et, lorsque s'affaiblirent ces interdictions totémiques, il devint possible de consommer, d'abord dans des repas sacrificiels, puis même dans la vie courante, la chair de ceux de ces animaux qui y étaient propres ; la pratique de la conservation de ces espèces animales dans un but économique n'a fait que prolonger celle de leur conservation obligatoire dans un but religieux : l'une n'eût pu se produire sans l'autre.

L'origine de la culture des plantes procède sans doute de règles analogues (1). Grant Allen a suggéré cette idée, que la première agriculture n'a été que la reproduction artificielle de ce qui se

1. V. déjà quelques idées très vagues dans Comte. *Cours*, V, 61 sqq. et surtout : Hahn, *op. cit.* — Grant Allen. *Evolution of the idea of God*, 1897. — Goblet d'Alviella. *Les Rites de la Moisson et les Commencements de l'Agriculture* (*Rev. de l'Hist. des Relig.*, 1898). — B. Jevons, *op. cit.*, 210-212.

passait accidentellement dans les tombeaux lorsque germaient les graines déposées comme offrande, lesquelles, en raison des soins apportés à l'entretien des tombeaux, étaient placées dans des conditions de fructification les plus favorables ; c'est au spectacle de ces faits que les hommes auraient appris les premières lois de la reproduction des plantes. On ne peut guère expliquer comment l'homme eût pu s'apercevoir autrement qu'en déposant dans la terre des graines et en y apportant certains soins il en récolterait, au bout d'un temps plus ou moins long, une plus grande quantité de semblables : le culte des morts lui a fait faire à son insu des expériences agraires qu'il ne lui fût pas venu à l'idée de faire sans cela.

Ainsi la religion a pu déterminer le passage d'un genre de production à un genre nouveau, et devenir ainsi un facteur actif de progrès économique. Mais, pour les mêmes raisons, elle peut aussi empêcher une telle transformation, et arrêter par là l'évolution économique d'un peuple ; c'est ce qu'Adam Smith avait fort bien noté en ce qui concerne les obstacles que la religion de certains peuples a apportés à leur développement commercial. « Par superstition, écrivait-il (1), les

1. *Richesse des Nations*, livre IV, ch. 9 (t. II, p. 321-322).

anciens Egyptiens avaient de l'éloignement pour la mer, et comme la religion des Gentons ne permet pas à ceux qui la suivent d'allumer du feu sur l'eau ni, par conséquent, d'y préparer des aliments, elle leur défend, par le fait, tout voyage de long cours par mer. Les Egyptiens et les Indiens ont dû se trouver nécessairement, pour l'exportation de leur surplus de production, dans la dépendance de la navigation des autres nations ; et comme cette dépendance a dû resserrer leur marché, elle a nécessairement par là découragé l'accroissement de ce surplus de produit. »

Quant à l'influence de la religion sur l'*organisation* de la production, nous avons tenté nous-même, dans un précédent travail, d'en faire la démonstration partielle (1). Nous y avons montré comment la division du travail entre les sexes, qui présente un caractère si rigoureux dans les sociétés inférieures, n'est qu'un cas particulier d'une séparation générale de toute leur vie matérielle et morale, à eux imposée en vertu des croyances relatives à leurs caractères religieux respectifs. Nous y avons fait voir pareillement que des formes plus élevées de la division du travail

1. *Vie religieuse et Vie économique ; la Division du Travail* (*Revue internationale de Sociologie*, décembre 1907, janvier-février 1908).

économique sont commandées par des notions religieuses d'un autre genre. La spécialisation des divers clans de la tribu procède de la différence de leurs totems ; chaque clan, étant parent d'une espèce animale donnée, est conçu comme ayant seul, à l'exclusion des autres, le pouvoir magico-religieux nécessaire pour agir sur elle. Ainsi cette spécialisation résulte, directement et sans aucun intermédiaire, de la notion fondamentale de la religion totémique : l'identité de nature du clan et de son totem. Il y a de même quelquefois une division du travail non plus entre clans, mais entre tribus localisées, qui résulte des pouvoirs magiques spéciaux attribués à certaines d'entre elles pour la fabrication d'objets déterminés (1). Et comme les castes et les professions sont sorties de ces tribus et de ces clans spécialisés, on voit l'influence de ces notions religieuses survivre, à l'état atténué, dans des types de civilisation déjà très élevés. C'est ainsi que, même dans les civilisations urbaines, des *tabous* religieux entrent encore en œuvre pour déterminer la séparation locale des métiers spécialisés et isoler les uns des autres les groupes professionnels (2).

1. V. notre *Distribution géographique des Industries*, § 5.

2. V. notre *Origine des Villes*, p. 218-219.

Mais si les notions religieuses sont ainsi un facteur de division du travail, elles peuvent aussi arrêter en route les progrès de la spécialisation. Par le caractère sacré spécial dont elles revêtent les castes et les métiers, elles les isolent les uns des autres, et aboutissent ainsi à l'hérédité des professions, laquelle constitue un obstacle à une spécialisation plus poussée ; la division du travail reste limitée à la « formation des professions » sans pouvoir atteindre à un mode plus élevé.

III. — Quelles peuvent être enfin les répercussions qu'a le système religieux sur le régime de la *distribution* ?

Il agit d'abord sur cette distribution des biens qui se fait par les échanges. Comme la division du travail, l'échange semble être sorti de pratiques religieuses : c'est ce qui explique le caractère obligatoire qu'il prend normalement à son origine. Les clans totémiques spécialisés peuvent seuls capturer leurs animaux totémiques respectifs ; mais comme chaque clan ne peut consommer son totem, il s'ensuit un échange obligatoire entre les différents clans ; et semblablement, de la division du travail intertribale procède un commerce intertribal, forme première du commerce international. A l'intérieur même de chaque groupe, un grand nombre de prestations, réciproques ou non, sont commandées par les préceptes religieux

et sanctionnées comme telles (1) ; il en est resté ainsi très longtemps des prestations entre parents. — Mais, comme la division du travail, l'échange peut aussi trouver, dans certaines notions ou règles religieuses un obstacle : si l'échange entre individus se développe normalement plus tard que l'échange entre groupes, cela tient en partie aux notions magiques qui font que, par un objet, on peut agir sur celui qui en a été le possesseur et qui est ainsi incité à le conserver. L'identification magique de l'objet au possesseur, source des premières propriétés individuelles, est aussi ce qui empêche ces propriétés de se mouvoir et de se transmettre.

Non seulement le développement même de l'échange dépend des notions et des institutions religieuses ; mais elles en déterminent souvent aussi les *conditions* et l'organisation. Les centres d'échange, les marchés, impliquant une concentration de la population, tendent toujours à coïncider dans le temps et dans l'espace avec les fêtes religieuses : la fête appelle le marché. Dès lors, celui-ci, enveloppé en quelque sorte dans un milieu religieux, devient une véritable institution religieuse, souvent réglée par les prêtres, où l'on n'entre qu'en accomplissant certains rites, où

1. V. sur les origines religieuses de l'échange : Somlo. *Der Güterverkehr in der Urgesellschaft*, 1909, p. 45 sqq.

se parle une langue rituelle, et où les prix mêmes, souvent fixés d'autorité, sont sanctionnés par des peines religieuses (1). Enfin le *moyen* des échanges, la monnaie, présente toujours à l'origine un caractère religieux ; caractère nécessaire, selon M. Espinas (2), sans lequel l'empreinte monétaire n'eût pu inspirer une confiance assez absolue : et c'est pourquoi les temples ont été les premiers hôtels des monnaies.

Que l'ensemble des institutions religieuses agisse enfin sur la répartition des *revenus*, c'est une évidence qu'il suffit d'énoncer, et dont on trouve déjà la perception dans les longs développements de Smith (3) sur les revenus du clergé et en particulier sur les mauvais effets économiques des ordres mendiants, qu'il compare à ceux du pillage qui suit une guerre.

L'influence qu'exercent les institutions religieuses sur tout l'ensemble de la vie économique est donc très loin d'être insignifiante, surtout dans les sociétés inférieures. Il y a à cela, croyons-nous, deux raisons : une raison *générale*, et une raison *spéciale* aux phénomènes économiques. — La première tient au rôle central que joue la religion

1. Il en est ainsi notamment dans les marchés africains.

2. *Origines de la Technologie*, 1897.

3. Livre V, chapitre I, § 3 (t. II, p. 438).

dans les sociétés primitives, et à l'influence prépondérante qu'elle a sur toutes les institutions sociales ; la technique, le droit, la langue, l'art primitif sont profondément imprégnés de notions religieuses qui leur confèrent des caractères tout spéciaux. Il en est naturellement de même de l'économie. — De plus, beaucoup d'actions économiques, comme l'épargne, la capitalisation, l'échange même impliquent, de la part de l'individu, un travail ou une privation, donc une contrainte infligée aux tendances spontanées de sa nature. Or cette contrainte n'a pu être le fait d'une inhibition volontaire de sa part ; car il n'y a aucune raison originelle qui puisse faire que ces tendances cèdent aux besoins économiques qu'elles gênent ; elles sont aussi spontanées qu'eux, et fondées au même degré dans son organisation morale et physique. Il a donc fallu que cette contrainte fût imposée à l'individu du dehors, et même sous des sanctions particulièrement fortes. La religion seule pouvait remplir cette fonction ; et voilà pourquoi elle a eu une importance capitale pour le développement économique de l'humanité.

II

Les phénomènes religieux ont, surtout à l'origine, un objet utilitaire et pratique au même titre que les phénomènes économiques ; dès lors, ils ne sauraient être considérés à part des conditions de la vie matérielle. Comme tout système social, le système religieux comprend des organisations sociales, des notions ou croyances, enfin des pratiques ou rites. Chacun de ces trois éléments porte la trace d'influences d'ordre économique.

I. — Les *organisations religieuses*, et en particulier les plus vastes d'entre elles, les Eglises, ne peuvent, en raison de la place séparée qu'elles ont, et de l'espèce d'isolement où elles sont plus ou moins tenues dans toutes les sociétés, se passer d'une puissance propre qui leur permette de résister à l'action des agents externes de dissolution. Cette puissance implique une certaine richesse, et dépend par suite de conditions économiques. Comme l'observait Adam Smith (1), « les progrès successifs des arts, des manufactures et du commerce ont détruit, dans la majeure partie de l'Europe, toute la puissance temporelle du clergé. Le produit des arts, des manufactures et du com-

1. *Richesse des Nations*, II, p. 454-455.

merce offrit au clergé quelque chose à échanger contre le superflu du produit brut de ses terres, et lui fit voir ainsi tous les moyens de dépenser la totalité de ses revenus en jouissances personnelles, sans être obligé d'en faire une aussi grande part aux autres. Peu à peu, sa charité devint moins étendue, son hospitalité moins généreuse et moins prodigue. Sa suite devint, par conséquent, moins nombreuse... Ce fut ainsi que se relâchèrent et tombèrent enfin peu à peu ces liens d'intérêt qui attachèrent au clergé les classes inférieures du peuple ».

II. — Les *notions religieuses* elles-mêmes varient selon l'état de l'économie. Elles dépendent d'abord de la *nature* de l'activité économique. Selon Roscher (1), l'extrême impressionnabilité religieuse des pasteurs nomades se rattacherait à « l'incessante communion du pâtre avec la nature » ; « la puissance des éléments à laquelle il est livré presque sans abri, l'immensité monotone de la plaine... tout cela remplit son âme d'émotions peu variées, mais profondes ». Il remarque encore que la vie désertique est un excellent terrain pour le développement du monothéisme, parce qu'il y manque « cette luxuriante variété de forces génératrices qui, dans des contrées d'une fertilité

1. *Economie politique rurale*, p. 40-42.

exceptionnelle, comme l'Inde, favorisa le polythéisme ». L'islamisme surtout est une religion de nomades : il insiste surtout sur des commandements qui sont de rigueur chez des peuples pasteurs : sobriété et hygiène extrêmes, creusement de puits, hospitalité, etc. Chez ces mêmes peuples, où la pluie est d'une telle importance, se développent les cultes naturistes et panthéistes ; chez les chasseurs au contraire, où c'est l'habileté humaine qui assure la subsistance, une religion anthropomorphique sera de règle (1). Avec l'agriculture se développent naturellement les cultes agraires, dont Mannhardt (2) voulait même faire le centre des systèmes religieux ; les formes végétales deviennent des dieux protecteurs, et la notion fondamentale de la Terre-Mère vient exprimer le lien profond qui rattache désormais l'homme au sol (3). Dans une société agricole, la religion dépend ainsi étroitement, dans ses notions mêmes, de l'état du milieu physique, et en particulier des choses qui forment l'objet essentiel de l'activité économique (4).

1. De Prévile. *Les Sociétés africaines*, p. 185-190. Cette dernière affirmation est d'ailleurs assez peu conforme aux faits.

2. *Wald und Feldkulte*, 1875 (2 vol.).

3. V. Tylor. *Civilisation primitive*, I, 374-376, et Diede-
rich. *Muttererde*, 1905.

4. V. Brinton. *Religions of primitive peoples*, p. 150-151.

Mais l'état des croyances religieuses a été relié aussi à l'*organisation* économique. Karl Marx voyait déjà dans le libéralisme religieux issu de la réforme protestante un produit du libéralisme industriel issu des progrès du capitalisme ; le commerce exige la pensée libre. M. Lafargue suit des principes d'explication analogues (1). La notion d'âme, nous dit-il, varie selon l'organisation sociale : dans une société communiste où règne l'égalité économique, tout le monde a une âme ; avec la famille patriarcale, l'âme se concentre dans le chef de famille, les femmes notamment en sont déstituées. L'idée de Dieu aurait bien des origines naturelles ; mais elle n'aurait survécu chez le « bourgeois » qu'en raison du caractère aléatoire de sa situation économique ; les causes des mouvements de sa fortune lui échappent par leur incertitude, et il est nécessité à les situer dans le domaine de l'inconnaissable et du divin. De même la circulation fiduciaire insinue dans l'esprit bourgeois la croyance en une force mystique sans support matériel, détachée de toute substance. Le billet de banque incorpore une force sociale si peu en rapport avec son peu de substance, qu'il pré-

1. *Le Déterminisme économique de Karl Marx*, 1909. M. Lafargue ne se donne d'ailleurs jamais la peine de prouver ses affirmations. Celle relative aux effets du billet de banque mérite cependant considération.

pare l'intelligence bourgeoise à l'idée d'une force qui existerait indépendamment de la matière.

III. — Enfin ce qui vient d'être dit suffit déjà à faire voir que les actes ou *rites* religieux dépendent indirectement de l'état de l'économie, puisque leurs caractères expriment les caractères des notions religieuses. Mais l'économie les commande aussi directement. « Pour juger, disait Roscher, de l'intensité avec laquelle les occupations dont subsistent les sauvages déteignent en quelque sorte sur toute leur vie sociale, il suffit de voir leurs fêtes qui se résolvent presque toujours en une représentation mimique des animaux qu'ils poursuivent et de la chasse qu'ils leurs font (1). » Chez les peuples industriels et surtout commerçants, dont la technique est moins concrète, moins traditionnelle, plus libre, la religion tend, au contraire, à se vider de rites, pour devenir plus abstraite, plus idéale : elle se détache des choses ; les notions tendent à cesser de s'y exprimer en gestes, et ainsi la technique religieuse se simplifie.

On le voit, si la dépendance de la religion, vis-à-vis de l'économie a pu être exagérée ou considérée seule à l'exclusion de la dépendance inverse de l'économie vis-à-vis de la religion, du

1. *Economie politique rurale*, p. 25.

moins la première existe comme la seconde, sinon au même degré. M. Durkheim a donc tort d'écrire que « nous ne connaissons aucun moyen de réduire la religion à l'économie ni aucune tentative pour opérer réellement cette réduction » (1). Il est vrai que les influences de la religion sur l'économie ont été jusqu'ici mieux perçues en raison même de cette intensité primitive de la vie religieuse que nous avons notée ; néanmoins il n'est pas probable que les influences inverses soient moindres. « A l'origine, nous dit encore M. Durkheim, le facteur économique est rudimentaire, alors que la vie religieuse est luxuriante et envahissante. Comment donc pourrait-elle en résulter ? » Nous croyons, au contraire, que, pour mieux mettre en lumière cette dépendance, c'est aux faits primitifs qu'il faudra se reporter ; car c'est là que la religion revêt le caractère le plus pratique et le plus concret. Elle y est conçue comme l'activité économique essentielle, seule efficace ou la plus efficace : cela doit suffire à la placer sous le contrôle de ses fins pratiques, alors même que la manière dont elles sont pensées ne dépendrait en rien de leurs caractères objectifs.

1. *Revue philosophique*, 1897, p. 650.

CHAPITRE VI

RAPPORTS AVEC LA TECHNOLOGIE (1)

La technologie est l'étude des organisations, des notions et des pratiques ayant pour objet direct une action mécanique sur les choses. Or, l'utilité économique des choses, leurs propriétés d'être des biens économiques, dépend en première ligne de leur état mécanique. Les phénomènes économiques sont ainsi conditionnés par des actes de technique. C'est pourquoi, sur ce point plus que tout autre, un isolement de la science économique a toujours été impossible. La proximité des deux ordres de faits est telle, qu'une partie des

1. A la bibliographie assez riche de Schmoller (*Principes d'Econ. pol.*, I, 460-462) il faut ajouter : Espinas. *Origines de la technologie*, 1897. — Kapp. *Grundlinien einer Philosophie der Technik*, 1877. — Noiré. *Das Werkzeug*, 1880. — De Foville. *La transformation des moyens de transport et ses conséquences économiques et sociales*, 1880. — Plaifair. *The progress of applied science in its effects upon trade* (*Contemporary Review*, mars 1888). — Decugis. *De l'infl. du progrès des communications*

phénomènes de technique a même été englobée et confondue à tort, faute de définitions précises, dans l'étude économique. La division du travail est en grande partie un fait de technologie, notamment sous sa forme de « décomposition du travail » dans la fabrique : celle-ci a seulement pour effet direct un accroissement dans l'efficacité mécanique de l'acte de production. Au contraire, un échange qui peut ne modifier en rien l'état physique des choses échangées, est un pur phénomène économique, mais qui implique néanmoins normalement un changement technique.

La confusion est donc facile entre la technique et l'économie. Elle n'est pas pour cela justifiée. Sombart a même pu postuler entre elles une véritable opposition de nature. Le principe du développement de la technique est la liberté, l'invention ; elle tend à délier l'individu des nécessités du milieu. Les progrès de l'économie, au contraire, ont pour effet d'accroître la différenciation et la complication sociales, et par là de réaliser la colla-

sur *l'évol. des sociétés* (*Revue de sociologie*, 1893). — Sombart. *Technik und Wirtschaft*, 1901 ; et la série de monographies publiées depuis 1908 à Leipzig par Sinzheimer spécialement sur les effets économiques de la technique dans les diverses industries (livres de Haarmann sur la navigation, de Grossmann sur l'industrie du verre de Schuchart sur celle du sucre, etc.). Joindre toute la bibliographie sur les machines, celle du matérialisme historique, etc.

boration et la dépendance réciproque d'un nombre toujours plus grand d'individus. Sans aller jusque-là, la différence nous apparaît assez nette entre ces deux ordres de faits. Elle est assez analogue à celle qui sépare le phénomène économique du phénomène religieux : les trois sortes de phénomènes ont le même objet, les choses ; mais ils l'atteignent par des moyens différents s'adressant à des caractères différents de cet objet. Les faits économiques et les faits de technique restent donc malgré tout très voisins et étroitement solidaires ; et nous n'aurons dans ce chapitre qu'à rappeler très vite quelques propositions, la plupart bien connues, pour compléter sans peine sur ce point notre exposé.

I

L'action des faits de technique sur l'économie n'a pu manquer d'être plus tôt et mieux perçue que l'action inverse de l'économie sur la technique ; elle est, on le sait, le centre de cette forme spéciale du « matérialisme historique » qui est celle du socialisme marxiste. La technique de la production commande l'organisation ou le « mode » de la production, qui détermine à son tour tout le système économique et social. « Le moulin à bras, disait Marx, vous donnera la société

avec le suzerain : le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel (1). » La grande industrie et par elle le capitalisme n'est qu'un effet du machinisme. « La bourgeoisie moderne apparaît comme le produit d'un long développement, de toute une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication » (2). — « L'existence même de la bourgeoisie implique une transformation incessante des instruments de production, donc des conditions de la production, donc de tout l'ensemble des conditions sociales (3). » Certains disciples de Le Play (4) classent aussi les sociétés par les caractères de leurs outils, et ils parlent notamment d'un « âge des machines » d'où procéderait un type de société caractéristique. — C'est là la forme simple et traditionnelle du matérialisme historique : considéré dans sa formulation la plus précise, il consiste dans l'affirmation de trois rapports de causalité successifs qui se commandent l'un l'autre : la technique de la production détermine toute la structure économique, « sur quoi s'élève enfin une superstructure juridique et politique et à laquelle

1. *Misère de la Philosophie*, p. 156.

2. *Manifeste communiste*, § 5.

3. *Ibid.*, § 7.

4. Vignes. *La Science sociale d'après les Principes de Le Play*, 1897, 2 vol.

correspondent des formes de conscience sociale déterminée » (1).

Nous verrons que la technique, pas plus qu'aucun autre genre de faits, n'est un facteur premier et original, qui déterminerait unilatéralement les faits économiques sans être déterminé par eux. Il n'y a pas plus en science sociale que dans aucune autre science de « causes premières ». Sous cette forme, l'explication de l'économie par la technique n'est donc qu'une métaphysique arbitraire. La technique conditionne l'économie ; mais elle n'est pas moins conditionnée par elle.

I. — Les caractères généraux du *système économique* dépendent de l'état de la technique. La dimension des groupements économiques est conditionnée à un certain degré par l'état de la technique des transports ; des changements dans cette technique sont nécessaires pour que se fasse le passage des économies locales fermées à des économies plus larges. De même le système de l'échange direct s'efface devant une organisation « capitaliste » lorsque progresse l'étendue des marchés, laquelle dépend aussi de la technique des transports. Il n'est pas jusqu'à l'aspect mental de la vie économique d'une société qui ne porte la marque de sa technique : on a pu noter comment le machi-

1. *Critique de l'Economie politique*, p. 5.

nisme rend la pensée et l'action économique moins traditionnelles, plus rationnelles, plus « mécaniques », et moins arbitraires, donc en quelque mesure plus prévisibles.

II. — La technique agit aussi et surtout sur la *production*, considérée à la fois dans sa quantité, dans son orientation et dans son organisation (1).

a) La *quantité* de la production dépend évidemment et de la quantité des moyens techniques possédés par une société, et de leur état de perfection. Le développement des industries dans une région est corrélatif, toutes choses égales d'ailleurs, à celui des transports (2). Elle dépend aussi de leur mode d'utilisation, c'est-à-dire de la capacité technique des individus; de leur aptitude à rythmer le travail dépend l'efficacité mécanique de celui-ci, et par suite sa productivité économique. On sait toute l'importance qu'attribuait Ricardo et à sa suite Stuart Mill à ce conditionnement général de la quantité de la production agricole par la technique, puisque la loi pour eux la plus importante de la productivité agricole et par là de toute la vie économique, celle des rendements décroissants, implique, pour produire toutes ses consé-

1. V. Graziani. *Studi sulla teoria economica delle macchine*, 1891. — Lenzi. *Le influence delle macchine sulla produzione*, 1899.

2. Cf. Gephart. *Transportation and industrial development in the Middle West*. New-York, 1909.

quences, un état stationnaire de la technique.

b) La *nature* de cette production dépend, non plus de la quantité des moyens techniques, mais de leur qualité. Chaque mode d'activité économique, ayant sa matière propre présentant des caractères mécaniques *sui generis*, implique des moyens techniques spéciaux, sans l'existence desquels elle ne saurait se développer. Pas d'industrie qui n'ait ses outils. Point de chasse possible sans l'arc et la flèche, ni d'agriculture sans la houe et la charrue. Mais par là même l'orientation de la production dans un groupe social dépend de la capacité technique des individus ; c'est ce qui a arrêté le développement de nombreuses industries dans les groupes ruraux, et qui confère à certaines nations le monopole de certaines productions.

c) Surtout, l'*organisation* de la production subit dans ses divers caractères, l'influence du facteur technique. L'état de la *division du travail* sous ses diverses formes en porte la marque évidente ; Adam Smith la faisait même naître de la différence des aptitudes techniques. La division géographique du travail, en tant qu'elle se lie à la distribution des matières premières et des forces motrices, varie suivant les conditions techniques de leur utilisation (1) ; on sait les effets qu'a eus à

1. Cf. Grossmann. *Technische Entwicklung und Produktionsstandort* (dans *Die Glasindustrie*, 1908, p. 5-16).

cet égard la substitution du charbon au bois dans la production du fer, et ceux qu'on a attribués à la substitution de la houille blanche au charbon comme force motrice. La géographie des industries dépend aussi de la technique des transports. Thünen déjà, dans son *Etat isolé*, avait cherché à déterminer comment la répartition locale des productions autour du centre de consommation se fait sous l'influence des conditions de transport spéciales aux différents produits, lesquelles dépendent elles-mêmes des propriétés mécanico-physiques de ces produits. — La division du travail professionnelle se fait souvent, surtout à l'origine, par espèces de matière première plutôt que par qualités de produits : une matière spéciale appelle une technique spéciale, donc une profession spéciale : à un stade plus élevé, les diverses qualités d'un produit ou les divers moments d'une même fabrication, nécessitant des techniques spéciales, se constituent en métiers spécialisés. La différenciation des techniques accélère ainsi celle des professions. — Enfin la décomposition du travail dans la fabrique n'est elle-même qu'un phénomène de technique, et se relie directement à l'état du machinisme et de la concentration.

La *forme de l'industrie* dépend, dans les diverses branches de la production, des différents ordres de phénomènes techniques. — En agriculture, on a pu

noter comment la faible capacité technique des ruraux et les conditions techniques spéciales de la production agricole limitent l'emploi des machines et par suite le développement des grandes exploitations (1). — Pour l'industrie de transformation surtout, nombreux sont les économistes qui, comme Marx, voient dans la concentration industrielle un simple produit du machinisme, ou seulement d'un certain mode du machinisme ; c'est ce qu'implique l'influence qu'on a attribuée au développement des moteurs électriques quant au renouveau futur des petites industries à domicile. — Pour l'industrie commerciale, les partisans de l'explication par la technique ont dû être plus prudents : l'échange dépend, moins que la production, de l'outil, quoique l'*intensité* même des échanges tombe sous la dépendance évidente de certains procédés techniques (télégraphe, téléphone, etc.), et que le *mode* de l'échange par la monnaie implique qu'a été trouvée une technique de la frappe qui a manqué longtemps à des sociétés même élevées comme la Chine ; et surtout la forme du commerce, comme la forme de l'industrie, dépend, par l'étendue du marché, de l'état de la technique des transports.

Il n'est pas jusqu'au *régime juridique* de l'industrie qui ne souffre l'influence de la technique. Le

1. V. Kautsky. *La Question agraire*, p. 55 sqq., 219 sqq.

régime corporatif — qui comprend, à titre de caractère intrinsèque, une réglementation de la technique industrielle — implique une technique relativement simple, qui ne soit pas nécessitée à varier beaucoup, et dont l'effort tende beaucoup plus à la production de qualités différenciées qu'à la production par grandes quantités homogènes. Le régime du cartell n'a pu, de nos jours, se développer que dans des branches d'industrie où les produits sont relativement simples, homogènes, semblables et où les conditions techniques de la production diffèrent peu d'un établissement à l'autre : industries fondées sur la production par quantités et non plus par qualités.

III. — Le mode de la *distribution* des revenus n'a donc pu échapper, tout cela étant, à la mainmise du facteur technique. Que le niveau des prix, et par suite la répartition des richesses entre les classes consommatrices, soit affecté par le progrès des transports, c'est ce qu'on a admis très anciennement : toute la théorie économique de Thünen est déduite de cette influence. Mais les différents revenus sont aussi affectés par elle, chacun suivant ses voies propres. La rente s'abaisse ou cesse de progresser quand progresse la technique agricole (1) ; les revenus du capital et

1. V. Stuart Mill, livre IV, ch. III, §§ 3 à 5.

du travail, dépendant de la productivité de ces deux facteurs, dépendent par là et de l'état général de la technique, et, plus spécialement, de l'état de perfection des instruments et de la capacité technique des travailleurs. Quelle que soit enfin la théorie du salaire qu'on suive, on est nécessité à admettre que le développement du machinisme, soit en diminuant le coût de production du travail, soit en limitant la demande, soit en agissant sur sa productivité, n'est pas indifférent au taux de sa rémunération (1).

II

Mais si l'économie dépend de la technique, la technique dépend de l'économie. C'est à tort qu'on considère souvent la technique comme un phénomène primaire, indépendant de toute organisation sociale, et qui ne serait conditionné que par l'état du milieu physique, combiné avec les aptitudes mentales et manuelles de l'individu.

a) Tout d'abord, l'invention individuelle est loin d'être le tout de la technique : celle-ci est toujours à quelque degré traditionnelle et obligatoire, donc sociale : elle est même quelquefois imposée et sanctionnée par le droit.

1. Cf. Nicholson. *The Effects of Machinery on wages*, 1877.

b) Mais la *faculté d'invention* elle-même dépend de conditions sociales et économiques. Roscher observe que c'est dans les villes où, la population étant le plus concentrée, la vie intellectuelle est le plus intense, que l'inventivité et l'originalité industrielles sont le plus développées ; et M. Marshall observe de même que la localisation d'une industrie, le rapprochement des établissements similaires, favorise le progrès de la technique. « Les secrets de l'industrie cessent d'être des secrets ; ils sont pour ainsi dire dans l'air, et les enfants apprennent inconsciemment beaucoup d'entre eux... Si quelqu'un trouve une idée nouvelle, elle est aussitôt reprise par d'autres, et combinée avec des idées de leur cru : elle devient ainsi la source d'autres idées nouvelles (1). » — De même que la spécialisation locale, la spécialisation professionnelle accroît l'habileté technique ; et ainsi la division du travail, qui dépend directement des progrès de la technique, les commande à son tour.

c) Enfin l'*application* même des inventions ne saurait, plus évidemment encore, échapper aux influences issues de l'état de l'économie. — Celle-ci offre aux inventions une matière plus ou moins favorable selon la *nature* de la production ; la difficulté de développer le machinisme dans

1. *Principes d'Economie politique*, I, 465.

l'industrie agricole suffit à le démontrer. — L'*organisation* de la production intervient de même : comme on l'a dit, loin que le machinisme soit le déterminant exclusif de la concentration industrielle, il n'en est souvent que la conséquence ; la machine, ne pouvant accomplir que des mouvements simples et uniformes, suppose une certaine décomposition du travail, laquelle implique déjà une certaine concentration. — Le *régime juridique* de l'industrie enfin laisse sa marque sur les caractères de la technique industrielle : la police industrielle autoritaire du régime corporatif et des débuts de la grande industrie a eu pour effet de fixer la technique, de la traditionnaliser et d'en arrêter les progrès.

On voit néanmoins que, jusqu'ici, les effets économiques de la technique ont été beaucoup mieux étudiés que les répercussions sur celle-ci de l'état de l'économie. Nous avons constaté la même chose exactement quant aux rapports de l'économie et de la religion ; quant à ses rapports avec la linguistique, c'est l'inverse qui nous est apparu ; enfin quant à ses rapports avec le droit, la réciprocité des influences apparaît mieux sentie. Il y a là des inégalités de développement qui se produisent dans toute science, mais qui empêchent ses diverses branches de se constituer en une unité systématique et cohérente. C'est donc par leur éli-

mination que sera facilitée la constitution d'une sociologie unifiée : mais cette élimination même ne pourra se faire que par un rapprochement effectif des diverses sciences sociales, sans lequel elles ne sauraient se développer conjointement.

CONCLUSIONS

Si notre résumé de l'état actuel de la sociologie économique est suffisamment fidèle, nous en pouvons extraire quelques vues générales sur les rapports de l'économie avec les autres sciences sociales et en particulier avec le droit.

I. — La connaissance de ces rapports apparaît présentement comme tout à fait *fragmentaire*. Si ceux de l'économie et du droit sont dès maintenant assez bien connus, ceux de l'économie et de la religion, par exemple, le sont beaucoup moins. Sur bien des points, nous avons dû nous contenter de propositions de simple évidence ; sur d'autres, il nous a fallu énumérer bien des conceptions hâtives et contestables ; sur d'autres enfin nous avons été contraint d'innover nous-même. S'il est donc une conclusion qui ressorte avec évidence de cet exposé, c'est que la sociologie économique est présentement dans un état absolument rudimentaire, et qu'elle est presque tout entière à faire. C'est déjà, croyons-nous, une pre-

mière utilité de ce livre que d'en donner nettement conscience.

II. — Mais, dès maintenant, ces rapports entre l'économie et les autres phénomènes sociaux apparaissent comme présentant certains caractères généraux. On peut ainsi entrevoir la possibilité d'une étude générale de ces caractères, qui constituerait véritablement une sociologie économique abstraite.

a) Ces rapports varient d'abord dans leur *intensité*. Celle-ci dépend de deux sortes de conditions. Elle change suivant les *catégories de phénomènes* dont on considère les rapports ; il est probable que les liens de dépendance de l'économie vis-à-vis du droit sont plus étroits que ceux qui la rattachent à la langue par exemple. — Cette intensité est variable surtout aux divers *moments de l'évolution*, c'est-à-dire dans les divers types de société. C'est dans les sociétés inférieures, avons-nous vu, qu'elle est la plus grande : il y a vraiment alors, entre les diverses espèces de faits sociaux une indistinction absolue et une confusion indissoluble. C'est pourquoi nous avons dû faire fréquemment appel aux faits relatifs à ces sociétés. Et ainsi apparaît la haute utilité *sociologique* de leur étude : nulle part mieux que là ne se voit l'impossibilité de séparer l'étude des diverses espèces de phénomènes sociaux. Dans des types de société plus

élevés, les divers genres de faits sociaux se différencient et prennent leurs caractères propres ; cessant d'être identiques, ils demeurent seulement en action et réaction réciproques.

b) Les *modalités* de ces rapports varient aussi sous l'influence des deux mêmes circonstances.

Ces rapports sont d'abord *unilatéraux* ou *réciproques*, ou, plus exactement, ils sont réciproques à des degrés divers suivant les catégories de faits qu'ils relient, et aux différents degrés de l'échelle des types sociaux. Nous avons constaté par exemple, entre le droit et l'économie, une beaucoup plus grande réciprocité de rapports qu'entre l'économie et la langue. L'analyse des caractères des divers faits sociaux permettait déjà de prévoir ces différences ; mais nous avons pu les saisir directement par l'observation, et les confirmer par là objectivement.

En second lieu ces rapports sont *directs* ou *indirects* ; et, parmi ces derniers, il en est de plus ou moins indirects. Comme chaque espèce de faits sociaux affecte toutes les autres, elle agit sur chacune d'entre elles par des voies diverses, plus ou moins détournées et plus ou moins complexes, à travers une multiplicité plus ou moins grande de phénomènes intermédiaires. Ceci, dira-t-on, est d'évidence ; mais il pouvait être bon de montrer jusqu'où peut aller cette complexité et cet entre-

lacement extrême des liens, quoique les rapports directs soient naturellement ceux qui ont été le plus et le mieux aperçus.

Ce sont enfin des *rapports de condition* ou des *rapports de causalité*, selon que le conséquent implique seulement l'existence de l'antécédent, ou que le second détermine les caractères du premier. On devait naturellement apercevoir plus tôt et mieux les *conditions* que les *causes*, la concomitance dans la présence étant plus facilement observable que la concomitance dans la variation. C'est pourquoi on trouvera dans ce qui précède beaucoup plus de rapports de la première espèce que de la seconde. Ce sont cependant les rapports de causalité qui sont surtout à connaître : sur ce point encore la science est donc dans état tout à fait rudimentaire.

De tout cela, il résulte en tout cas dès maintenant une attitude théorique qui a, nous semble-t-il, son intérêt. Le débat est depuis longtemps ouvert sur les causes premières de l'évolution sociale. Les uns veulent que les idées mènent le monde ; les autres déduisent les formes sociales de nécessités économiques. Tous s'accordent à postuler un ordre de causes unique et tout-puissant. L'impossibilité radicale de ces conceptions simplistes résulte au contraire de ce qui vient d'être dit. L'idéalisme comme le matérialisme sont impuissants à saisir la com-

plexité des faits et de leurs liens ; et c'est une nécessité pour la sociologie que de se dégager au plus tôt de toute cette métaphysique. Comme nous l'avons dit, il n'y a pas de causes premières pour la science.

III. — Un dernier résultat de notre recherche est enfin à signaler. La sociologie économique n'est nullement chose nouvelle : elle a existé plus ou moins, à l'état conscient ou inconscient, chez tous les économistes, même ceux de l'école classique. Beaucoup des notions fondamentales de la science économique sont en réalité des propositions sociologiques ; il n'y a aucune théorie économique qui ne postule, consciemment ou non, des conditions morphologiques, morales, linguistiques, juridiques, etc. Ainsi, comme nous avons montré qu'il n'y a aucune raison *théorique* de séparer l'économie de la sociologie, nous faisons voir maintenant qu'il n'y en a non plus aucune raison *historique*. Loin d'amener une révolution dans la science, le point de vue sociologique tend seulement à donner une vision claire de ce dont on n'avait qu'une perception confuse, à poser des problèmes qu'on résolvait sans en connaître les éléments, et à prendre ainsi conscience de notre ignorance.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

La question générale des rapports entre l'économie et la sociologie a été bien souvent traitée, à des points de vue divers, dans la littérature économique. Pour les Allemands surtout, on en trouvera l'exposé dans l'ouvrage d'ensemble de O. Spann. *Wirtschaft und Gesellschaft. Eine dogmenkritische Untersuchung*. Dresde, Böhmert, 1907, auquel il faut joindre l'article récent de M. de Philippovich. *L'Infiltration des Idées sociales dans la Littérature économique allemande* (*Revue d'Economie politique*, octobre 1909). Nous allons tâcher de donner de la question une bibliographie historique qui complète celle de M. Spann en ce qui concerne les autres pays. On peut y distinguer deux périodes.

I. — Les anciens auteurs allemands, comme Eisenhart (*Philosophie des Staats*, 1843-1844, vol. II, *Ökonomische Sozialtheorie*), Lorenz Stein, Hermann (v. Wagner. *Fondements*, II, p. 4-5) ont nettement posé la conception sociale de l'économie, que Gerstner (*Die National Ökonomik als Gesellschaftswissenschaft, Z. für die ges. Staatswiss.*, XVII, 1861, p. 703-723) a spécialement développée. — Quételet (*Du Système social*, 1848, p. 236-237) consacre à la question quelques lignes, de même que Bastiat (*Harmonies*, fragment XXV, cf. fragments XXI et XXII). — Knies développe longuement le point de vue, insiste sur les influences extraéconomiques (*Politische Ökonomie*, p. 89-109, 303 sqq.), et en particulier sur celle des caractères nationaux (*ibid.*, p. 57-70, l'homme national) ; il est suivi en cela par Baumstark (*Die Volkswirtschaft nach Menschenrassen, Volkstämmen und Völkern, in Jahrbücher de Hildebrand*, vol. V). — Von Mohl (*Gesch und Litt. der Staatsw.*, 1855, I, p. 69-110) étudie longuement les rapports des sciences

d'Etat et des sciences sociales. — Roscher (*Principes d'Econ. pol.*, 1857, I, ch. II) recherche « la place de l'économie politique au milieu des sciences de même ordre ». — Schæffle, dans un ouvrage dont le titre est significatif (*Das gesellschaftliche System der menschlichen Wirtschaft*, 3^e édit., 1873, I, p. 12-16, II, p. 580-582) affirme le caractère social de l'économie. — Dietzel traite plus explicitement la question (*Die Volkswirtschaft und ihr Verhältniss zu Gesellschaft und Staat*, 1864, et *Das Verhältniss der Volkswirtschaftslehre zur Sozialwirtschaftslehre*, 1882), de même que Stuart Mill, dans sa *Logique* (II, 495 sqq.), et R. Ellis Thomson. *Social science and national economy*, 1875, qui professe des idées analogues à celles de Carey. On peut rattacher à toutes ces recherches les *Etudes sur la Science sociale* de Courcelle-Seneuil, et les développements de Karl Menger (*Methode der Socialwissenschaften*, ch. VI, p. 60-71), où il critique notamment Dietzel, Knies et Schmoller.

II. — Dans les temps plus récents, la controverse s'est étendue à d'autres pays, notamment à l'Angleterre et à l'Amérique avec Cunningham (*Politics and Economics*. Londres, 1885). — Denslow (*Principles of the economic philosophy of society, government and industry*. N.-Y., 1888). — Giddings (*The sociological character of political economy : Amer. Econ. Assoc.*, 1^{re} série, vol. III, 1888) posent le point de vue sociologique, auquel Marshall, (*Principles*, 1890, liv. I, ch. V, §§ 1-4, 8, et liv. II, ch. VI, § 6) se montre aussi favorable. En France, André Liesse (*Dict. de L. Say et Chailley*, v^e *Sociologie*, p. 897-899), et Léon Say (V. de Frisange. *M. Léon Say et la Sociologie*, 1896), trompés par leur conception subjective de la sociologie, y sont, surtout le dernier, moins favorables, à la différence de M. Cauwès (*Cours d'Economie politique*, 1893, I, p. 12-21, IV, p. 587-590). — Cf. R. Worms. *La Sociologie et l'Economie politique*, 1894, et discussion dans le *Journal des Economistes*, juin 1894, p. 420-431).

La controverse se poursuivait en même temps en Amérique, à la suite des attaques dirigées contre le point de vue social par M. Patten (*Scope of pol. ec.*, *Yale Review*, 1893, p. 264 sqq., et *Relation of Economics to Sociology*. *Annals Amer. Acad. Soc. Science*, V, janvier 1895, p. 577-583). Il lui fut répondu notamment par Giddings (*Theory of Sociology*, même journal, juillet 1894; *Utility, Economics and Sociology*, *ibid.*, vol. V, novembre 1894; *Sociology and the abstract sciences*, *ibid.*, V, mars 1895, p. 94-101; *The relation of sociology to economics*. *Amer. Econ. Assoc.*, X, n° 3, mars 1895, avec discussions de Patten et Small; la même association avait tenu en décembre 1894 un *meeting* sur le même sujet). V. aussi Small. *Sociology and political economy*, *Journal of political economy*. Chicago, 1895). — Giddings. *The relation of sociology to other scientific studies* (*Journal of social science*, novembre 1894), et Lester Ward. *The place of sociology among sciences* (*Amer. Journal of sociology*, I, juillet 1895). — Adde Ross. *The sociological frontier of economics* (*Quarterly Journal of Economics*, juillet 1899). La discussion a repris récemment entre les sociologues et M. Carver : v. *American Journal of Sociology*, XIII, n° 1, 1907, p. 3, 6-7, 17-19 (M. Small) ; *ibid.*, n° 3, p. 319-320 (M. Elwood) ; *ibid.*, n° 3, p. 392-395 (MM. Carver et Clark).

Revenons en Europe. La question est touchée par Gumpłowicz (*Sociologie et Politique*, § 15) et traitée par Garelli (*Economia e Sociologia*, Vercelli, 1894), par Saint-Marc (*Du Domaine propre de la Sociologie*: *Rev. Ec. pol.*, 1896) et surtout par Stolzmann (*Die soziale Kategorie in der Volkswirtschaftslehre*, I. Berlin, 1896). M. Denis étudie le rapport historique des deux sciences (*L'Economie politique et la Constitution progressive de la Sociologie*, 1896). Les attaques reprennent avec Block (*Petit Dictionnaire politique et social*, 1896, v° *Sociologie*, p. 716, qui nie l'existence de la sociologie; cf. ses *Progrès de la Science économique*, t. I). — Voir enfin

parmi les auteurs contemporains : Savio. *La Economia sociale, con riguardo ai dati della sociologia contemporanea*. Turin, 1896. — Naville. *L'Economie politique et les Sciences morales*, 1897. — Tangorra. *La Sociologia e l'Economia politica* (*Riv. ital. di Sociol.*, nov. 1898). — V. Pareto. *I compiti della Sociologia tra le Scienze sociali* (*Ibid.*, juillet 1897, cf. mars 1899). — Schmoller. *Principes d'Economie politique*, I, 359 sqq, 470 sqq, II, 68 sqq. — Follin. *La Philosophie économique et la Sociologie* (*Rev. de Sociologie*, XII, 1904). — De Greef. *La Sociologie économique*, 1904. — Pigou. *The unity of political and economic science* (*Economic journal*, septembre 1906). — V. Pareto. *L'Economie et la Sociologie au point de vue scientifique* (*Riv. di Scienza*, 1907, p. 296-315). — F. Tönnies. *La Scienza economica e la Filosofia* (*Riv. ital. di Sociol.*, nov. 1907, p. 743 sqq.). — Discussion dans le *Journl des Economistes*, avril 1908, p. 109-121 entre MM. Durkheim, Leroy-Beaulieu, etc. — Inama-Sternegg. *Neue Probleme der modernen Kulturlebens*, 1908 (un chapitre sur l'économie et la sociologie). — Oppenheimer, *Soziologie und Ökonomik* (*Monatschrift für Soziologie*, août-septembre 1909). — Kovalevsky. *Sociologie* (en russe), 1910 (t. I, 110-121, *Sociologie et Economie politique*).

Paris, le 30 avril 1910.

Vu : le Président de la thèse

FERNAND FAURE

Vu : le Doyen

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Vice-Recteur

L'Inspecteur de l'Académie

ALBERT CAHEN

TABLE

	Pages
INTRODUCTION. — Classification des phénomènes sociaux, et définition du phénomène économique.....	5
LIVRE PREMIER. — Conceptions historiques du rapport entre l'économique, le droit et les autres sciences sociales.....	37
CHAPITRE I. — Confusion de la sociologie et de l'économie politique.....	38
CHAPITRE II. — Séparation de ces deux sciences.....	46
LIVRE II. — Les conceptions actuelles.....	62
CHAPITRE I. — Rapports de l'économique avec la morphologie sociale.....	62
CHAPITRE II. — Rapports avec le droit et la science des mœurs.....	77
CHAPITRE III. — Rapports avec la linguistique.....	107
CHAPITRE IV. — Rapports avec l'esthétique..	124
CHAPITRE V. — Rapports avec la science des religions.....	139
CHAPITRE VI. — Rapports avec la technologie.	159
CONCLUSIONS	173
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	178

